

**MESSAGE N° 269**  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi sur**  
**la détention des chiens (LDCh)**

27 juin 2006

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message à l'appui d'un projet de loi sur la détention des chiens.

**CONDENSÉ**

1. La législation fédérale sur la protection des animaux a subi, ces dernières années, des évolutions importantes. Le Parlement fédéral vient d'ailleurs d'adopter, en l'amendant abondamment, le projet de modification de la loi fédérale sur la protection des animaux que lui avait soumis le Conseil fédéral. Les textes cantonaux d'application doivent être adaptés en conséquence.

A l'instar de ce qui se passe dans d'autres cantons, les habitants du canton de Fribourg sont en butte aux comportements inadéquats et parfois agressifs de certains chiens. L'arsenal législatif actuel ne suffit pas à répondre à ce genre de situation. Un texte réglementant la détention des chiens s'impose d'autant plus après le drame survenu en décembre 2005 dans le canton de Zurich.

La question s'est posée de savoir si ces deux thèmes ne pouvaient pas être réglés par un texte unique. Pour les motifs qui seront exposés plus avant, il a été jugé préférable de les traiter de façon distincte. Le présent projet ne concerne que la détention des chiens, qui revêt un caractère d'urgence, l'adaptation de la législation sur la protection des animaux étant renvoyée à un temps ultérieur.

2. Le Conseil fédéral a arrêté, le 12 avril 2006, diverses mesures pour protéger la population contre les chiens dangereux. Ces mesures visent principalement à prévenir les accidents par morsures. Elles sont entrées en vigueur le 2 mai 2006. Contrairement au texte qui avait été soumis à consultation le 12 janvier 2006, l'exigence d'une autorisation, respectivement l'interdiction de certaines races de chiens a été abandonnée. Pourtant, le Parlement fédéral venait d'adopter une motion tendant à prendre, par voie d'ordonnance, les mesures nécessaires en interdisant, par exemple, les chiens susceptibles de représenter un danger considérable pour l'homme. La Commission de la science, de l'éducation et de la culture est toutefois revenue à charge en décidant, le 28 avril 2006, de donner suite à l'initiative du Conseiller national Pierre Kohler demandant l'interdiction des chiens de type pitbull et l'établissement d'une liste de chiens dont la présence sur sol suisse est interdite<sup>1</sup>.

Le Conseil d'Etat vous présente plusieurs mesures destinées à assurer la protection de la population (identification, enregistrement, signalement, interdiction de certaines pratiques, assurance). Plus particulièrement, il préconise de soumettre à autorisation, respectivement à interdiction, la détention de certaines races de chiens, reprenant ainsi les propositions faites par le Département fédéral de l'économie le 12 janvier 2006, conformément à la volonté exprimée par le Parlement fédéral.

3. La réglementation relative à l'imposition des chiens remonte à plus de vingt ans. Certaines voix se sont élevées pour en demander le réexamen. Il serait regrettable de ne pas profiter de l'élaboration d'une loi sur la détention des chiens pour ne point y intégrer, en la réformant, l'imposition de ces animaux.

4. Enfin, le Parlement fédéral a adopté, le 4 octobre 2002, un nouvel article du code civil suisse – l'article 720a – aux termes duquel il appartient à celui qui trouve un animal perdu d'en informer le propriétaire ou, à défaut, l'autorité désignée par le canton. Il paraît indiqué de profiter du présent projet pour désigner cette autorité.

**PLAN DU RAPPORT**

**A Partie générale**

**1 La législation sur la protection des animaux**

- 1.1 L'état actuel
- 1.2 La révision de la loi sur la protection des animaux
- 1.3 Conclusions et proposition

**2 La législation sur la détention des chiens**

- 2.1 La situation dans le canton de Fribourg
- 2.2 La situation actuelle en matière de police des chiens sur le plan fédéral
  - 2.2.1 Le droit fédéral
  - 2.2.2 Les recommandations du groupe de travail «législation en matière de chiens dangereux» de l'Office vétérinaire fédéral
- 2.3 Les solutions adoptées par certains cantons
- 2.4 Conclusions et propositions
  - 2.4.1 La nécessité d'une réglementation
  - 2.4.2 Le choix de la réglementation
- 2.5 Le contenu du projet
  - 2.5.1 Mesures liées aux chiens
  - 2.5.2 Mesures liées aux détenteurs
  - 2.5.3 Mesures d'identification des chiens
  - 2.5.4 Mesures de prévention
  - 2.5.5 Autres mesures

**3 L'imposition des chiens**

- 3.1 La situation actuelle
- 3.2 La nécessité de la réforme
  - 3.2.1 La motion Antje Burri-Escher
  - 3.2.2 Le réexamen de la fiscalité cantonale et communale sur les chiens
  - 3.2.3 La forme

**4 Financement**

**5 Résultat de la procédure de consultation**

**6 Influence du projet sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes**

**7 Compatibilité avec le droit fédéral et le droit de l'Union européenne**

**B Partie spéciale – Commentaire des dispositions**

**C Conclusion**

**A. PARTIE GÉNÉRALE**

L'application, dans le canton de Fribourg, de la législation fédérale sur la protection des animaux<sup>2</sup> doit être mise

<sup>1</sup> Cf. infra, ch. 2.2.1.

<sup>2</sup> Loi fédérale du 9 mars 1978 sur la protection des animaux (LPA; RS 455).

à jour: elle date en effet de 1986 et, depuis vingt ans bien-tôt, ce thème a subi des évolutions importantes.

Parallèlement, des voix de plus en plus nombreuses se sont exprimées en faveur d'une réglementation de la possession des chiens dits dangereux et, de façon plus large, sur la détention d'animaux domestiques. Les motions Christine Schneuwly/Claudia Cotting<sup>1</sup>, Antje Burri-Escher<sup>2</sup> et Pierre-André Page/Dominique Corminbœuf<sup>3</sup> s'en sont fait l'écho. Les récents accidents, parfois dramatiques, survenus dans notre pays en démontrent la nécessité.

Enfin, dans sa motion du 7 mai 2004, M<sup>me</sup> Antje Burri-Escher requiert la modification de la législation sur l'imposition des chiens.

## 1. LA LÉGISLATION SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX

### 1.1 L'état actuel

La législation sur la protection des animaux est contenue dans de nombreux textes. La plupart d'entre eux attribue une mission aux cantons.

### 1.2 La révision de la loi fédérale sur la protection des animaux

Une nouvelle loi sur la protection des animaux a été adoptée par le Parlement le 16 décembre 2005; le Conseil fédéral doit en fixer la date d'entrée en vigueur, le referendum n'ayant pas été demandé<sup>4</sup>.

Le nouveau texte vise principalement l'amélioration de l'information du public et la formation des détenteurs d'animaux et des personnes qui s'occupent d'animaux. Elle a aussi pour but d'améliorer l'application de la législation par les cantons en introduisant de nouveaux instruments d'exécution, d'une part, et en donnant des directives aux organes d'exécution relatives à leurs structures d'exécution, d'autre part<sup>5</sup>. Particulièrement, le Conseil fédéral relève qu'il entend imposer aux cantons d'uniformiser leurs structures d'exécution en créant une seule instance de coordination<sup>6</sup>. Il est également prévu de donner aux cantons la possibilité de percevoir des émoluments<sup>7</sup>. Toutefois, relève le Conseil fédéral, la révision de la loi n'occasionnera pour les cantons que peu de coûts supplémentaires, pour autant qu'ils n'aient pas un retard à combler en matière d'exécution<sup>8</sup>.

Auparavant, le Parlement avait procédé à deux réformes partielles de la loi.

Le 21 mars 2003, dans le cadre du paquet Gen-Lex, le Parlement a étendu le champ d'application de la LPA à l'élevage<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> Motion Christine Schneuwly/Claudia Cotting du 3 mai 2002 et réponse du Conseil d'Etat du 27 mai 2003.

<sup>2</sup> Motion Antje Burri-Escher du 7 mai 2004 et réponse du Conseil d'Etat du 3 novembre 2004.

<sup>3</sup> Motion Pierre-André Page/Dominique Corminbœuf du 15 décembre 2005 et réponse du Conseil d'Etat du 28 mars 2006.

<sup>4</sup> Sous réserve des articles 6 al. 3, 7a, 7c, 29 ch. 1 let. <sup>abis</sup> et <sup>aquater</sup> qui sont entrés en vigueur le 2 mai 2006 (ordonnances du Conseil fédéral du 12 avril 2006; cf. infra, ch. 2.2.1).

<sup>5</sup> Message du 9 décembre 2002, FF 2002, page 604 (ci-après, Message).

<sup>6</sup> Message, page 603, art. 33 LPA nouvelle.

<sup>7</sup> Message, page 603; art. 41 al. 2 LPA nouvelle.

<sup>8</sup> Message, p. 626.

<sup>9</sup> RO 2003, pp. 4803ss; Message du 29 mai 2002, FF 2002, pp. 4395ss et 4651ss.

Le 20 juin 2003, dans le cadre du vote PA 2007, le Parlement a inscrit dans la LPA la légitimité de l'importation de la viande d'animaux ayant fait l'objet d'un abattage rituel<sup>10</sup>.

### 1.3 Conclusions et proposition

Dans sa réponse du 27 mai 2003 à la motion Christine Schneuwly/Claudia Cotting, le Conseil d'Etat annonçait qu'il allait entreprendre une révision totale de la législation cantonale d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux, tout en relevant que cette dernière était en révision totale devant les Chambres fédérales.

Une modification de la législation d'application de la LPA va ainsi être proposée au Grand Conseil dans les meilleurs délais. Le caractère d'urgence que revêtent les mesures liées à la détention des chiens a cependant conduit le Conseil d'Etat à mettre en œuvre la rédaction d'une loi spécifique, à un moment où le nouveau texte de la LPA n'était, de loin, pas adopté. Il convient de s'en tenir à ce choix.

## 2. LA LÉGISLATION SUR LA DÉTENTION DES CHIENS

### 2.1 La situation dans le canton de Fribourg

Aucune loi cantonale ne règle aujourd'hui la détention de chiens. Il existe deux dispositions contenues dans des textes distincts:

Il s'agit en premier lieu de l'article 14 de la loi du 9 mai 1974 d'application du code pénal<sup>11</sup>, qui dispose:

«*Est puni d'arrêts ou d'amende:*

- 1. celui qui, sans autorisation de la police, détient des animaux sauvages dangereux ou qui ne prend pas les mesures voulues pour les empêcher de nuire;*
- 2. celui qui, en excitant, en effrayant un animal, en ne le retenant pas, s'il en a la garde, met en danger des personnes ou des animaux;*
- 3. celui qui laisse un chien en liberté sur la voie publique;*
- 4. celui qui laisse un chien méchant en liberté.»*

En second lieu, le règlement du 20 juin 2000 sur la chasse, la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes<sup>12</sup> prévoit, à ses articles 12 à 14:

«**Art. 12 e) Chiens**

#### **ea) Généralités**

<sup>1</sup> *Il est interdit de laisser les chiens errer, quêter, poursuivre ou chasser des animaux sauvages.*

<sup>2</sup> *Est considéré comme errant:*

- a) tout chien se trouvant sans son détenteur en terrain découvert à plus de 250 mètres de l'habitation de celui-ci;*
- b) tout chien se trouvant en forêt et hors du contrôle visuel de son détenteur.*

<sup>10</sup> RO 2003, pp. 4803ss; Message du 1<sup>er</sup> mars 2000, FF 2000, pp. 2283ss.

<sup>11</sup> LACP; RSF 31.1. Ce texte fait actuellement l'objet d'une révision totale.

<sup>12</sup> RCha; RSF 922.11.

<sup>3</sup> Tout détenteur d'un chien doit être en mesure de le maîtriser à tout moment par la voix ou le geste. A défaut, le chien doit être tenu en laisse ou être empêché de quitter les abords de l'habitation de son détenteur.

<sup>4</sup> Du 1<sup>er</sup> avril au 15 juillet, les chiens doivent être tenus en laisse en forêt.

<sup>5</sup> Les agents de la police de la faune ont le droit d'abattre les chiens dont ils ne peuvent se saisir:

a) s'ils ne connaissent pas leur détenteur, lorsqu'ils constatent que ces chiens ont l'habitude d'errer, de quêter, de poursuivre ou de chasser des animaux sauvages;

b) lorsque, malgré une mise en garde ou une dénonciation de leur détenteur, ils les rencontrent de nouveau loin de leur logis et sans surveillance.

<sup>6</sup> Les dispositions spéciales concernant l'exercice de la chasse, l'entraînement des chiens de chasse et les manifestations cynologiques sont réservées.

#### **Art. 13 eb) Essais**

<sup>1</sup> Avec l'autorisation du garde-faune de la région et pour des motifs valables, il est permis de dresser, de mettre à l'épreuve et d'essayer des chiens de chasse à partir du 16 juillet.

<sup>2</sup> Le garde-faune fixe le lieu, la date et la durée de l'utilisation des chiens, selon les instructions du Service.

<sup>3</sup> Le bénéficiaire de l'autorisation paie, au prorata de la durée d'utilisation des chiens, une taxe de 20 francs par heure.

#### **Art. 14 ec) Manifestations cynologiques**

Les manifestations cynologiques au cours desquelles des chiens sont lâchés et sont susceptibles de poursuivre ou de chasser des animaux sauvages sont soumises à l'autorisation du Service.»

Pour le reste, la détention des chiens est soumise à la législation sur la protection des animaux.

## **2.2 La situation actuelle en matière de police des chiens sur le plan fédéral**

### **2.2.1 Le droit fédéral**

Jusqu'à un passé récent, aucun texte ne réglait spécifiquement la question des chiens dangereux.

Plusieurs textes ont été adoptés, qui modifient cet état de fait. Une description précise et exhaustive s'impose, tant la situation créée par les décisions prises au niveau fédéral est confuse.

#### **L'obligation d'identification et d'enregistrement imposée par la législation sur les épizooties en 2003, 2004 et 2006**

La nouvelle du 20 juin 2003 de la loi fédérale sur les épizooties<sup>1</sup> prévoit, à son article 30:

«<sup>1</sup> Les chiens doivent être identifiés et enregistrés dans une banque de données.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral règle l'identification; les cantons se chargent de l'enregistrement.»

Sur cette base, le Conseil fédéral a modifié, le 23 juin 2004, son ordonnance sur les épizooties en adoptant une série de mesures concrètes sur l'identification et l'enregistrement des chiens<sup>2</sup>. Il a imposé les (principales) mesures suivantes:

1. Les chiens doivent être identifiés au plus tard trois mois après leur naissance au moyen d'une puce électronique que seuls les vétérinaires sont autorisés à implanter.

2. L'identification porte sur les données suivantes: nom, sexe, date de naissance, race, couleur du pelage du chien, nom et adresse du détenteur au moment de la naissance et au moment de l'identification, nom du vétérinaire et date de l'identification.

3. Les données relevées lors de l'identification doivent être communiquées à l'exploitant de la banque de données désigné par le canton de domicile du détenteur.

4. Les cantons doivent procéder (eux-mêmes ou par recours à une institution) à la saisie électronique des données relevées lors de l'identification.

5. Les cantons et les communes doivent autoriser le vétérinaire cantonal à consulter les registres des chiens tenus pour la perception de l'impôt sur les chiens.

6. Les exploitants des banques de données doivent autoriser tous les vétérinaires cantonaux à utiliser les données.

7. Le service désigné par le canton délivre une pièce d'identité du chien au détenteur de l'animal.

8. Quiconque détient un chien est tenu de présenter la pièce d'identité de l'animal aux organes de la police des épizooties et aux autres autorités désignées par le canton.

Le 12 avril 2006, le Conseil fédéral a complété l'ordonnance fédérale sur les épizooties en introduisant les mesures suivantes<sup>3</sup>:

9. Les cantons peuvent faire saisir d'autres données que celles qui sont imposées par la Confédération.

10. Les personnes qui acquièrent ou prennent un chien en charge pour plus de trois mois sont tenues d'annoncer dans les 10 jours le changement d'adresse et de détenteur à l'exploitant de la banque de données.

11. Les détenteurs doivent également annoncer la mort de leur chien.

#### **Les modifications apportées à la loi du 9 mars 1978 sur la protection des animaux en 2003**

Dans le cadre du paquet Gen-Lex, le Parlement a apporté certaines modifications à la loi sur la protection des animaux. Deux de ces modifications touchent les chiens. Le Conseil fédéral a décidé qu'elles entreraient en vigueur le 2 mai 2006<sup>4</sup>.

L'article 7a prescrit que les méthodes d'élevage ne doivent provoquer, ni chez les parents ni chez les descendants, des troubles du comportement. Le Conseil fédéral

<sup>2</sup> RO 2004, pp. 3065ss; OFE.

<sup>3</sup> Ordonnance sur la protection des animaux, modification du 12 avril 2006.

<sup>4</sup> RO 2003, pp. 4803ss; ordonnance du Conseil fédéral sur la mise en vigueur des dispositions issues de la modification du 21 mars 2003 sur la protection des animaux, du 12 avril 2006.

<sup>1</sup> RS 916.40; LFE.

peut interdire l'élevage, la production et la détention d'animaux ayant des caractéristiques particulières.

L'article 7c autorise le Conseil fédéral à «interdire la production, l'élevage, la détention, la commercialisation ou l'utilisation d'animaux présentant des anomalies dans leur anatomie et dans leur comportement».

Il a également été prévu que les contrevenants à ces dispositions seraient punissables pénalement<sup>1</sup>.

Ces deux dispositions ont été reprises, avec de légères modifications, dans la nouvelle loi sur la protection des animaux du 16 décembre 2005<sup>2</sup>, dont le Conseil fédéral n'a pas encore fixé l'entrée en vigueur (sous réserve de l'art. 6 al. 3 entré en vigueur le 2 mai 2006).

### **La nouvelle loi sur la protection des animaux du 16 décembre 2005**

La nouvelle teneur de la LPA prévoit un certain nombre de dispositions concernant les chiens. Deux d'entre elles peuvent être relevées.

L'article 6 al. 3 prévoit que le Conseil fédéral peut fixer des exigences auxquelles doivent satisfaire la formation et la formation continue des détenteurs d'animaux et des personnes qui éduquent des animaux. Cette disposition est entrée en vigueur le 2 mai 2006<sup>3</sup>.

Le Conseil fédéral peut également rendre obligatoire l'annonce de la détention de certaines espèces animales ou les soumettre à autorisation et interdire l'élevage, la production et la détention d'animaux présentant des anomalies dans leur comportement<sup>4</sup>.

### **Les motions des Commissions de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats et du Conseil national des 13 et 14 décembre 2005**

Par ces motions, les Commissions de la science, de l'éducation et de la culture des deux Chambres fédérales ont invité le Conseil fédéral à «mettre immédiatement en vigueur les articles 7a et 7c de la loi sur la protection des animaux et d'inscrire les mesures nécessaires dans l'ordonnance correspondante en interdisant, par exemple, les chiens susceptibles de représenter un danger considérable pour l'homme». Le 15 mars 2006, le Conseil national a accepté la motion de sa Commission à une large majorité<sup>5</sup>. Le même jour, le Conseil des Etats demandait au Conseil fédéral de serrer la vis contre les chiens dangereux, en interdisant par exemple certaines bêtes. Le lendemain, il approuvait la motion de sa Commission à une quasi unanimité<sup>6</sup>. Chaque motion fut ensuite transmise à l'autre Chambre. Elles furent toutes deux adoptées à une très large majorité les 15 et 20 juin 2006<sup>7</sup>.

### **Le texte mis en consultation le 12 janvier 2006 par le Département fédéral de l'économie**

La principale particularité de ce texte résidait dans l'interdiction, respectivement l'autorisation de certaines races de chiens.

Auraient été interdits l'élevage, la détention, l'utilisation, la cession, la transmission, l'introduction sur le territoire suisse des chiens de type pitbull, des chiens issus d'un croisement avec des chiens de type pitbull ainsi que des chiens issus d'un croisement avec des chiens soumis à autorisation.

Par ailleurs, aurait dû solliciter une autorisation qui-conque aurait souhaité élever, détenir, utiliser ou importer des chiens des races suivantes: american staffordshire terrier, bull terrier, cane corso italiano (chien de cour italien), dobermann, dogo argentino (dogue argentin), dogo canario (dogue des Canaries), fila brasileiro, mastiff, mastin espanol (mâtin espagnol), mastino napoletano (mâtin napolitain), rottweiler, staffordshire bull terrier, tosa. Le Conseil fédéral a rejeté ce projet, au profit de ses ordonnances du 12 avril 2006.

### **Les trois ordonnances du Conseil fédéral du 12 avril 2006**

Alors que l'on s'attendait à ce que le Conseil fédéral donne suite à la motion en prononçant (comme le lui proposait le Département fédéral de l'économie) une interdiction de certaines races, le Conseil fédéral, faisant fi de la volonté parlementaire, a décidé de privilégier la prévention. Le 12 avril 2006, il adoptait trois ordonnances dont il a fixé l'entrée en vigueur au 2 mai 2006.

La première contient une modification de l'ordonnance sur la protection des animaux<sup>8</sup>. Les mesures prises par le Gouvernement visent principalement à prévenir les accidents par morsures.

Pour le Conseil fédéral, «l'objectif de ces mesures est à la fois de responsabiliser les maîtres et d'assurer une bonne sociabilité des chiens. Tout commence lors de la sélection qui doit viser à obtenir des chiens dont les dispositions agressives sont faibles. Cela signifie que la sélection et la détention doivent avoir pour but d'obtenir des chiens sociables. Il incombe au maître de prendre les mesures préventives nécessaires pour que son chien ne constitue pas un danger pour l'homme et pour les animaux.

Si le comportement du chien pose des problèmes, les autorités d'exécution doivent pouvoir intervenir rapidement. Les médecins, les vétérinaires, les organes des douanes et les éducateurs canins sont tenus d'annoncer, à l'autorité cantonale compétente, les cas de morsures de personnes ou d'autres animaux et les cas où un chien présente une agressivité supérieure à la norme»<sup>9</sup>.

Le Conseil fédéral annonce d'ores et déjà que ces mesures seront réexaminées dans le cadre de l'actuelle révision de l'ordonnance sur la protection des animaux et que d'autres mesures, notamment relatives à la formation des détenteurs de chiens, sont envisageables.

Le Conseil fédéral a, en outre, mandaté le Département fédéral de justice et police pour examiner la question d'un renforcement de la responsabilité civile des détenteurs de chien, par exemple en prescrivant une assurance responsabilité civile obligatoire pour tous les chiens ou pour certaines catégories de chiens.

<sup>1</sup> Art. 29 ch. 1 let. a<sup>bis</sup> et a<sup>quater</sup>.

<sup>2</sup> Art. 7 LPA nouvelle.

<sup>3</sup> Ordonnance du Conseil fédéral sur la mise en vigueur anticipée de l'article 6 al. 3 de la loi du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux, du 12 avril 2006.

<sup>4</sup> Art. 7 al. 1 et 10 al. 2 LPA nouvelle.

<sup>5</sup> Par 128 voix contre 43.

<sup>6</sup> Par 38 voix contre 4.

<sup>7</sup> Par 126 voix contre 28 le 15 juin 2006 au Conseil national et par 25 voix contre 1 le 20 juin 2006 au Conseil des Etats.

<sup>8</sup> Ordonnance sur la protection des animaux, modification du 12 avril 2006.

<sup>9</sup> Communiqué du Département fédéral de l'économie du 12 avril 2006, consultable sur Internet: [www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/fr/4692](http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/fr/4692).

La seconde ordonnance a mis en vigueur l'article 6 al. 3 de la loi du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux<sup>1</sup>. La troisième a mis en vigueur les nouveaux articles 7a et 7c de la loi (du 9 mars 1978) sur la protection des animaux qui avaient été votés le 21 mars 2003 dans le cadre du paquet Gen-Lex<sup>2</sup>.

### **L'initiative de Pierre Kohler et la décision de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du 28 avril 2006**

Réagissant aux mesures adoptées par le Conseil fédéral le 12 avril, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture a décidé, le 28 avril 2006, de donner suite à l'initiative du Conseiller national Pierre Kohler du 7 décembre 2005. Cette initiative demande que la législation fédérale concernée soit modifiée de telle manière qu'il soit interdit en Suisse de posséder un chien de type pitbull et que le Conseil fédéral soit habilité à dresser une liste de races de chiens dont la présence sur sol suisse est interdite.

### **2.2.2 Les recommandations du groupe de travail «législation en matière de chiens dangereux» de l'Office vétérinaire fédéral**

L'Office vétérinaire fédéral a mis sur pied un groupe de travail chargé d'émettre des propositions pour une législation en matière de chiens dangereux.

En 2000, ce groupe de travail a élaboré un certain nombre de recommandations en relation avec des directives pouvant être introduites dans les législations cantonales et communales<sup>3</sup>.

Il sera tenu compte de l'essentiel de ces recommandations dans les propositions et suggestions évoquées plus avant.

### **2.3 Les solutions adoptées par certains cantons**

Devant l'inaction de la Confédération face à un problème qui, à l'évidence, doit être réglé sur le plan fédéral, plusieurs cantons ont décidé d'adopter leur propre réglementation. Quelques précisions peuvent être données au sujet des mesures adoptées par certains cantons.

Un programme de prévention des accidents par morsure de chien a été développé en Grande-Bretagne, il y a plus de dix ans, sous le label PAB («Prevent A Bite», prévenir une morsure). Selon une étude australienne, 91% des enfants avaient un comportement adéquat vis-à-vis d'un chien inconnu s'approchant d'eux, dix jours après avoir suivi ce programme. Ce programme a été introduit dans les **régions de Berne, de Schaffhouse et de Lausanne**.

Le canton de Vaud a adopté un certain nombre de mesures. Pour étayer le bien-fondé de la campagne de prévention qui y est mise en œuvre, on observe que la politique de prévention introduite dans le **canton de Neuchâtel** en 2001 semble porter ses fruits puisque des 120

cas signalés en 2001, on est passé à 86 en 2003. Le nombre d'enfants mordus aurait régressé d'un tiers et les morsures au visage ou à la tête de plus de la moitié. Seuls 10% des blessures signalées sont imputables à des races réputées dangereuses (pit-bulls et rottweilers) alors qu'on trouve presque la même proportion des morsures infligées par des races dites paisibles (comme le labrador ou le golden retriever). Dans le canton de Vaud, la Société vaudoise pour la protection des animaux a participé activement à l'élaboration du projet PAM (Prévention des Accidents par Morsure). Ce programme est proposé aux établissements scolaires pour les enfants de 7 à 10 ans<sup>4</sup>.

**Le canton du Valais** a, quant à lui, adopté des mesures drastiques:

- la laisse est obligatoire pour tous les chiens dans les localités valaisannes;
- le 7 décembre 2005, le Gouvernement valaisan a décidé d'interdire la détention de douze races de chiens sur le territoire cantonal. Cette interdiction est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Les douze races concernées sont les suivantes: le pitbull-terrier, l'américain staffordshire-terrier, le staffordshire-bullterrier, le bull-terrier, le doberman, le dogue argentin, le fila brésilien, le rottweiler, le mastiff, le mâtin espagnol, le mâtin napolitain, le tosa. Toutes ces races figuraient jusqu'alors, en Valais, sur la liste des chiens potentiellement dangereux. Ces animaux devaient, en dehors du domaine privé, porter une muselière et être tenus en laisse. Un recours a été déposé contre l'ordonnance du Conseil d'Etat valaisan.

Suite au drame d'Oberglatt, **le canton de Zurich** a arrêté d'urgence des mesures qu'il a, depuis, légèrement assouplies. Les chiens de quatre races dangereuses ne devront plus forcément être muselés et tenus en laisse. Depuis le 1<sup>er</sup> mai, les propriétaires de pitbulls terriers, staffordshires terriers, bulls terriers et staffordshires bulls terriers pourront demander des dérogations à l'Office vétérinaire cantonal. Ce changement de régime est apparu nécessaire au Gouvernement zurichois, car des chiens trop longtemps limités dans leurs mouvements peuvent devenir agressifs. Il a cependant précisé que les conditions pour obtenir une dérogation seraient «*sévères, car la protection de la population continue à avoir la priorité*». Ainsi, les propriétaires qui désirent à nouveau pouvoir faire courir leurs chiens en plein air doivent avoir plus de 20 ans et un domicile fixe. Ils doivent par ailleurs disposer d'un casier judiciaire vierge, de connaissances cynologiques et d'une attestation selon laquelle leur chien ne s'est jamais fait remarquer. L'obligation de la laisse et de la muselière avait été introduite le 16 décembre dernier dans l'urgence juste après le drame d'Oberglatt. Le canton est en train de réviser sa loi sur les chiens.

### **2.4 Conclusions et proposition**

#### **2.4.1 La nécessité d'une réglementation**

##### **a) La situation en Suisse**

**L'argumentaire établi le 21 décembre 2000 par le groupe de travail de l'Office vétérinaire fédéral<sup>5</sup>**

Une étude menée en Suisse auprès des médecins de famille et publiée en 1998 estime le nombre d'accidents par

<sup>1</sup> Ordonnance du Conseil fédéral sur la mise en vigueur anticipée de l'article 6 al. 3 de la loi du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux, du 12 avril 2006.

<sup>2</sup> Ordonnance du Conseil fédéral sur la mise en vigueur des dispositions issues de la modification du 21 mars 2003 sur la protection des animaux, du 12 avril 2006.

<sup>3</sup> Disponible sur le site de l'Office vétérinaire fédéral: [www.bvet.admin.ch/tierschutz/00231/00233/00952/index.html?lang=fr](http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00231/00233/00952/index.html?lang=fr).

<sup>4</sup> *La Liberté* du 19 mai 2004.

<sup>5</sup> Cf. site de l'Office vétérinaire fédéral: [www.bvet.admin.ch/tierschutz/00231/00233/00952/index.html?lang=fr](http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00231/00233/00952/index.html?lang=fr).

morsures de chiens à 192 pour 100 000 habitants, sans qu'une gradation de gravité soit prise en compte<sup>1</sup>.

Selon un sondage téléphonique effectué en 1984 dans le canton de Berne, le nombre de morsures atteindrait à 1098 par 100 000 habitants.

Toutefois, selon une étude sur les causes des accidents chez les enfants en 1996 et 1997, seuls 0,7% d'entre eux seraient dus à des morsures de chiens.

On estime à 80% le nombre d'accidents par morsure qui sont le fait d'un chien connu de la victime. 60% des victimes sont des enfants.

Aucune étude sérieuse n'a pu mettre en évidence que le potentiel d'agression d'un chien était lié à sa race; selon les études réalisées, le potentiel social est lié à la lignée (la famille). Ainsi, les chiens ne seraient pas dangereux en raison de la race à laquelle ils appartiennent, mais de manière individuelle et situationnelle, ou de par leur appartenance à une lignée.

Les chiens ayant agressé des humains proviennent de toutes sortes de races, y compris les croisements. La prise en compte de la situation de l'accident est essentielle: les chiens de petite taille maintenus dans les bras de leurs maîtres déclenchent souvent, par leur attitude hiérarchique, l'agression d'autres chiens. En tentant de les protéger, leurs maîtres ne font qu'aggraver la situation et préparent à leur insu des conflits futurs. Ainsi, le plus grand chien sera le plus souvent considéré comme le fauteur de troubles.

Certes, la taille et la masse du chien sont des facteurs de dangerosité indiscutables, ainsi que le rapport entre la taille du chien et celle de la victime: un petit chien peut être dangereux pour un enfant.

La plus grande partie des agressions contre des personnes est d'ordre physiologique: le chien agit en vertu d'un comportement prévisible, conforme à l'espèce à laquelle il appartient. Cela ne rend cependant pas ces comportements acceptables pour autant: la société actuelle les tolère de moins en moins. Il est donc de la responsabilité primaire du détenteur de veiller à ce que son animal ne porte pas préjudice à autrui, à le détenir et à l'éduquer de manière à ce qu'il s'intègre dans notre société.

D'autres facteurs de risques sont liés à des maladies comportementales, aux connaissances insuffisantes des détenteurs d'animaux en matière de comportement canin, au fait que la victime induit, par son comportement craintif, des agressions à son encontre.

D'où naît, alors, le sentiment d'insécurité ressenti par la population? Il tient notamment au fait que certains chiens sont élevés et dressés pour attaquer d'autres chiens (chiens de combat). De tels combats sont interdits par l'article 22 alinéa 2 lettre c LPA<sup>2</sup>. De même, on a vu que la modification de la LPA actuellement pendante devant les Chambres préconise l'interdiction d'élevage d'animaux à l'agressivité marquée.

<sup>1</sup> Selon le quotidien «*La Liberté*» du 19 mai 2004, ce seraient plus de 12 500 personnes, en majorité des enfants, qui se feraient mordre chaque année; selon une étude publiée en 2002, ce chiffre pourrait être multiplié par 6 si tous les accidents domestiques étaient signalés.

<sup>2</sup> Cette interdiction n'est pas reprise telle quelle dans la nouvelle LPA. Elle tombe cependant sous le coup de l'art. 4 al. 2, qui proscriit toute pratique qui porterait atteinte à la dignité de l'animal, le Conseil fédéral étant chargé de compléter la disposition.

De même, des chiens sont élevés dans le but de menacer et d'attaquer des êtres humains: ils deviennent donc ce que le droit pénal désigne sous l'appellation d'armes par destination.

La presse a donné à certaines races de chiens un statut d'invincibilité, créant ainsi un effet de mode, surtout dans les milieux marginaux. Il est de bon ton, dans ces sphères, d'être accompagné d'un chien véhiculant une image d'agressivité et de terreur.

La population admet de moins en moins d'être perturbée par les chiens: les promeneurs, les cyclistes, les coureurs entendent pratiquer leur loisir en toute sécurité, sans risque d'être assaillis; les nuisances provoquées par les déjections canines sont mises en exergue. Le chien est considéré comme un perturbateur, au même titre que les planches à roulettes ou les vélos sur les trottoirs. Il s'agit là d'un problème lié à l'éducation des propriétaires de chiens et à la cohabitation entre hommes et animaux. Il ne faudrait pas, pour autant, négliger le rôle social que jouent les chiens de catastrophe, les chiens d'aveugles, les chiens d'avalanche, les chiens de compagnie.

### *L'étude de 2002*

Une étude réalisée en Suisse en 2002, dans le cadre d'un travail de thèse, a porté sur 667 accidents survenus entre septembre 2000 et août 2001, qui ont été suivis d'une consultation dans un cabinet médical ou dans un hôpital. Les constatations suivantes ont été faites:

- un tiers des victimes de morsures étaient des enfants;
- les enfants encourent un risque deux fois plus élevé que les adultes;
- plus de la moitié des personnes mordues connaissaient déjà le chien avant l'accident: 24% des victimes ont été mordues par leur propre chien, 34% par un chien de leur entourage; si l'on considère les blessures graves, la proportion des chiens connus est encore plus élevée; les enfants sont plus fréquemment mordus par des chiens qu'ils connaissent;
- les types de races les plus représentés sont le type berger (bergers allemands, bergers belges et les chiens que leur propriétaire définit comme un berger), suivi des types labradors, golden retrievers et des chiens de bouviers suisses;
- certains types de races – en comparaison avec leur fréquence dans la population canine suisse – sont surreprésentés: ce sont les chiens de berger et les rottweilers.

### *Les leçons de l'agression du 1<sup>er</sup> décembre 2005*

Le 1<sup>er</sup> décembre 2005, à Oberglatt (ZH), un garçon de six ans était attaqué à mort sur le chemin de l'école par trois pitbulls. Les secours n'ont pu que constater le décès.

Ce drame a conduit les autorités, fédérales et cantonales, à réfléchir à des mesures de prévention rapides et efficaces. C'est ainsi que, comme on l'a vu, le Département fédéral de l'économie a mis en consultation un projet d'ordonnance prévoyant l'interdiction, respectivement l'autorisation de détention de certaines races. Même si le Conseil fédéral a jugé bon d'édulcorer ce projet, le Parlement fédéral a, dans sa très grande majorité, invité le Gouvernement à faire œuvre de fermeté.

Pour les motifs qu'il expose plus avant, le Conseil d'Etat entend reprendre, dans le présent projet, les mesures d'interdiction et d'autorisation auxquelles il a donné son agrément lors de la procédure de consultation.

## **b) L'avis du Service vétérinaire cantonal**

Le Service vétérinaire a pris position sur la motion Christine Schneuwly/Claudia Cotting dans une lettre du 30 octobre 2002.

Le Service se déclare confronté quotidiennement à des plaintes envers des propriétaires de chiens dits «dangereux», des interventions pour chiens maltraités, etc.

Il relève que le problème des chiens de combat devient récurrent.

Il définit ainsi le public cible d'une prévention efficace:

1. Les propriétaires de chiens
  - risque élevé
  - accidents dus à une interaction avec le chien ou lors d'une bagarre entre chiens
  - blessures souvent graves car touchant les mains
  - le propriétaire est souvent présent lorsque le chien mord un inconnu.
2. Les enfants et leurs parents
  - les enfants sont plus mordus que les adultes
  - les blessures sont souvent graves car touchant la tête
  - les enfants sont principalement blessés lors d'interactions avec les chiens, ne sont pas en mesure de prévoir la réaction des chiens.
3. Les éleveurs
  - la sélection des géniteurs
  - l'éducation des chiots à la vie future
  - le choix et le conseil aux acquéreurs.

Il observe que, dans une prise de position de mars 2001 consécutive à une intervention de l'Office vétérinaire fédéral, la Direction de la justice, de la police et des affaires militaires avait considéré que les mesures prises par le législateur fribourgeois étaient suffisantes mais qu'elles devraient être précisées par l'introduction d'obligations précises permettant de prévenir les accidents (annonce obligatoire sur les caractéristiques de l'animal et son lieu habituel de vie).

S'agissant des dix-sept propositions contenues dans la motion, le Service se prononçait en substance ainsi:

Il estime qu'il faut mieux organiser les compétences entre l'autorité communale, la police cantonale et le Service vétérinaire. Il estime indispensable de mettre en œuvre la mesure consistant en l'obligation de dénoncer les agressions (morsures, blessures), par le médecin ou le vétérinaire au moyen d'un formulaire officiel. L'enregistrement de chaque chien lui paraît également nécessaire, d'ailleurs conforme à la loi fédérale sur les épizooties. En revanche, il n'estime pas opportun de classer les chiens dans des groupes à risques. L'établissement d'une liste des chiens «avérés dangereux» est par contre jugée bonne. L'obligation d'un permis pour chiens «potentiellement dangereux» n'est pas aisée à mettre en œuvre: la liste de ces chiens serait en effet difficile à établir. Toute-

fois, le canton de Bâle, qui a adopté la mesure, en serait satisfait. La définition d'un âge minimum pour détenir un chien est une bonne chose, selon le Service vétérinaire. Il soutient la mise en œuvre de tests, d'exams, de cours, etc.

En revanche, le Service vétérinaire considère que le port de la muselière et la tenue en laisse obligatoires, généralisés sur la voie publique, iraient à l'encontre d'une détention conforme à l'espèce, exigée par la législation sur la protection des animaux; ce genre de mesure pourrait par ailleurs entraîner une augmentation des agressions dans le domaine privé, selon le Service vétérinaire. Le chien devrait toutefois être tenu en laisse dans certains endroits publics où l'homme et le chien évoluent dans un espace contigu; des zones, à l'intérieur des villes, devraient cependant toujours être aménagées pour que les chiens puissent s'ébattre librement.

## **2.4.2 Le choix de la réglementation**

### **a) Le choix de principe: l'adoption d'une réglementation limitée à la détention des chiens**

Compte tenu du retard pris dans la révision de la LPA, il n'a pas paru opportun, comme nous l'avons indiqué plus haut, de procéder à une révision complète de la législation d'application. De la même manière, une législation cantonale sur la détention des animaux domestiques devrait être adoptée en même temps que la législation d'application de la LPA.

En revanche, il est nécessaire de prendre, dans les meilleurs délais, des mesures au sujet de la détention des chiens.

### **b) Les solutions possibles**

Trois solutions étaient envisageables:

1. Réviser partiellement la loi d'application de la législation sur la protection des animaux en intégrant un chapitre II<sup>bis</sup> intitulé «détention et police des chiens»; une ordonnance du Conseil d'Etat compléterait le texte.
2. Adopter une véritable loi sur la détention des chiens, qu'une ordonnance du Conseil d'Etat compléterait.
3. Adopter une ordonnance du Conseil d'Etat, laquelle pourrait, lorsque la LPA aura été révisée, intégrer la loi d'application de la législation sur la protection des animaux. Il faudrait s'assurer, auparavant, que le Gouvernement dispose bien de toutes les bases légales pour adopter un tel texte.

La deuxième solution a emporté la conviction: le sujet, délicat dans l'analyse de ses causes et dans la définition de ses conséquences, doit être traité pour lui-même et mérite qu'il soit débattu par le Parlement. L'intégrer dans la loi d'application de la LPA donnerait aux chiens une position spécifique par rapport aux autres animaux de compagnie qui, pour certains d'entre eux, peuvent se montrer dangereux. Enfin, une telle loi répond aux diverses interventions parlementaires qui ont eu lieu sur le sujet.

## **2.5 Le contenu du projet**

Quelle que soit la solution choisie, il faut déterminer le contenu du texte envisagé.

Dans l'inventaire «à la Prévert» des mesures proposées par les uns, adoptées par les autres, critiquées par d'autres, il est parfois difficile de faire son choix.

Les propositions contenues dans le projet s'inspirent des textes suivants:

- des propositions contenues dans les motions Christine Schneuwly/Claudia Cotting, Antje Burri-Escher et Pierre-André Page/Dominique Corminbœuf;
- des avis du Service vétérinaire;
- des recommandations de l'Office vétérinaire fédéral ainsi que des groupes de travail que celui-ci a mis sur pied;
- des propositions faites par le Département fédéral de l'économie dans son projet d'ordonnance de janvier 2006;
- des ordonnances du Conseil fédéral du 12 avril 2006;
- des textes adoptés par d'autres cantons.

### 2.5.1 Mesures liées aux chiens

#### a) Mesures liées à la race

L'avant-projet soumis à la consultation ne prévoyait aucune mesure liée à la race. Il ne prévoyait l'élaboration d'une liste de chiens présumés dangereux sur la base de la race à laquelle ils appartiennent qu'au titre de variante. Cette subsidiarité avait été décidée notamment sur la base de l'argumentaire établi le 21 décembre 2000 par le groupe de travail de l'Office vétérinaire fédéral<sup>1</sup> dont il ressort que les chiens ne seraient pas dangereux en raison de la race à laquelle ils appartiennent, mais de manière individuelle et situationnelle, ou de par leur appartenance à une lignée.

Le Conseil d'Etat avait donc donné sa préférence à la prise de mesures de prévention et de mesures ciblées sur les cas à problème. Ces mesures donnent en effet des résultats positifs et concluants en utilisant un minimum de ressources.

Cela dit, il ne faut pas perdre de vue que ces mesures de prévention ne donneront des résultats qu'à moyen et à long terme. Or, le dramatique événement de décembre 2005 démontre que, au-delà de toute théorie, il existe un type de chiens plus dangereux que les autres, à savoir les pitbulls et les chiens qui leur sont apparentés. Dans ces circonstances, on ne peut pas se permettre d'attendre que les mesures de prévention préconisées déploient leurs effets pour, à moyen terme, assurer à la population son droit à la sécurité vis-à-vis de ces canidés.

L'interdiction des chiens de type pitbull, qui devrait conduire rapidement à leur éradication du territoire cantonal, permettra d'atteindre à court terme les objectifs minimaux de sécurité que l'on est dans l'obligation de fixer. C'est ainsi que les mesures d'interdiction proposées par le Département fédéral de l'économie en janvier 2006 ont été intégrées dans le présent projet.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a également décidé de reprendre une autre proposition faite par le Département fédéral de l'économie, à savoir l'établissement d'une liste relative aux chiens «présumés dangereux» et l'édiction de règles strictes relatives à leur détention.

#### b) Mesures liées au poids ou à la taille

Le poids et la taille sont des facteurs de dangerosité indiscutables. En limitant le critère au poids ou à la taille,

on négligerait cependant les autres facteurs de risque: l'impulsivité (poids et accélération), la morphologie, la personne de la victime (un petit chien peut agresser mortellement un enfant), l'effet de meute.

A cela s'ajoute que la définition du poids et de la taille pose problème: ces données devraient être connues de l'acheteur avant l'acquisition pour savoir si une démarche officielle est nécessaire. Les chiens issus de croisements poseraient par ailleurs des problèmes insurmontables en raison de l'impossibilité de déterminer préalablement et de façon fiable leur corpulence future.

Des mesures plus ciblées, sous forme d'interdiction de détention dans des situations précises, paraissent dès lors plus efficaces.

#### c) Mesures liées au sexe du chien

Certaines études montrent que les chiens mâles non castrés sont plus souvent à l'origine de morsures que les autres.

Des mesures liées au sexe du chien, sous forme de castration par exemple, nécessiteraient des études complémentaires avant d'être introduites à grande échelle; de surcroît, elles devraient être adoptées au niveau fédéral, l'ensemble des chiens du pays devant être touchés. Compte tenu du fait que la castration n'est efficace que si elle est faite avant la puberté, un suivi administratif rigoureux devrait être assuré, ce qui demanderait des moyens importants pour empêcher, par exemple, des personnes d'acquérir un chien mâle adulte.

La castration, en tant que mesure ciblée dans des situations bien précises, doit toutefois demeurer une solution possible.

#### d) Mesures liées aux chiens «à problèmes»

Les chiens ayant provoqué des problèmes sont souvent connus, mais rien n'est entrepris. On sait également qu'un certain nombre de personnes victimes d'agressions ne portent pas plainte. Or, un chien qui a menacé une personne doit être examiné afin de prévenir un passage à l'acte. Nous proposons que des mesures ciblées sur les chiens errants, incontrôlables, menaçants, soient adoptées sous forme de mesures préventives, que, dans les cas les plus graves, une obligation d'annonce soit instituée et que des pouvoirs soient conférés au Service vétérinaire.

#### e) Obligation de museler et de tenir les chiens en laisse

Selon l'étude réalisée en 2000 par le groupe de travail de l'Office vétérinaire fédéral, 80% des accidents sont le fait de chiens connus<sup>2</sup>.

Si elle est efficace pour calmer la peur d'une certaine partie de la population, l'obligation générale de museler les chiens et de les tenir en laisse demeure inadéquate.

Le port obligatoire de la muselière ne provoquerait qu'une réduction de 20% des morsures si elle était adoptée à grande échelle. En outre, une telle mesure serait incompatible avec la législation sur la protection des animaux en ce sens qu'elle ne serait pas conforme aux besoins de l'espèce. Elle pourrait même entraîner une augmentation de l'agressivité de l'animal. Elle serait enfin

<sup>1</sup> Cf. supra, ch. 2.4.1.

<sup>2</sup> Cf. supra, ch. 2.4.1.a.





surer l'enregistrement des animaux identifiés de façon définitive. ANIS dirige la seule banque de données nationale suisse et travaille également en association étroite avec les sociétés européennes; elle est d'ailleurs membre de la banque de données européenne European Pet Network.

Il faut laisser au Conseil d'Etat le soin de déterminer s'il entend recourir aux services d'une institution externe ou, si les avantages devaient en être démontrés, créer une banque de données cantonale.

### ***Le contenu des données***

Le droit fédéral exige l'enregistrement d'un certain nombre de données (race, type de race, ascendance, mort de l'animal) ainsi que, depuis peu, les changements d'adresses et de détenteurs<sup>1</sup>.

Il tombe sous le sens qu'une banque de données n'a sa raison d'être qu'à la condition qu'on puisse déterminer, en tout temps, le détenteur d'un animal. Si le Conseil fédéral n'avait pas exigé que les modifications relatives à la personne, au nom ou à l'adresse du détenteur soient portées sur le registre, la banque de données n'aurait eu qu'une utilité limitée.

A noter que, pour des raisons pratiques évidentes, la banque de données servira en outre de registre fiscal en vue de la perception de l'impôt (cantonal et communal) sur les chiens.

### ***La procédure d'enregistrement et la transmission des données***

Il appartiendra au Conseil d'Etat de régler la procédure d'enregistrement et la transmission des données. Ces questions sont en effet éminemment pratiques. De plus, on pourra tirer profit des expériences faites pour, le cas échéant, adapter le système sans devoir recourir à une modification législative.

Cela étant, la procédure sera vraisemblablement la suivante:

Lorsqu'une personne acquerra un chiot, il lui appartiendra de l'enregistrer au moyen d'une puce électronique. Pour ce faire, elle devra s'adresser à un vétérinaire.

Le vétérinaire procédera aux mesures d'identification de l'animal et se chargera, ensuite, de leur transmission à la banque de données.

Si le chien a déjà été enregistré, mais que les données de base sont modifiées (changement de détenteur, de domicile, mort de l'animal), il appartiendra au détenteur concerné de procéder aux adaptations nécessaires auprès de la banque de données.

Il s'agit encore de déterminer quelle autorité aura pour mission de tenir à jour la banque de données. Il paraît indiqué de charger les communes de cette tâche. En effet, à l'heure actuelle déjà, les détenteurs s'adressent à celles qui connaissent un impôt sur les chiens pour annoncer leur animal en vue de la perception de cette contribution. Cette innovation constituera un instrument précieux et rapide, tant pour l'Etat que pour les communes.

Les communes sont d'ailleurs, de par leur proximité et en raison du fait que la plupart d'entre elles perçoivent un

impôt sur les chiens, les mieux à même d'exercer un contrôle sur l'enregistrement des chiens détenus sur leur territoire. La plupart des cantons affiliés à la banque de données ANIS ont d'ailleurs prévu ce système. C'est la raison pour laquelle la loi dispose que la tenue à jour de la banque de données incombe aux communes.

### ***L'accès et l'utilisation des données***

La banque de données aura une vocation multiple: recherche du détenteur d'un chien trouvé, mesures concernant les chiens dangereux, perception de l'impôt.

Il est donc indispensable que les autorités chargées de ces différentes missions puissent avoir accès aux données, respectivement qu'elles échangent leurs données afin que la banque de données soit constamment tenue à jour.

#### **2.5.4 Mesures de prévention**

##### **a) Mesures de prévention chez les victimes potentielles**

De telles mesures sont indispensables, surtout chez les enfants. Nous savons que les accidents sont le fait d'un chien connu dans une majorité des cas (la proportion s'échelonne de 58% à 80%)<sup>2</sup>. On sait également que les enfants constituent une part importante des victimes. C'est dire que les mesures de prévention auprès des victimes potentielles, et surtout chez les enfants, sont essentielles.

Les exemples de campagnes déployées dans certains cantons sont éloquentes<sup>3</sup>. Il faut à l'évidence s'en inspirer.

##### **b) Mesures de prévention chez les formateurs**

Le problème de l'agressivité d'un chien doit, autant que possible, être pris à la source. Même si l'on renonce à imposer une autorisation de détention ou un permis, il est impératif que les dresseurs, les éducateurs de chiens, les formateurs des couples détenteur-chien, aient reçu une formation adéquate.

Deux solutions sont possibles:

1. Donner à l'Etat la mission de dispenser des cours de formation pour les formateurs, cours sanctionnés par un examen. Une telle mesure coûterait cher et nécessiterait du personnel supplémentaire.
2. L'Etat, par son Service vétérinaire, pourrait se limiter à accorder une autorisation après avoir vérifié les compétences du candidat. C'est la solution préconisée dans le projet.

#### **2.5.5 Autres mesures**

##### **a) Annonce des morsures**

Il est inutile de mettre en place des instruments d'identification et un registre si les animaux dangereux ou menaçants ne sont pas signalés au service compétent.

C'est ainsi que toute morsure devra être signalée au Service vétérinaire par le détenteur du chien, respectivement par le médecin, le vétérinaire, l'agent de la force publique ou l'éducateur de chiens qui a été nanti de l'information.

Les communes doivent cependant pouvoir prendre des mesures préventives lorsque des chiens agressifs, qui

<sup>1</sup> Cf. supra, ch. 2.2.1.

<sup>2</sup> Cf. supra, ch. 2.4.1.

<sup>3</sup> Cf. supra, ch. 2.3.

n'ont «encore» mordu personne, sont signalés sur leur territoire. Ainsi, elles devraient être habilitées à entendre la victime ainsi que le détenteur afin d'examiner avec lui si des mesures particulières se justifient (examen par un vétérinaire, promenade systématique en laisse dans certains endroits, par exemple). Si le comportement du chien laisse craindre à la commune que des personnes pourraient être réellement mises en danger, celle-ci peut (et doit) le signaler au Service vétérinaire, celui-ci étant chargé de faire une enquête, voire de faire procéder à une expertise, et de prendre les mesures qu'il jugera adéquates et dont le texte de loi donne certains exemples.

## b) Annonce de chiens errants ou trouvés

La définition de la notion de **chien errant** est délicate.

Selon le règlement sur la chasse, est considéré comme errant:

*«a) tout chien se trouvant sans son détenteur en terrain découvert à plus de 250 mètres de l'habitation de celui-ci;*

*b) tout chien se trouvant en forêt et hors du contrôle visuel de son détenteur<sup>1</sup>.»*

Il serait possible de reprendre cette définition, qui paraît cependant trop rigide; on doit donc admettre qu'un chien est errant lorsqu'il échappe durablement à la maîtrise de son détenteur. Dans tous les cas, il faudra modifier l'article 12 RCha en éliminant les notions qui ne ressortissent pas exclusivement à la protection de la faune. A cet égard, la définition d'un chien errant devra être supprimée.

La commune cherchera à retrouver le détenteur d'un chien errant sur son territoire. Comme certains propriétaires ont pour habitude de laisser leurs chiens constamment en liberté, les communes doivent, en outre, être habilitées à les sanctionner. Elles devront, si elles souhaitent disposer de cette faculté, adopter un règlement.

Si ces démarches n'ont pas abouti, les chiens errants seront alors signalés au Service vétérinaire, à charge pour lui d'en rechercher le propriétaire ou le détenteur et, à défaut, d'ordonner la mise en fourrière. Il n'est pas admissible que des chiens errent des semaines durant, risquant ainsi de devenir une menace permanente pour la population.

Les notions de **chien perdu** et de **chien trouvé** ressortissent, quant à elles, au droit civil, plus particulièrement aux droits réels.

Au regard du droit civil, une chose est trouvée si «*elle a été perdue et si celui qui l'a trouvée en a pris possession*». La chose est considérée comme perdue lorsque «*le propriétaire en a été dessaisi sans sa volonté et qu'elle n'est actuellement en possession de personne*<sup>2</sup>. »

On peut dès lors mieux cerner les notions de **chien errant, perdu ou trouvé**.

La notion de chien errant dépend d'un critère factuel: le chien n'est plus sous la maîtrise de son détenteur. En revanche, les notions de chien perdu et de chien trouvé procèdent d'une analyse juridique: pour qu'un chien soit

considéré comme perdu, il faut que son détenteur en ait perdu la possession (au sens juridique). Il sera qualifié de chien trouvé dès qu'un tiers en aura pris possession.

Pour paraître théoriques, ces distinctions ont toutefois leur raison d'être. Le législateur cantonal est appelé et à régler la question (pratique) des chiens errants et à appliquer (sur le plan juridique) le droit fédéral relatif aux animaux trouvés: en effet, sans même chercher de complémentarité avec l'exigence d'enregistrement posée par la loi sur les épizooties, le Parlement fédéral a adopté, en 2002, l'article 720a du code civil suisse, qui prévoit que celui qui **trouve un animal perdu** est tenu d'en informer le propriétaire ou, à défaut, l'autorité compétente; il appartient aux cantons de désigner cette autorité.

Pour la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, «*l'expérience montre que, lorsqu'un animal a été trouvé et que la police en a été avisée, les recherches ne sont pas toujours couronnées de succès. De plus, beaucoup de cantons ne règlent pas clairement à quel service il convient de communiquer qu'un animal a été trouvé. La nouvelle disposition prévoit que les cantons désignent un service à aviser dans un tel cas, lorsque l'identité du propriétaire ne peut pas être établie immédiatement. Les cantons peuvent certes continuer de déléguer cette compétence à la police locale, mais ils n'en doivent pas moins, aux termes de l'article 720a nouveau, instituer un service chargé spécialement de centraliser et de traiter les appels concernant les animaux trouvés. Ce service ne doit pas forcément être celui à qui sont remis les animaux trouvés*<sup>3</sup>.»

Le projet règle l'annonce des chiens trouvés, en désignant le Service vétérinaire comme autorité chargée de recueillir les informations au sens de l'article 720a du code civil suisse. Dès lors que cette disposition vise tout animal trouvé, il s'agit de prendre, du même coup, une disposition d'exécution désignant un service pour l'ensemble du canton; c'est la raison pour laquelle une modification de la loi d'application du code civil est proposée<sup>4</sup>.

Une fois informé de la découverte d'un chien perdu, le Service en cherchera le propriétaire puis, à défaut, fera une annonce à la banque de données qui sera désignée par le Conseil d'Etat.

L'exigence d'une telle banque de données ne découle pas du droit fédéral<sup>5</sup>. Une annonce de découverte faite au Service demeurerait stérile, toutefois, si elle n'était pas suivie de mesures concrètes destinées à chercher le propriétaire du chien. Dans cette optique, le recours à une banque de données est opportun, voire indispensable.

Sur le plan pratique, deux solutions sont envisageables:

- la création d'une banque cantonale de données très simple, à l'instar de celle qui est actuellement gérée par la Police cantonale;
- l'affiliation à une banque de données centrale pour les animaux, telle que celle qui est proposée par la SPA du canton de Zurich.

Il incombera au Conseil d'Etat de faire un choix.

<sup>1</sup> Art. 12 RCha.

<sup>2</sup> Cf. Paul Henri Steinauer, Les droits réels, Tome II, Berne 2002, notes 2085s. A noter que même si les animaux ne sont plus considérés comme des choses, les dispositions légales qui s'appliquent aux choses sont également valables pour les animaux (art. 641a du code civil suisse).

<sup>3</sup> RO 2002, p. 3890.

<sup>4</sup> Cf. art. 58 du projet.

<sup>5</sup> Contrairement à la base de données d'identification des chiens découlant de l'art. 36 LFE, cf. supra, ch. 2.5.3.b.

### c) Assurance responsabilité civile obligatoire

Cette mesure est recommandée par l'Office vétérinaire fédéral; elle a d'ailleurs été introduite depuis fort longtemps dans le canton de Genève.

Il paraît raisonnable d'imposer à un détenteur d'animal de souscrire une assurance responsabilité civile. On l'exige des cyclistes, dont la dangerosité n'est certainement pas plus grande que celle des chiens.

La vérification de la conclusion d'une telle police pourrait entraîner une charge administrative importante. D'où, la proposition est faite de laisser au Conseil d'Etat la faculté de conclure une assurance collective dont la prime serait payée par le détenteur.

L'introduction d'une assurance avec bonus lié aux cours suivis, mesure préconisée par certains lors de la procédure de consultation, semble toutefois difficile à mettre en œuvre dans un seul canton: des négociations devraient être entamées avec les assureurs pour qu'ils en acceptent le principe. Or, un tel processus ne se conçoit qu'à l'échelle nationale.

### d) Imposition avec système de bonus

L'idée, également proposée au stade de la consultation, de subordonner un bonus fiscal au suivi de cours est séduisante.

Le canton du Valais a prévu, dans sa législation relative à l'impôt sur les chiens, qu'une exemption partielle soit accordée au détenteur qui a suivi un cours de sensibilisation auprès d'un club affilié à la Société cynologique suisse ou dont le statut est jugé équivalent. Le montant du rabais fiscal s'élève à 20 francs (soit 10 francs pour l'impôt cantonal et 10 francs pour l'impôt communal). L'exemption est consentie pour l'année suivant le cours<sup>1</sup>.

Cette solution exige toutefois un contrôle de la part des autorités. Par ailleurs, il faudrait désigner une autorité qui certifierait la qualité du cours, déterminer si le détenteur serait astreint à suivre un cours à des intervalles réguliers, prévoir un régime pour les cours suivis à l'extérieur du canton, dont la qualité serait d'ailleurs difficilement contrôlable.

Le Conseil d'Etat a dès lors maintenu son idée première de renoncer à cette formule.

### e) Interdiction de certaines pratiques

Certaines pratiques visant à augmenter l'agressivité d'un chien sont inacceptables. Même si le contrôle en est difficile, il s'agit de les interdire. A tout le moins, cette mesure aura-t-elle un effet pédagogique.

## 3. L'IMPOSITION DES CHIENS

### 3.1 La situation actuelle

Le canton perçoit un impôt sur les chiens<sup>2</sup> de 55 francs par année, auxquels s'ajoute un émolument administratif

de 5 francs sur les quelque 16 000 permis délivrés<sup>3</sup>. Les communes peuvent, sur la base d'un règlement, également percevoir un impôt sur les chiens<sup>4</sup>.

L'impôt cantonal a rapporté 1 045 125 francs en 2005<sup>5</sup>; l'Etat a prévu une recette de 1 030 000 francs au budget de l'exercice 2006<sup>6</sup>.

L'acquiescement de l'impôt est constaté par un permis et une marque de contrôle.

Sont exonérés du paiement de l'impôt:

- les chiens d'aveugles;
- les chiens de l'armée;
- les chiens de la police;
- les chiens d'avalanche;
- les chiens de recherches d'animaux blessés ou morts.

### 3.2 La nécessité de la réforme

#### 3.2.1 La motion Antje Burri-Escher

Dans sa motion du 7 mai 2004, Madame la députée Antje Burri-Escher demande la modification de la législation relative à l'impôt sur les chiens, en prévoyant notamment l'extension de l'exonération fiscale à certaines catégories de chiens:

- les chiens qui seraient accueillis par des citoyens en raison de la surcharge des foyers;
- les chiens acquis dans un but thérapeutique («Therapiehund»);
- les chiens qui sont placés dans des foyers pour des motifs liés à la protection des animaux;
- les chiens dressés par des artistes et des forains dans un but professionnel.

Ces propositions sont dignes d'intérêt. Avant de les adopter, il faut toutefois recueillir les expériences rencontrées par les personnes et institutions concernées (foyers pour chiens, médecins) pour déterminer si une exemption généralisée répond à un réel besoin.

Nous proposons donc de laisser au Conseil d'Etat la faculté de déterminer si d'autres catégories de chiens doivent échapper à l'impôt, pour autant qu'un intérêt public le justifie.

#### 3.2.2 Le réexamen de la fiscalité cantonale et communale sur les chiens

Le législateur qui a arrêté les textes actuels permettant à l'Etat et aux communes de percevoir un impôt sur les chiens ne s'est pas étendu sur les motifs de ses choix.

L'examen des obligations que le projet, d'une part, et le concept de répartition des tâches, d'autre part, imposent désormais à l'Etat, respectivement aux communes, permet de dresser le tableau suivant:

<sup>1</sup> Art. 5 du règlement concernant la perception de l'impôt sur les chiens du 17 novembre 2004, RSV 652.100.

<sup>2</sup> Loi du 11 novembre 1982 relative à l'impôt sur les chiens (RSF 635.5.1) et art. 2 et 3 de l'arrêté du 21 décembre 1982 relatif à l'impôt sur les chiens (RSF 635.5.11).

<sup>3</sup> 16 257 permis délivrés en 2002 selon l'Annuaire statistique de l'Etat de Fribourg 2003, rubrique T16-10.

<sup>4</sup> Art. 23 de la loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1).

<sup>5</sup> Compte administratif 2005, position 406.003.

<sup>6</sup> Budget 2006, position 406.003.

Tâches de l'Etat		Tâches des communes	
Tâche	Base légale	Tâche	Base légale
Création et exploitation de la banque de données	17	Tenue à jour de la banque de données	18 al. 2
Délivrance des autorisations de détention de certaines races	20	Identification des détenteurs des chiens errants	23 al. 1
Contrôle du respect de l'interdiction des pitbulls	21	Mesures pénales relatives aux chiens errants	23 al. 2
Création et exploitation de la banque de données des chiens trouvés	22 al. 1	Mesures de prévention relatives aux chiens dangereux	25
Recueil des annonces et recherche des détenteurs des chiens trouvés	22 al. 3	Délimitation des espaces interdits aux chiens	31
Mesures relatives aux chiens trouvés	22 al. 4	Mesures de respect de la salubrité publique	38
Identification des détenteurs de chiens errants	24 al. 2		
Mesures relatives aux chiens errants	24 al. 2		
Recueil des annonces et tenue à jour de la liste des chiens dangereux	26		
Enquête et expertise des chiens dangereux	27		
Mesures relatives aux chiens dangereux	28		
Tenue de la liste des chiens dangereux	29		
Mesures de sensibilisation et d'information	30		
Délivrance de la patente de commerce de chiens	34		
Reconnaissance des éducateurs	35		
Conclusion (éventuelle) d'une assurance RC collective	41		
Couverture des préjudices causés par les chiens errants, év. conclusion d'une assurance RC	43		

On constate que les tâches confiées à l'Etat justifient largement le maintien de la perception d'un impôt cantonal sur les chiens.

L'impôt communal ne saurait, lui non plus, être remis en cause: outre le fait que, pour certaines interventions, le projet place la responsabilité primaire auprès de la commune (art. 18 al. 2, 23, 25), celle-ci doit encore éliminer les nuisances, nombreuses et désagréables, occasionnées par les chiens. On pense principalement aux déjections canines, à la construction d'installations et de places destinées à accueillir les chiens.

### 3.2.3 La forme

Nous proposons de réunir les thèmes de la police des chiens et de leur imposition dans un texte unique.

Les deux thèmes sont liés: le produit des redevances devrait en effet servir à couvrir, indirectement, les coûts de l'exécution des mesures proposées.

En outre, il paraît naturel de rassembler, dans un seul écrit, l'ensemble des questions liées à la détention de chiens, qu'il s'agisse des règles de comportement à observer ou des contributions qu'une telle détention génère.

## 4. FINANCEMENT

Le but du projet est ambitieux. Si, de façon générale, il tend à la protection des personnes contre les agressions canines, il requiert la mise en œuvre de mesures multiples: identification et enregistrement des chiens, signalement des chiens trouvés, errants, dangereux, mesures de protection et de prévention telles que sensibilisation de la population, surveillance du respect des obligations des éleveurs et des détenteurs. De surcroît, la couverture des préjudices provoqués par des chiens errants, respectivement la conclusion d'une police d'assurance, provoquera des dépenses qu'il est difficile de chiffrer.

En principe, le recours à la banque de données ANIS ne devrait pas entraîner de coûts pour l'Etat. Le premier détenteur paie en effet les frais d'enregistrement directement au vétérinaire qui les reverse à la banque de données; toutefois, si l'Etat exige que des mentions spéciales figurent (acquiescement de l'impôt, chien dangereux), ANIS facturera un prix supplémentaire.

Le contrôle des mesures d'identification, d'enregistrement et de signalement, les cours de sensibilisation dans les écoles, les interventions sur le terrain vont entraîner un surcroît de travail pour le Service vétérinaire. La création d'un poste supplémentaire devra être envisagée, qui ne suffira toutefois pas en cas d'adoption des mesures d'autorisation et d'interdiction de certaines races. Il faudra en outre faire face aux coûts générés par les mesures relatives aux chiens «avérés dangereux». Les coûts de l'assurance responsabilité civile collective qui pourrait être conclue si le Conseil d'Etat en décide ainsi seront supportés par le détenteur dans l'hypothèse visée par l'article 41 et par la communauté des détenteurs dans le cas de l'article 43.

Il est toutefois prévu que l'ensemble des coûts générés par l'exécution de la loi doit être supporté par la communauté des propriétaires de chiens.

## 5. RÉSULTAT DE LA PROCÉDURE DE CONSULTATION

La procédure de consultation a engendré de très nombreuses prises de position.

Dans l'ensemble, le projet est accueilli très favorablement, l'ensemble des autorités, collectivités et groupes consultés exprimant leur satisfaction de voir la question de la détention des chiens et de la sécurité des personnes régie par un texte de loi.

La synthèse des avis exprimés et la suite qui leur a été donnée peuvent être décrites ainsi.

5.1 Certaines voix ont réclamé la reprise des **principes** qui faisaient l'objet du **projet d'ordonnance fédérale** mis en consultation par le Département fédéral de l'économie en janvier 2006. On a vu que cela a été fait.

5.2 Le texte a été jugé **trop laxiste** par certaines autorités, et **trop sévère** par des organismes de protection des animaux. Le Conseil d'Etat observe que les mesures proposées sont au contraire équilibrées et de nature à résoudre l'ensemble des difficultés que la détention d'un chien peut occasionner sur le plan de la sécurité et de la salubrité publiques. L'autorisation, respectivement l'interdiction de détention de certaines races renforce les moyens mis à disposition de l'Etat pour assurer le respect de l'ordre public.

5.3 Il a été suggéré de **renoncer aux définitions** proposées dans le troisième chapitre du projet. Le Conseil d'Etat estime que ces définitions ont une grande utilité, dans la mesure où elles permettent une lecture aisée et claire du texte de loi. Il les a donc maintenues dans son projet.

5.4 La **définition du détenteur** a été jugée trop large par certains, dans la mesure où elle concerne à la fois les devoirs du gardien de l'animal et ses obligations fiscales. Or, si les premières visent à l'évidence la personne qui, même temporairement, a un animal sous sa garde, les secondes touchent son détenteur habituel. Le Conseil d'Etat propose donc d'opérer une distinction entre le détenteur «*en général*» et le détenteur habituel, les obligations contenues dans le texte étant adaptées en conséquence<sup>1</sup>.

5.5 Le Conseil d'Etat avait proposé deux **définitions du chien dangereux**. Soit on admettait qu'un chien était dangereux dès le moment où il avait adopté un comportement lui ayant valu d'être inscrit sur la liste des chiens dangereux. Soit on considérait que certaines races étaient dangereuses par nature, le Conseil d'Etat devant en arrêter la liste. Le choix opéré de soumettre à autorisation, respectivement d'interdire la détention de certaines races, rend sans objet la seconde variante. En effet, les races considérées comme dangereuses ou à tout le moins comme sources de risques sont désormais l'objet d'un traitement spécifique. Une liste des chiens dangereux répertoriera, en outre, les chiens de toutes races qui, en pratique, auront adopté un comportement agressif<sup>2</sup>.

5.6 S'agissant de la **définition du chien errant**, le Conseil d'Etat avait proposé deux variantes. Selon la première, était considéré comme errant tout chien qui échappe durablement à la maîtrise de son détenteur. Aux termes de la seconde, répondait à cette définition le chien qui se trouvait seul, à découvert, à plus de 250 mètres de l'habitation de son détenteur ou hors du contrôle visuel de celui-ci en forêt. La seconde définition a été jugée trop rigide et inapplicable en pratique par nombre d'organismes consultés. La première revêt, pour certains, un caractère trop large. Le Conseil d'Etat entend néanmoins la maintenir telle quelle<sup>3</sup>. Il appartiendra au bon sens de départager le chien errant du chien qui, au premier appel, rejoint son maître alors qu'il se trouve à plus de 250 mètres de celui-ci.

5.7 La procédure et les compétences en matière d'**enregistrement** ont été jugées complexes par certaines autorités ou organismes consultés. Le Conseil d'Etat propose dès lors de simplifier le texte de loi, en arrêtant les obligations dans leur principe. Il renvoie les questions de détail au règlement, ce qui permettra, cas échéant, d'apporter en souplesse les correctifs nécessités par les expériences rencontrées<sup>4</sup>.

5.8 Des voix se sont exprimées pour que le maximum des **amendes infligées aux détenteurs de chiens errants ou troublant la salubrité ou la sécurité publiques** soit fixé à 1000 francs au lieu des 500 francs proposés. Le Conseil d'Etat estime qu'un plafond de 500

francs est suffisamment dissuasif, d'autant que l'autorité communale pourra sanctionner le détenteur à chaque renouvellement d'infraction<sup>5</sup>.

5.9 Les **tâches de prévention dévolues aux communes** en matière de **chiens dangereux** ont été jugées trop lourdes par certaines collectivités<sup>6</sup>. Tel n'est cependant pas le cas: les communes sont simplement appelées à entendre la victime et à examiner, avec le détenteur, si des mesures particulières doivent être prises. De par leur proximité, elles sont les mieux à même d'effectuer cette tâche. Evidemment, si le comportement du chien est source de danger au point que la commune craint pour la sécurité des personnes, elle peut immédiatement requérir l'aide du Service vétérinaire.

5.10 Il a également été proposé que **les victimes d'agressions canines soient tenues par la loi de dénoncer le cas à l'autorité**. Le Conseil d'Etat y est opposé. Il est difficilement concevable de sanctionner une victime qui, pour des motifs qui peuvent procéder, par exemple, de la crainte de représailles, se serait abstenue de signaler l'agression au Service vétérinaire. Or, une obligation sans sanction reste lettre morte. Cette tâche incombe aux personnes qui ont connaissance d'une agression dans le cadre de leur profession: médecins, vétérinaires, policiers, éducateurs canins<sup>7</sup>.

5.11 On a aussi proposé d'étendre les **mesures** que le Service peut prendre en présence d'un **chien dangereux**: test des connaissances du détenteur, du comportement du chien, obligation de suivre une thérapie. En réalité, les mesures proposées dans le projet sont, aux yeux du Conseil d'Etat, largement suffisantes pour que le Service vétérinaire soit à même d'apprécier la situation, les capacités du détenteur, et les remèdes à apporter<sup>8</sup>.

5.12 Dans son avant-projet, le Conseil d'Etat suggérait que le Service vétérinaire organise, sur demande de la Direction de l'instruction publique, des **cours de sensibilisation** dans les écoles primaires. Cette innovation a été bien accueillie. Certaines voix se sont cependant exprimées pour qu'elle soit étendue aux personnes âgées. Or, le texte le prévoit déjà. D'autres voix ont manifesté la crainte qu'on ne surcharge un programme scolaire déjà lourd. Le Conseil d'Etat peut rassurer leurs auteurs: les cours en question devraient être donnés une fois durant la période scolaire, sur une courte période. Il apparaît indispensable que les enfants, premières victimes des chiens, soient sensibilisés au comportement à adopter en présence d'un animal agressif<sup>9</sup>.

5.13 Certaines autorités ont milité en faveur de **l'obligation systématique de la laisse et/ou de la muselière**. Une telle généralisation serait susceptible d'entraîner un effet contraire au but visé en augmentant l'agressivité de l'animal<sup>10</sup>. Le canton de Zurich a d'ailleurs assoupli les mesures qu'il avait prises d'urgence suite au drame d'Oberglatt et qui limitaient pourtant à quatre races l'obligation de la laisse

<sup>1</sup> Cf. art. 12 du projet.

<sup>2</sup> Cf. art. 13 et 29 du projet.

<sup>3</sup> Cf. art. 14 du projet.

<sup>4</sup> Cf. art. 17 et 18 du projet.

<sup>5</sup> Cf. art. 23 et 38 du projet.

<sup>6</sup> Cf. art. 25 et 26 du projet.

<sup>7</sup> Cf. art. 26 al. 1 du projet.

<sup>8</sup> Cf. art. 28 al. 1 du projet.

<sup>9</sup> Cf. art. 30 du projet.

<sup>10</sup> Cf. supra, ch. 2.5.1.e.

et de la muselière<sup>1</sup>. La proposition tendant à ce que les communes puissent définir les secteurs dans lesquels les chiens devront être obligatoirement tenus en laisse, respectivement les espaces interdits aux chiens, apparaît proportionnée et respectueuse de l'autonomie des collectivités publiques<sup>2</sup>.

5.14 Plusieurs organismes consultés militent en faveur d'un **examen systématique pour les détenteurs** ou de la création d'une école pour détenteurs. Pour les motifs qu'il a exposés, le Conseil d'Etat estimait déjà, dans son avant-projet cette mesure peu efficace et coûteuse<sup>3</sup>. Il propose d'y renoncer.

5.15 Plusieurs communes ont appelé de leurs vœux une disposition légale leur permettant d'assurer la **salubrité publique**. Un grand nombre de collectivités publiques disposent déjà d'un règlement de police touchant à cette question. Toutefois, la volonté du Conseil d'Etat de proposer une loi qui traite l'ensemble des questions liées à la détention des chiens l'a amené à introduire une base légale claire dans le projet. Dans le même souci, il souhaite que l'impact des chiens sur l'agriculture soit désormais réglé<sup>4</sup>.

5.16 La création d'une **assurance responsabilité civile obligatoire** recueille un assentiment quasi unanime. La suggestion a été faite, cependant, d'augmenter les montants prévus dans l'avant-projet (100 000 francs pour les dommages corporels et 10 000 francs pour les dommages matériels) à 1 million de francs. La Direction des finances a sondé le marché en s'adressant à plusieurs compagnies d'assurances afin de savoir si elles seraient prêtes à conclure un contrat couvrant la responsabilité civile pour les chiens errants dont le détenteur n'a pas été identifié, respectivement pour les chiens non assurés. L'ordre de grandeur de la prime serait de 3 à 5 francs par chien. Si une couverture généralisée devait être négociée, la prime serait alors fonction du risque, mais également de la couverture d'assurance. Il s'agit à cet égard de veiller à ce que le coût des primes ne génère pas de dépenses inconsidérées, étant admis que, à l'heure actuelle, une telle assurance fait défaut. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat souhaite qu'on lui laisse la faculté de pouvoir décider, dans un règlement, de la couverture d'assurance qui lui paraîtra la plus avantageuse. Cette solution aura également pour avantage de permettre au Conseil d'Etat de moduler la couverture d'assurance si le montant des primes devenait excessif. De la même manière, il pourra arrêter la franchise destinée à éviter la multiplication des cas bagatelles. S'agissant de la couverture des dommages causés par des chiens errants ou non assurés, le Conseil d'Etat tient à mettre l'accent sur le caractère subsidiaire de la mesure. C'est ainsi qu'il propose de n'indemniser que les dommages corporels et non pas les préjudices matériels. Rappelons que le coût des primes de l'assurance collective sera mis à la charge des détenteurs (cf. art. 46 al. 3).

5.17 Personne n'a mis en cause la légitimité de l'**impôt sur les chiens**. La suggestion a été faite de l'affecter

à la couverture du coût des mesures générées par la nouvelle loi. Le Conseil d'Etat est hostile à une telle affectation, dans la mesure où le coût des tâches est de nature à varier d'une année à l'autre et d'une commune à l'autre. De surcroît, si, dans un premier temps, les mesures de contrôle de l'autorisation et de l'interdiction généreront des coûts plus importants, la situation devrait se stabiliser peu à peu.

Certaines communes souhaitent que l'on précise davantage la procédure d'encaissement. Cette question ne revêt pas, aux yeux du Conseil d'Etat, une importance telle qu'elle doive trouver réponse dans un texte de loi. Il est préférable de la réserver au règlement d'exécution, de sorte que la modification d'une procédure qui se révélerait inadéquate en sera facilitée.

## 6. INFLUENCE DU PROJET SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ENTRE L'ÉTAT ET LES COMMUNES

Le projet, qui concerne une matière non réglée jusqu'à aujourd'hui, donne à l'Etat et aux communes des tâches nouvelles, qui sont décrites dans le tableau dressé plus haut<sup>5</sup>.

## 7. CONSTITUTIONNALITÉ, COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT FÉDÉRAL ET LE DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

### 7.1 Constitutionnalité

Le projet est conforme à la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, qui prévoit, à son article 76 al. 1, que l'Etat et les communes assurent le maintien de la sécurité et de l'ordre publics, dans le respect des droits fondamentaux.

### 7.2 Compatibilité avec le droit fédéral

Le projet assure, notamment, l'exécution du droit fédéral sur la protection des animaux et sur les épizooties dans la mesure où il concerne les chiens. La compatibilité avec les exigences fédérales est donnée.

Pour ce qui tient aux chiens dangereux, le Conseil fédéral a, le 12 avril 2006, laissé aux cantons le soin de prendre les dispositions nécessaires.

### 7.3 Compatibilité avec le droit de l'Union européenne

La législation européenne ne contient aucun texte consacré aux chiens dangereux.

En revanche, l'Union européenne a adopté des mesures relatives aux mouvements non commerciaux des carnivores domestiques de compagnie (chiens, chats et furets) afin d'harmoniser les règles sanitaires entre Etats membres et d'apporter toutes les garanties de santé publique et de santé animale lors de ces déplacements, notamment au regard de la rage. A partir du 3 juillet 2004, pour pouvoir circuler et être importés dans l'Union européenne, les carnivores domestiques de compagnie

<sup>1</sup> Cf. supra, ch. 2.3.

<sup>2</sup> Cf. art. 31 du projet.

<sup>3</sup> Cf. supra, ch. 2.5.2.c.

<sup>4</sup> Cf. art. 38 et 39 du projet.

<sup>5</sup> Cf. supra, ch. 3.2.2.

(chiens, chats, furets) doivent satisfaire à de nouvelles conditions sanitaires, au chapitre desquelles figure l'identification au moyen d'un tatouage ou d'une puce. Dès 2011, la puce électronique sera rendue obligatoire dans tous les pays de l'Union européenne.

Le projet ne régit pas les conditions sanitaires d'importation ou de circulation des chiens. En revanche, dans la mesure où il prévoit que chaque animal doit être identifiable, il rejoint les exigences posées par l'Union européenne.

## B. PARTIE SPÉCIALE

### Commentaire des dispositions

#### Article 1

La loi a plusieurs objets. Outre les mesures contre les agressions canines, elle règle aussi, comme l'exige le droit fédéral, la procédure d'identification des chiens ainsi que les obligations de leurs détenteurs. Enfin, comme la volonté du Conseil d'Etat tend à traiter l'ensemble des questions liées à la détention des chiens, elle régit l'imposition de ceux-ci.

#### Article 2

Le but principal de la loi est de protéger la population contre les agressions canines. A cette fin, la loi met en place les mesures adéquates, qu'il s'agisse de l'identification, de l'enregistrement, du signalement, des obligations des éleveurs et détenteurs.

La loi a également pour objectif de régir les conditions de détention des chiens, que ce soit dans le cadre d'un élevage ou d'un cours d'éducation canine.

Les autorités doivent désormais disposer de l'outil légal nécessaire à assurer la sécurité et la salubrité publiques.

Enfin, l'impact des chiens sur l'agriculture et plus particulièrement sur les animaux de rente ne doit pas être banalisé: le *Neospora caninum* est un parasite microscopique du chien, de la famille des coccidies. Il est transmissible aux bovins par des déjections de chiens. Les conséquences pour les bovins sont les suivantes:

- Contamination à vie, de manière latente, le plus souvent sans aucun symptôme. 80 à 100% des veaux nés à terme de vaches infectées naissent eux-mêmes infectés et le restent à vie.
- Avortement (10 à 20% des avortements des vaches à l'échelle d'un pays) sans signes préliminaires ni complications (le plus souvent), à partir de 3 mois de gestation avec un maximum vers 5 à 6 mois. Les vaches reprennent rapidement, en général; 5% avortent plus d'une fois.
- Maladie visible possible chez les veaux, de la naissance à 2 mois: troubles nerveux divers, faiblesse, mortalité. Possibilité de croissance ralentie et, plus tard, de plus faibles productions laitières.

#### Articles 3 à 8

Ce chapitre définit les responsabilités des autorités chargées de l'exécution de la loi. En raison de la diversité des tâches, les autorités concernées sont nombreuses:

- Conseil d'Etat;

- direction en charge des affaires vétérinaires (actuellement la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts);
- direction en charge des communes (actuellement la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts);
- direction en charge des finances (actuellement la Direction des finances);
- service en charge des affaires vétérinaires (actuellement le Service vétérinaire);
- les communes.

Du fait de ses compétences scientifiques, de sa connaissance du terrain, de ses expériences, le Service en charge des affaires vétérinaires paraît le mieux armé pour appliquer la loi. La question de l'imposition demeurera dans la sphère de compétence de la Direction en charge des finances. Les communes sont elles aussi appelées à exécuter un certain nombre de tâches. La Direction en charge des affaires vétérinaires disposera d'une compétence générale et résiduelle en ce sens qu'elle assumera toutes les tâches qui ne sont pas spécialement dévolues à une autre autorité.

#### Articles 9 à 15

Pour la bonne compréhension de la loi, quelques définitions s'imposent.

Pour déterminer qui est **détenteur** d'un chien, on examine qui en assume la garde, durablement ou temporairement. La notion de propriété passe à l'arrière-plan, la garde d'un chien étant souvent partagée entre plusieurs personnes. Le gardien effectif du chien portera dès lors la responsabilité lors d'accidents. En revanche, certaines obligations ne concernent que le détenteur habituel du chien: identification et enregistrement (art. 17 et 18), conclusion d'une assurance RC (art. 40), obligations fiscales (art. 46), raison pour laquelle une définition spécifique a été donnée.

La définition la plus difficile à donner est sans conteste celle du **chien dangereux**.

Dans son avant-projet, le Conseil d'Etat avait proposé deux variantes. Soit l'on établissait une liste des chiens concrètement dangereux, savoir ceux qui ont effectivement blessé une personne par morsure ou qui font l'objet d'un signalement en raison d'une suspicion d'agressivité. Soit on ajoutait à cette catégorie une liste, établie selon des critères abstraits, de chiens considérés comme dangereux.

Dans la première hypothèse, un chien aurait été considéré comme dangereux dès que le service compétent l'aurait porté sur une liste suite à son signalement. Dans la seconde hypothèse, il aurait appartenu au Conseil d'Etat d'arrêter une classification des chiens considérés par nature comme dangereux, auxquels se seraient ajoutés les chiens dressés à l'attaque ainsi que, évidemment, les chiens ayant agressé des personnes ou des animaux.

Dès le moment où le choix a été fait de soumettre à autorisation, respectivement d'interdire la détention de chiens de certaines races «potentiellement dangereuses» (art. 20 et 21), la seconde variante perd tout objet. Seront donc considérés comme dangereux les chiens qui auront adoptés un comportement leur ayant valu de figurer sur la liste prévue à l'article 29 (chiens «avérés dangereux»).



Quand un chien doit-il être considéré comme **errant**?

En raison de son caractère rigide et difficilement applicable, le Conseil d'Etat n'entend pas reprendre la définition donnée par le règlement sur la chasse<sup>1</sup>. Il propose de retenir un critère plus large et plus abstrait: il suffit qu'un chien échappe durablement à la maîtrise de son détenteur. La pratique, et le bon sens, détermineront quand on peut admettre qu'un animal a échappé durablement à la maîtrise de son détenteur. A noter que le chien qui, de manière répétée, échapperait au contrôle de son maître devrait être considéré comme errant.

Enfin, la définition du **chien perdu et trouvé** (art. 15) trouve sa justification dans l'obligation faite aux cantons de désigner un service chargé de recueillir les informations à ce sujet (cf. art. 22)<sup>2</sup>.

#### **Article 16**

Comme l'exige désormais le droit fédéral, chaque chien doit être identifié<sup>3</sup>. L'article 16 y pourvoit.

On aurait pu concevoir que, pour rendre le texte plus compréhensible, les exigences fédérales y soient intégralement reprises.

Afin d'éviter qu'une modification du droit fédéral n'entraîne une révision de la loi cantonale, nous proposons cependant de réserver au Conseil d'Etat la compétence de fixer les modalités d'identification.

#### **Articles 17 à 19**

L'obligation d'enregistrer les chiens découle, elle aussi, du droit fédéral<sup>4</sup>.

Il appartiendra au Conseil d'Etat d'arrêter les détails de la procédure d'enregistrement et, surtout, les modalités d'exploitation de la banque de données.

Les vétérinaires chargés de l'identification, respectivement les communes seront appelés à communiquer les indications utiles à la banque de données. La responsabilité primaire de cette communication appartiendra cependant aux détenteurs. La tenue à jour sera assurée par les communes: en effet, en raison de leur proximité, il leur est plus facile de vérifier si les détenteurs sont tous enregistrés, d'autant que la plupart d'entre elles perçoivent un impôt sur les chiens.

Il est indispensable, enfin, que les organes chargés de l'identification, de la mise à jour des données et de l'exécution de la loi puissent, non seulement avoir accès aux données, mais échanger leurs propres informations. Cela est d'autant plus nécessaire que la banque de données servira de registre fiscal. La base légale nécessaire à cette utilisation et à ces échanges est ainsi créée (art. 19).

#### **Article 20**

Une liste de chiens a été dressée sur le modèle des législations adoptées par plusieurs cantons. La détention de ces chiens est soumise à des conditions spéciales concernant les caractéristiques du chien et l'aptitude du détenteur à s'en occuper. La vérification de cette aptitude pourra être confiée, le cas échéant, à des sociétés cynolo-

giques. Au terme du délai transitoire, les autorisations ne pourront être délivrées que pour des chiens munis d'un pedigree reconnu par un club suisse de race lui-même reconnu par le Service vétérinaire. Cette procédure d'autorisation suppose une analyse préalable de la situation et permet d'ordonner les mesures nécessaires. Les autorisations sont des décisions administratives susceptibles de recours.

#### **Article 21**

Dans certains milieux, le pitbull est élevé aujourd'hui encore pour le combat (gameness) ou est devenu un symbole de statut social pour des personnes qui le détiennent de manière irresponsable. Il s'agit d'une race qui n'est pas reconnue par la Fédération Cynologique Internationale (FCI). Son élevage est ainsi difficilement contrôlable, raison pour laquelle une interdiction de ce type de chien se justifie largement. L'interdiction est également applicable aux chiens issus de croisements avec des pitbulls ou avec un des chiens appartenant à l'une des races visées à l'article 20: en effet, il faut s'attendre à une agressivité accrue chez les bâtards. De plus, l'interdiction des pitbulls pourrait, à défaut, être aisément contournée. L'introduction de tels chiens dans le canton est strictement prohibée, y compris pour les vacanciers. La seule exception concerne l'introduction temporaire de chiens obtenus par croisement avec un chien appartenant à l'une des races soumises à autorisation au sens de l'article 20. Pour les chiens appartenant à ces races et munis d'un pedigree, les conditions de l'article 20 sont applicables.

#### **Article 22**

L'article 720a du code civil suisse impose aux cantons de désigner un service chargé de recueillir les annonces relatives aux animaux trouvés<sup>5</sup>.

Il tombe sous le sens que le Service vétérinaire, compétent pour l'exécution des mesures de police des chiens (et plus particulièrement le recensement des chiens errants et la recherche de leurs détenteurs) assume la tâche prévue par l'article 720a CC.

Pour que l'annonce d'un animal trouvé permette d'en retrouver le propriétaire, le Service vétérinaire effectuera les recherches nécessaires. A défaut, la découverte sera signalée à la banque de données dont le Conseil d'Etat aura défini la forme: il pourra soit recourir au système proposé par la SPA de Zurich, soit créer une (petite) banque de données cantonale.

#### **Articles 23 et 24**

Le fléau constitué par les chiens errants doit être éradiqué.

La recherche de leurs détenteurs se déroulera en deux phases:

Dans un premier temps, la commune procédera aux démarches usuelles. Si elle a affaire à une personne qui a pour habitude de laisser son chien errer, elle doit pouvoir le sanctionner; elle adoptera, à cette fin, un règlement.

Il appartiendra aux communes de désigner, en leur sein, l'organe compétent. C'est la raison pour laquelle le projet renonce à désigner «*le conseil communal*» ou un autre organe.

<sup>1</sup> Cf. supra, ch. 2.1, 2.5.5.b et 5.6.

<sup>2</sup> Cf. supra, ch. 2.5.5.b.

<sup>3</sup> Cf. supra, ch. 2.5.3.a.

<sup>4</sup> Cf. supra, ch. 2.5.3.b.

<sup>5</sup> Cf. supra, ch. 2.5.5.b.

Si ces démarches n'aboutissent pas, le Service vétérinaire sera, dans un second temps, chargé de centraliser les annonces et de prendre les mesures adéquates. Il disposera à cet égard de larges compétences: il pourra mettre l'animal en fourrière et pourra même ordonner la mise à mort du chien si celui-ci devait se révéler dangereux. Enfin, l'article 24 constitue la base légale nécessaire au recouvrement des frais exposés par les services de l'Etat.

#### **Article 25**

Des chiens sont parfois suspects d'agressivité, même s'ils n'ont (encore) mordu personne.

Dans de tels cas, les communes sont les mieux à même de prendre les mesures préventives adéquates: elles pourront s'entretenir avec la victime de l'agressivité du chien, avec le détenteur et arrêter, avec lui, quelques mesures simples et efficaces (comme, par exemple, suivre des cours d'éducation canine, faire examiner le chien par un vétérinaire).

Si le détenteur refuse de collaborer et que la commune estime que des personnes risquent d'être mises en danger, elles pourront signaler le cas au Service vétérinaire. Celui-ci procédera, comme en cas d'annonce de morsures, à une enquête, respectivement à une expertise du chien et prendra au besoin les mesures de protection nécessaires.

#### **Article 26**

Un chien ayant mordu une personne ou suspecté d'agressivité devra faire l'objet d'un signalement au Service vétérinaire qui pourra, ainsi, prendre les mesures adéquates.

La liste des collectivités et des personnes qui devront procéder à ce signalement est exhaustive: on pense non seulement au propriétaire ou au détenteur de l'animal, mais également à la commune, au médecin, au vétérinaire, aux agents de la force publique et aux éducateurs canins qui ont pu constater la réalité de la morsure ou la dangerosité du chien. Enfin, la population et les victimes ont naturellement le loisir de s'adresser au Service.

Cette disposition va au-delà des exigences posées par l'ordonnance du Conseil fédéral du 12 avril 2006. En effet, seuls les cas de blessures graves à des êtres humains ou à des animaux ou les signes d'un comportement d'agression supérieur à la norme doivent être signalés. En outre, le droit fédéral impose simplement aux cantons d'«ordonner les mesures nécessaires» en cas de signalement<sup>1</sup>.

#### **Articles 27 à 29**

L'identification et l'enregistrement des chiens ainsi que le signalement des chiens dangereux constituent des mesures de prévention nécessaires mais insuffisantes.

Elles doivent être complétées par des mesures de protection adéquates.

En premier lieu, il appartiendra au Service vétérinaire de faire une enquête, respectivement d'expertiser un chien ayant blessé une personne.

En second lieu, le Service aura compétence pour prendre toute mesure qui lui paraîtra répondre au cas dont il aura

à connaître. La liste des mesures proposées n'est pas exhaustive. On signalera particulièrement l'interdiction qui peut être faite à une personne de détenir un chien. Pour éviter que la personne en question ne soit tentée de contourner l'interdiction en faisant acquérir le chien par un tiers, la définition large du détenteur donnée à l'article 12 trouvera son utilité.

#### **Article 30**

L'expérience montre que les enfants sont, en matière de morsures de chiens, particulièrement vulnérables.

Pour les sensibiliser, le Service vétérinaire mettra sur pied – lui-même ou en recourant à des institutions – des cours au sein des écoles primaires, sur demande de la Direction concernée.

Le Service veillera à ce que la population, et plus particulièrement les personnes âgées, reçoivent une information sur les mêmes thèmes.

#### **Article 31**

À l'heure actuelle, la définition d'espaces réservés ou interdits aux chiens ne fait l'objet d'aucune base légale, alors qu'elle répond à un besoin.

De la même manière, les communes doivent pouvoir imposer la tenue en laisse de chiens sur certaines zones.

L'article 31 y pourvoit, en laissant aux communes le soin d'user de cette compétence. Cependant, une commune ne pourra rendre obligatoire le port de la laisse sur tout son territoire. Cela serait contraire aux exigences posées par la législation sur la protection des animaux et rendrait les chiens plus agressifs, allant ainsi à l'encontre du but recherché.

#### **Article 32**

Les personnes qui font commerce de chiens ou servent d'intermédiaire dans la vente sont à même d'exercer une prévention efficace. C'est la raison pour laquelle il leur est demandé de vérifier les conditions dans lesquelles le chien sera détenu et si l'acquéreur potentiel dispose, à première vue, des capacités nécessaires. On ne saurait exiger, naturellement, qu'elles procèdent à des investigations poussées. Toutefois, si elles se rendent compte que l'aliénation d'un chien pourrait avoir des conséquences négatives pour l'animal ou pour la sécurité de la population, elles doivent refuser de le vendre. Il ne s'agit pas là d'une responsabilité excessive.

Par ailleurs, il est indispensable de détecter le commerce de chiens détenus dans de mauvaises conditions, ce qui est susceptible de les rendre agressifs – par exemple s'ils sont élevés dans une cave sans lumière.

#### **Article 33**

L'éducation d'un chien débute chez son premier propriétaire, qui est souvent éleveur. La loi lui rappelle qu'il doit respecter les exigences de la législation sur la protection des animaux.

En outre, les buts de la sélection et de l'élevage, tels qu'ils sont définis par l'ordonnance du Conseil fédéral du 12 avril 2006<sup>2</sup>, sont ancrés dans la loi. Le Service vétérinaire pourra effectuer ou faire effectuer les contrôles nécessaires dans les élevages.

<sup>1</sup> Art. 34a et 34b OPA; cf. supra, ch. 2.2.1.

<sup>2</sup> Art. 34a OPA; cf. supra, ch. 2.2.1.

### Article 34

Cette disposition traite des personnes faisant commerce de chiens. Elle est le fruit de l'examen de la législation fédérale consacrée à cet objet.

*Premier constat: le commerce de petits animaux est assujéti à la délivrance d'une patente cantonale<sup>1</sup>.*

A l'heure actuelle, il incombe à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts de délivrer les «*patentes*» pour le commerce de chiens, en se fondant sur l'article 6 de l'arrêté du 21 décembre 1982 relatif à l'impôt sur les chiens<sup>2</sup>. Le projet règle définitivement cette question, en réservant à la Direction la compétence de délivrer cette patente et en modifiant dans ce sens la LALPA.

*Deuxième constat: font exception les personnes au bénéfice d'une patente de marchand de bétail.*

En effet, la patente de marchand de bétail tient lieu d'autorisation de pratiquer le commerce de bétail au sens de l'article 34 alinéa 1 OFE<sup>3</sup>.

*Troisième constat: la terminologie de «commerce» utilisée par la législation sur la protection des animaux doit être identique aux activités commerciales visées par le projet.*

Il importe en effet que les termes utilisés par des législations proches soient définis de manière identique (cf. art. 10).

### Article 35

On ne s'improvise pas éducateur de chiens. La confiance que les propriétaires placent en eux doit être méritée. Elle doit passer par une solide formation. Le Service vétérinaire sera chargé de tenir une liste des éducateurs reconnus en s'assurant qu'ils disposent de la formation adéquate.

### Article 36

L'article 36 al. 1 a une portée didactique: il rappelle que le détenteur d'un chien doit respecter les exigences liées à la protection des animaux.

Là ne s'arrêtent pas les obligations du détenteur: celui-ci doit également rassurer les personnes en étant en mesure de maîtriser son animal en tout temps; à défaut, il utilisera la laisse ou empêchera l'animal de quitter les abords de son habitation.

### Article 37

Cette disposition a pour objet de proscrire des pratiques qui ont pour but unique d'augmenter l'agressivité d'un chien. Elle ne vise pas les apprentissages de réactions at-

tendues des chiens de garde, mais bien la recherche volontaire de comportements purement agressifs.

### Article 38

Les déjections canines incommodes les piétons et (même en petites quantités) rendent le fourrage impropre à la consommation. Elles entraînent en outre des coûts d'élimination importants. Plusieurs communes ont appelé de leurs vœux une base légale leur permettant d'arrêter, réglementairement, les dispositions nécessaires à la garantie de la salubrité et de la sécurité publiques ainsi qu'à la répression des contrevenants.

### Article 39

L'impact des chiens sur les activités agricoles a été décrit plus haut. Il importe de sensibiliser et de responsabiliser les détenteurs à cette question méconnue.

### Articles 40 à 44

Pour les motifs développés ci-dessus, chaque propriétaire ou détenteur de chien devra contracter une assurance responsabilité civile. Afin de contrôler si une telle assurance a été conclue, il est prévu que la marque de contrôle attestant le paiement de l'impôt ne soit délivrée que sur présentation d'une pièce justificative, sauf si l'Etat a souscrit une assurance collective (d'où la réserve prévue à l'art. 41).

Lorsqu'un dommage est provoqué par un chien errant sans que son détenteur ait pu être retrouvé ou par un chien non assuré, il est juste que la victime soit indemnisée<sup>4</sup>. Il est prévu que l'Etat couvre le dommage, comme le sont les victimes de dommages causés par les animaux sauvages<sup>5</sup>. L'Etat sera alors légalement subrogé aux droits de la victime à l'encontre du détenteur. Il pourra, pour couvrir ce risque, contracter une assurance responsabilité civile. Dans ce cas, il paraît naturel que la communauté des détenteurs de chiens soit appelée à financer le coût de cette police, comme l'est la communauté des détenteurs de véhicules (par le biais du fonds de garantie financé par l'ensemble des assureurs RC) lorsque des dommages sont causés par des automobiles inconnues ou non assurées<sup>6</sup>. Enfin, l'Etat n'interviendra qu'à titre subsidiaire, c'est-à-dire seulement si les prestations versées par les assurances sociales (notamment l'assurance-accidents) ne sont pas suffisantes. Le Conseil d'Etat doit recevoir la compétence de décider si la souscription de telles polices est opportune, respectivement d'en décrire la couverture afin de rester dans un cadre financier adéquat.

### Article 45

Une infraction à une disposition de la loi sera considérée comme une contravention et, à ce titre, frappée des arrêts ou d'une amende.

### Articles 46 à 50

Comme il le fait déjà depuis de nombreuses années, l'Etat percevra un impôt sur les chiens qui ne devrait pas dépasser 200 francs. Aller au-delà risquerait de priver des

<sup>1</sup> Aux termes de l'art. 8 al. 1 LPA, le commerce professionnel d'animaux est soumis à une autorisation cantonale. Selon l'art. 45 OPA, une autorisation pour le commerce professionnel d'animaux est aussi nécessaire pour les marchés de petits animaux. Selon l'art. 8 de la loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux (RSF 725.1; LALPA), il appartient au Service vétérinaire d'autoriser de pratiquer le commerce d'animaux, y compris pour les chiens (art. 9 LALPA).

<sup>2</sup> RSF 635.5.11, libellé ainsi: «*Les éleveurs et les marchands de chiens au bénéfice d'une patente pour le commerce de petit bétail acquièrent un seul permis, quel que soit le nombre de chiens détenus*».

<sup>3</sup> Aucune autorisation n'est en revanche nécessaire pour pratiquer le commerce du bétail au sens de l'art. 34 al. 2 OFE.

<sup>4</sup> Elle ne peut en effet l'être par le biais de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions.

<sup>5</sup> Cf. art. 33 et 35 LCha.

<sup>6</sup> Cf. art. 76 de la loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (RS 741.01; LCR).

personnes dont le niveau de vie est précaire du droit d'accueillir un chien, d'autant plus que l'impôt communal s'ajoute souvent à l'impôt perçu par le canton.

Le paiement de l'impôt ne sera pas lié à la propriété du chien; il suffira que l'animal soit détenu par son gardien habituel dans le canton pour que l'impôt soit dû.

Les cas d'exonération sont identiques à ceux que connaît la loi actuelle, sous réserve de la faculté laissée au Conseil d'Etat de prévoir d'autres cas, par exemple pour les chiens recueillis en lieu et place d'un foyer, les chiens accueillis à des fins thérapeutiques, etc. Une telle exemption sera conditionnée à l'existence d'un intérêt public, par exemple un impératif de santé, de salubrité publiques, ou une exigence d'ordre culturel.

Les commerçants qui auront obtenu une patente en application de l'article 34 ne paieront qu'un impôt forfaitaire, calculé selon les mêmes modalités que celles retenues par concordat intercantonal sur le bétail (soit sur le trafic moyen des animaux), auquel s'ajoute un émolument administratif (art. 47).

#### Articles 51 à 54

Les communes sont déjà légitimées à percevoir un impôt sur les chiens<sup>1</sup>. Compte tenu des tâches qui leur sont dévolues, et qui sont décrites dans le tableau susmentionné, le principe de cet impôt n'est pas remis en cause. Les cas d'exonération prévus pour l'impôt cantonal seront alors applicables. Les communes ne peuvent cependant pas prévoir un impôt dégressif ou progressif en fonction du nombre de chiens détenus. Un tel système serait en effet contraire au principe de l'égalité de traitement.

#### Article 57

Les délais transitoires sont échelonnés en fonction de l'urgence, afin de tenir compte d'un temps d'adaptation. Si les chiens ne sont pas déclarés, les autorités compétentes appliqueront les normes pénales prévues à l'article 45.

#### Articles 58 et 59

Pour les motifs énoncés<sup>2</sup>, il est nécessaire de modifier la disposition topique de la loi d'application du code civil.

Le projet est destiné à régler l'ensemble des questions liées à la détention de chiens par des particuliers. Les règles de comportement y sont décrites. Dès lors, l'article 14 de la loi d'application du code pénal, qui réprime certaines conduites, a perdu une partie de son objet: il sera donc modifié en conséquence<sup>3</sup>.

### C. CONCLUSION

Nous vous invitons dès lors à adopter le présent projet de loi sur la détention des chiens.

### BOTSCHAFT Nr. 269 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Hundehaltung (HHG)

27. Juni 2006

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zu einem Gesetzesentwurf über die Hundehaltung.

#### ZUSAMMENFASSUNG

1. Die Bundesgesetzgebung über den Tierschutz hat in den vergangenen Jahren wesentliche Entwicklungen durchgemacht. Das eidgenössische Parlament hat vor kurzem den Entwurf zur Änderung des Tierschutzgesetzes verabschiedet, der ihm vom Bundesrat unterbreitet worden war; was zu weitreichenden Änderungen führte. Die kantonalen Ausführungsgesetze müssen entsprechend angepasst werden.

Wie auch verschiedene andere Kantone sieht sich der Kanton Freiburg mit unangemessenem, manchmal aggressivem Verhalten gewisser Hunde konfrontiert. Die gegenwärtig geltenden Gesetze reichen nicht aus, um einer solchen Situation gerecht zu werden. Ein Gesetz zur Regelung der Hundehaltung wird unumgänglich, vor allem in Anbetracht des Dramas, das sich im Dezember 2005 im Kanton Zürich ereignet hat.

Es stellte sich die Frage, ob sich diese beiden Themen nicht in einem Gesetz regeln liessen. Aus Gründen, die weiter unten erläutert werden, wurde es vorgezogen, sie gesondert zu behandeln. In diesem Entwurf geht es nur um die Hundehaltung, die ein vordringliches Anliegen darstellt. Die Anpassung der Tierschutzgesetzgebung wurde auf einen späteren Zeitpunkt verschoben.

2. Am 12. April 2006 hat der Bundesrat verschiedene Massnahmen verabschiedet, um die Bevölkerung vor gefährlichen Hunden zu schützen. Mit diesen Massnahmen sollen vor allem Beissunfälle vermieden werden. Sie sind am 2. Mai 2006 in Kraft getreten. Im Gegensatz zum Entwurf, der am 12. Januar 2006 in die Vernehmlassung gegeben worden war; wurde die Bewilligungspflicht für bzw. das Verbot von bestimmten Hunderassen fallen gelassen. Dies obwohl das eidgenössische Parlament eine Motion für erheblich erklärt hatte, die notwendige Massnahmen auf dem Verordnungsweg erlassen wollte, wie z.B. das Verbot von Hunden, die für den Menschen eine erhebliche Gefahr darstellen. Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur hat in ihren Bemühungen jedoch nicht nachgelassen und am 28. April 2006 beschlossen, die Initiative von Nationalrat Pierre Kohler, mit der ein Verbot von Hunden des Typs Pitbull und die Erstellung einer Liste von in der Schweiz verbotenen Hunden verlangt wurde, zu unterstützen<sup>4</sup>.

Der Staatsrat unterbreitet Ihnen verschiedene Massnahmen, die den Schutz der Bevölkerung gewährleisten sollen (Kennzeichnung, Registrierung, Meldung, Verbot gewisser Praktiken, Versicherung). Er empfiehlt ausserdem, die Haltung gewisser Hunderassen der Bewilligungspflicht zu unterstellen, bzw. zu verbieten und übernimmt somit die Anträge des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 12. Januar 2006, die auch dem Willen des eidgenössischen Parlaments entsprechen.

<sup>1</sup> Cf. art. 23 de loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1).

<sup>2</sup> Cf. supra, ch. 2.5.5.b.

<sup>3</sup> Cette loi fait l'objet d'une révision totale. Dans son état actuel, l'avant-projet ne reprend pas le texte de l'article 14. Il prévoit qu'est puni de l'amende celui qui ne prend pas les mesures propres à éviter que les cris d'animaux dont il a la garde importunent les habitants.

<sup>4</sup> Vgl. Ziff.2.1.1.

3. Die gesetzliche Regelung der Hundesteuer ist schon über zwanzig Jahre alt. Gewisse Stimmen wurden laut, die eine Überprüfung forderten. Es sollte daher nicht versäumt werden, die Ausarbeitung des Gesetzes über die Hundehaltung dazu zu nutzen, die Besteuerung der Hunde zu revidieren und sie in das Gesetz zu integrieren.
4. Das eidgenössische Parlament hat am 4. Oktober 2002 einen neuen Artikel des Zivilgesetzbuches verabschiedet – Artikel 720a – gemäss dem wer ein verlorenes Tier findet, dessen Besitzer oder gegebenenfalls die vom Kanton bezeichnete Behörde benachrichtigen muss. Es scheint angebracht, diesen Entwurf dazu zu nutzen, um diese Behörde zu bezeichnen.

## INHALTSVERZEICHNIS

### A Allgemeiner Teil

#### 1 Die Tierschutzgesetzgebung

- 1.1 Gegenwärtiger Stand
- 1.2 Die Revision des Tierschutzgesetzes des Bundes
- 1.3 Schlussfolgerungen und Vorschläge

#### 2 Die Gesetzgebung über die Hundehaltung

- 2.1 Die Situation im Kanton Freiburg
- 2.2 Die gegenwärtige Situation im Bereich Hundehaltung auf Bundesebene
  - 2.2.1 Das Bundesrecht
  - 2.2.2 Empfehlungen der Arbeitsgruppe «Gesetzgebung betr. gefährliche Hunde» des Bundesamtes für Veterinärwesen
- 2.3 Lösungen anderer Kantone
- 2.4 Schlussfolgerungen und Vorschläge
  - 2.4.1 Notwendigkeit einer Rechtsgrundlage
  - 2.4.2 Die Wahl der Gesetzesgrundlage
- 2.5 Inhalt des Entwurfs
  - 2.5.1 Auf den Hund bezogene Massnahmen
  - 2.5.2 Auf den Hundehalter bezogene Massnahmen
  - 2.5.3 Massnahmen zur Kennzeichnung und Erfassung des Hundes
  - 2.5.4 Vorbeugende Massnahmen
  - 2.5.5 Andere Massnahmen

#### 3 Die Hundesteuer

- 3.1 Die gegenwärtige Situation
- 3.2 Die Notwendigkeit einer Reform
  - 3.2.1. Die Motion Antje Burri-Escher
  - 3.2.2 Überprüfung der kantonalen und kommunalen Besteuerung der Hunde
    - 3.2.3. Die Form

#### 4 Finanzierung

#### 5 Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens

#### 6 Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

#### 7 Verfassungsmässigkeit, Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und dem Europarecht

### B Besonderer Teil – Kommentar

### C Schlussfolgerung

## A. ALLGEMEINER TEIL

Der Vollzug der Bundesgesetzgebung über den Tierschutz<sup>1</sup> im Kanton muss überarbeitet werden. Die Aus-

<sup>1</sup> Tierschutzgesetz des Bundes vom 9. März 1978 (TSchG; SR 455).

führungsgesetzgebung stammt aus dem Jahr 1986. Seit-her sind beinahe 20 Jahre vergangen und dieser Themenbereich hat sich stark entwickelt.

Gleichzeitig werden immer mehr Stimmen laut, die sich für die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für den Besitz von sog. gefährlichen Hunden und, im weiteren Sinne, der Haltung von Haustieren aussprechen. Dieses Bedürfnis wurde in den Motionen von Christine Schneuwly/Claudia Cotting<sup>2</sup>, Antje Burri-Escher<sup>3</sup> und Pierre-André Page/Dominique Corminbœuf<sup>4</sup> aufgegriffen. Die, manchmal dramatischen Unfälle, die sich in unsrem Land vor nicht allzu langer Zeit ereignet haben, zeigen die Notwendigkeit einer gesetzlichen Grundlage auf.

In ihrer Motion vom 7. Mai 2004 verlangt Antje Burri-Escher ausserdem eine Änderung der Gesetzgebung über die Hundesteuer.

## 1. DIE TIERSCHUTZGESETZGEBUNG

### 1.1 Gegenwärtiger Stand

Die Gesetzgebung über den Tierschutz wird in zahlreichen Texten behandelt. Die meisten dieser Gesetzestexte übertragen den Kantonen Aufgaben.

### 1.2 Die Revision des Tierschutzgesetzes des Bundes

Das neue Tierschutzgesetz wurde vom Parlament am 16. Dezember 2005 verabschiedet. Der Bundesrat muss das Datum für das Inkrafttreten noch festlegen. Das Referendum wurde nicht ergriffen<sup>5</sup>.

Im neuen Gesetz geht es vor allem um eine verbesserte Information der Öffentlichkeit sowie eine bessere Ausbildung von Tierhalterinnen und -haltern und von Personen, die sich um Tiere kümmern. Eine weitere Zielsetzung besteht darin, einerseits den Vollzug auf kantonaler Ebene durch die Einführung neuer Vollzugsinstrumente zu verbessern und andererseits strukturelle Vorgaben für die Vollzugsorgane zu machen<sup>6</sup>. Der Bundesrat beabsichtigt, von den Kantonen zu verlangen, dass sie ihre Vollzugsstrukturen durch die Schaffung einer Koordinationsinstanz vereinheitlichen<sup>7</sup>. Es ist ausserdem vorgesehen, den Kantonen die Möglichkeit einzuräumen, Gebühren zu erheben<sup>8</sup>. Der Bundesrat weist jedoch darauf hin, dass die Gesetzesrevision den Kantonen nur wenig Mehraufwand verursachen wird, soweit nicht aufgrund des geltenden Gesetzes ein Nachholbedarf besteht<sup>9</sup>.

Zuvor hatte das Parlament zwei Teilrevisionen des Gesetzes vorgenommen.

Am 21. März 2003 hat das Parlament den Anwendungsbereich des TSchG im Rahmen des Gen-Lex-Pakets auf die Zucht ausgeweitet<sup>10</sup>.

<sup>2</sup> Motion Christine Schneuwly/Claudia Cotting vom 3. Mai 2002 und Antwort des Staatsrats vom 27. Mai 2003.

<sup>3</sup> Motion Antje Burri-Escher vom 7. Mai 2004 und Antwort des Staatsrats vom 3. November 2004.

<sup>4</sup> Motion Pierre-André Page/ Dominique Corminbœuf vom 15. Dezember 2005 und Antwort des Staatsrats vom 28. März 2006.

<sup>5</sup> Die Artikel 6 Abs. 3, 7a, 7c, 29 Ziff. 1 Bst. a<sup>bis</sup> und a<sup>quater</sup>, die am 2. Mai 2006 in Kraft getreten sind, (Verordnung des Bundesrats vom 12. April 2006, vgl. Ziff. 2.2.1), bleiben vorbehalten.

<sup>6</sup> Botschaft vom 9. Dezember 2002, S. 665 (Botschaft)

<sup>7</sup> Botschaft, S. 666, Art. 33 neues TSchG

<sup>8</sup> Botschaft, S. 666, Art. 41 Abs. 2 neues TSchG

<sup>9</sup> Botschaft, S. 687

<sup>10</sup> AS 2003, S. 4803 ff.: Botschaft vom 29. Mai 2002, BB 2002, S. 4721 ff. und S. 4979 ff.

Am 20. Juni 2003 hat das Parlament im Rahmen der Abstimmung über die AP 2007 die Rechtmässigkeit des Imports von Schächtfleisch im TSchG verankert<sup>1</sup>.

### 1.3 Schlussfolgerungen und Vorschläge

In seiner Antwort vom 27. Mai 2003 auf die Motion Christine Schneuwly/Claudia Cotting kündigte der Staatsrat eine Totalrevision der kantonalen Ausführungsgesetzgebung des Tierschutzgesetzes des Bundes an, wies jedoch darauf hin, dass sich dieses in einer Totalrevision befand und den eidgenössischen Räten unterbereitet würde.

Eine Änderung der Ausführungsgesetzgebung des TSchG wird dem Grossen Rat baldmöglichst vorgelegt werden. Die dringlichen Massnahmen im Zusammenhang mit der Hundehaltung haben den Staatsrat zu einem Zeitpunkt, als das neue TSchG noch weit davon entfernt war, verabschiedet zu werden, jedoch dazu veranlasst, ein Spezialgesetz auszuarbeiten. Nun sollte man sich an dieses Vorgehen halten.

## 2. DIE GESETZGEBUNG ÜBER DIE HUNDEHALTUNG

### 2.1 Die Situation im Kanton Freiburg

Die Haltung von Hunden ist heute auf kantonaler Ebene nicht gesetzlich geregelt. Es gibt lediglich zwei Bestimmungen, die in verschiedenen Texten zu finden sind.

Es handelt sich zum einen um Artikel 14 des Einführungsgesetzes vom 9. Mai 1974 zum Strafgesetzbuch<sup>2</sup>, in dem verfügt wird:

«Es wird mit Haft oder Busse bestraft:

1. wer ohne polizeiliche Bewilligung gefährliche wilde Tiere hält oder nicht die nötigen Massnahmen trifft, damit sie keinen Schaden anrichten;
2. wer Personen oder Tiere gefährdet, indem er ein Tier reizt oder erschreckt oder ein in seiner Obhut stehendes Tier nicht zurückhält;
3. wer einen Hund auf öffentlichen Strassen und Plätzen in Freiheit lässt;
4. wer einen bössartigen Hund in Freiheit lässt.»

Zum ändern ist in den Artikeln 12–14 des Reglements vom 20. Juni 2000, über die Jagd sowie den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume<sup>3</sup> Folgendes vorgesehen:

«Art. 12 e) Hunde

ea) Allgemeines

<sup>1</sup> Es ist verboten, Hunde streunen zu lassen, sie wild lebende Tiere aufstöbern oder verfolgen zu lassen und sie wildern zu lassen.

<sup>2</sup> Als streunend gilt:

- a) jeder Hund, der sich ohne seinen Halter mehr als 250 m von dessen Haus entfernt auf freiem Gelände aufhält;

b) jeder Hund, der sich im Wald ausserhalb des Blickfeldes seines Halters befindet.

<sup>3</sup> Der Halter muss jederzeit dafür sorgen können, dass ihm der Hund auf einen Befehl oder ein Zeichen hin gehorcht. Andernfalls muss der Hund an der Leine geführt oder daran gehindert werden, die unmittelbare Umgebung des Hauses des Halters zu verlassen.

<sup>4</sup> Vom 1. April bis 15. Juli müssen die Hunde im Wald an der Leine geführt werden.

<sup>5</sup> Die Beamten der Wildhut können Hunde abschiessen, die sich nicht einfangen lassen, wenn sie:

a) deren Halter nicht kennen und feststellen, dass diese Hunde gewohnheitsmässig streunen, wild lebende Tiere aufstöbern oder verfolgen oder wildern;

b) sie weiterhin unbeaufsichtigt und in grosser Entfernung des Hauses des Halters antreffen, obwohl dieser verwarnet oder verzeigt wurde.

<sup>6</sup> Die besonderen Bestimmungen über die Ausübung der Jagd, das Abrichten von Jagdhunden und die kynologischen Veranstaltungen bleiben vorbehalten.

**Art. 13 eb) Besondere Proben**

<sup>1</sup> Mit einer Bewilligung des Wildhüters-Fischereiaufsehers der Region ist es aus triftigen Gründen gestattet, ab dem 16. Juli Jagdhunde abzurichten und zu erproben.

<sup>2</sup> Der Wildhüter-Fischereiaufseher bestimmt gemäss den Weisungen des Amtes, wo, wann und wie lange die Hunde eingesetzt werden dürfen.

<sup>3</sup> Der Inhaber der Bewilligung bezahlt für die Dauer des Einsatzes der Hunde eine Gebühr von 20 Franken pro Stunde.

**Art. 14 ec) Kynologische Veranstaltungen**

Kynologische Veranstaltungen, bei denen Hunde von der Leine gelassen werden und möglicherweise wild lebende Tiere aufspüren oder wildern könnten, bedürfen der Bewilligung des Amtes.»

Ansonsten muss das TSchG herangezogen werden.

### 2.2 Die gegenwärtige Situation im Bereich Hundehaltung auf Bundesebene

#### 2.2.1 Das Bundesrecht

Bis vor kurzem war die Thematik der gefährlichen Hunde in keinem Erlass speziell geregelt.

Diese Tatsache hat sich seither geändert und es wurden mehrere Erlasse verabschiedet. Da die Situation aufgrund der zahlreichen Beschlüsse auf Bundesebene relativ wirr ist, ist es sinnvoll, diese vollständig zu beschreiben.

**Die 2003, 2004 und 2006 durch die Tierseuchengesetzgebung eingeführte Kennzeichnungs- und Registrierpflicht**

In Artikel 30 der Fassung vom 20. Juni 2003 des Tierseuchengesetzes des Bundes<sup>4</sup> ist Folgendes vorgesehen:

«<sup>1</sup> Hunde müssen gekennzeichnet und in einer Datenbank registriert sein.

<sup>1</sup> AS 2003, S. 4803 ff.; Botschaft vom 1. März 2000, BB 2000, S. 2391 ff.

<sup>2</sup> EGStGB; SGF 31.1. Dieser Text wird gegenwärtig einer Totalrevision unterzogen.

<sup>3</sup> JaR; SGF 922.11

<sup>4</sup> SR 916.40 TSG

<sup>2</sup> *Der Bundesrat regelt die Kennzeichnung; die Kantone sorgen für die Registrierung.*»

Auf dieser Grundlage hat der Bundesrat am 23. Juni 2004 die Tierseuchenverordnung geändert und verschiedene konkrete Massnahmen über die Kennzeichnung und die Registrierung von Hunden verabschiedet<sup>1</sup>. Er hat die folgenden (wichtigsten) Massnahmen vorgeschrieben:

1. Hunde müssen spätestens 3 Monate nach der Geburt mit einem Mikrochip gekennzeichnet werden, der nur von einem Tierarzt angebracht werden darf.
  2. Mit der Kennzeichnung werden folgende Daten erhoben: Name, Geschlecht, Geburtsdatum, Rasse, Fellfarbe, Name und Adresse des Tierhalters, bei dem der Hund geboren wurde, und des Tierhalters zum Zeitpunkt der Kennzeichnung, Name des Tierarztes und Datum der Kennzeichnung.
  3. Die mit der Kennzeichnung erhobenen Daten sind der vom Wohnsitzkanton des Tierhalters bestimmten Stelle innert zehn Tagen zu melden.
  4. Die Kantone müssen die mit der Kennzeichnung erhobenen Daten in einer Datenbank erfassen (selbst oder indem sie eine Institution damit beauftragen).
  5. Die Kantone und Gemeinden müssen dem Kantonstierarzt jederzeit Einsicht in die Hunderegister gewähren, die im Zusammenhang mit der Hundesteuer geführt werden.
  6. Die Betreiber von Datenbanken müssen allen Kantonstierärzten Einsicht in die Daten gewähren.
  7. Die vom Kanton bezeichnete Stelle gibt dem Tierhalter einen Hundeausweis ab.
  8. Wer einen Hund hält, ist verpflichtet, den Organen der Seuchenpolizei und weiteren vom Kanton bestimmten Behörden den Hundeausweis vorzulegen.
- Am 12. April hat der Bundesrat die eidgenössische Tierseuchenverordnung ergänzt und die folgenden Massnahmen eingeführt<sup>2</sup>:
9. Die Kantone können nebst den vom Bund vorgeschriebenen, weitere Daten erfassen lassen.
  10. Tierhalter, die einen Hund erwerben oder für länger als drei Monate übernehmen, sind verpflichtet, Adress- und Handänderungen innerhalb von 10 Tagen dem Betreiber der Datenbank zu melden.
  11. Ebenso müssen die Tierhalter den Tod ihres Hundes melden.

### **Die 2003 vorgenommenen Änderungen des Tierschutzgesetzes vom 9. März 1978**

Im Rahmen des Gen-Lex-Pakets hat das Parlament gewisse Änderungen am Tierschutzgesetz vorgenommen. Zwei Änderungen betreffen auch die Hunde. Der Bundesrat hat beschlossen, dass diese Änderungen am 2. Mai 2006 in Kraft treten<sup>3</sup>.

Artikel 7a schreibt vor, dass die Zuchtmethoden weder bei den Elterntieren noch bei den Nachkommen Verhal-

tenstörungen verursachen dürfen. Der Bundesrat kann die Zucht, das Erzeugen und das Halten von Tieren mit bestimmten Merkmalen verbieten.

Artikel 7c räumt dem Bundesrat die Befugnis ein, «das Erzeugen, Züchten, Halten, Handeln oder Verwenden von Tieren mit Abnormitäten in Körperbau und Verhalten [zu] verbieten».

Es ist ausserdem vorgesehen, dass Widerhandlungen gegen diese Bestimmungen strafbar sind<sup>4</sup>.

Diese beiden Bestimmungen wurden mit leichten Änderungen im neuen Tierschutzgesetz vom 16. Dezember 2005<sup>5</sup>, dessen Inkrafttreten der Bundesrat noch nicht festgesetzt hat (abgesehen von Art. 6 Abs. 3, der am 2. Mai 2006 in Kraft getreten ist), übernommen.

### **Das neue Tierschutzgesetz vom 16. Dezember 2005**

Verschiedene Bestimmungen des neuen Tierschutzgesetzes betreffen die Hunde. Zwei davon seien besonders hervorgehoben.

Artikel 6 Abs. 3 sieht vor, dass der Bundesrat die Anforderungen an die Aus- und Weiterbildung der Tierhalterinnen und Tierhalter, sowie der Personen, die Tiere ausbilden, festlegen kann. Diese Bestimmung ist am 2. Mai 2006 in Kraft getreten<sup>6</sup>.

Der Bundesrat kann auch bestimmte Haltungsarten oder das Halten bestimmter Tierarten für melde- oder bewilligungspflichtig erklären und die Zucht, das Erzeugen und das Halten von Tieren, die Abnormitäten beim Verhalten aufweisen, verbieten<sup>7</sup>.

### **Die Motionen der Kommissionen für Wissenschaft, Bildung und Kultur vom 13. und 14. Dezember 2005**

Mit diesen Motionen luden die Kommissionen für Wissenschaft, Bildung und Kultur der beiden Kammern den Bundesrat ein, «die Artikel 7a und 7c des Tierschutzgesetzes umgehend in Kraft zu setzen und dazu die erforderlichen Massnahmen in der Verordnung, beispielsweise auch Verbote für Hunde mit einem erheblichen Gefahrenpotenzial für Menschen, zu erlassen». Am 15. März 2006 hat der Nationalrat die Motion seiner Kommission mit grosser Mehrheit für erheblich erklärt<sup>8</sup>. Am gleichen Tag verlangte der Ständerat vom Bundesrat, dass bei gefährlichen Hunden härter durchgegriffen werden müsse, z.B. indem man gewisse Hunde verbiete. Am folgenden Tag nahm er die Motion seiner Kommission quasi einstimmig an<sup>9</sup>. Beide Motionen wurden danach an die jeweils andere Kammer überwiesen. Sie wurden beide mit deutlicher Mehrheit am 15. und 20. Juni 2006 für erheblich erklärt<sup>10</sup>.

### **Der am 12. Januar 2006 vom eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement in die Vernehmlassung gegebene Entwurf**

Die Besonderheit dieses Entwurfs beruhte im Verbot, bzw. in der Bewilligung bestimmter Hunderassen.

<sup>4</sup> Art. 29 Ziff. 1 Bst a<sup>bis</sup> und a<sup>quater</sup>.

<sup>5</sup> Art. 7 neues TSchG

<sup>6</sup> Verordnung des Bundesrats über die vorzeitige Inkraftsetzung von Artikel 6 Absatz 3 des Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005, vom 12. April 2006.

<sup>7</sup> Art. 7 Abs. 1 und 10 Abs. 2 neues TSchG

<sup>8</sup> Mit 128 gegen 43 Stimmen.

<sup>9</sup> Mit 38 gegen 4 Stimmen.

<sup>10</sup> Mit 126 gegen 28 Stimmen am 15. Juni 2006 im Nationalrat und mit 25 gegen 1 Stimme am 20. Juni 2006 im Ständerat.

<sup>1</sup> AS 2004, S. 3065 ff; TSV

<sup>2</sup> Tierschutzverordnung, Änderung vom 12. April 2006.

<sup>3</sup> RO 2003, S. 4803 ff; Verordnung des Bundesrats vom 12. April 2006 über die Inkraftsetzung von Bestimmungen der Änderung vom 21. März 2003 des Tierschutzgesetzes

Hunde des Typs Pitbull, Kreuzungen mit Hunden des Typs Pitbull und Kreuzungen mit bewilligungspflichtigen Hunden hätten nicht mehr gezüchtet, gehalten, verwendet, abgegeben, weitergegeben oder auf das schweizerische Staatsgebiet verbracht werden dürfen.

Ausserdem hätte für die Zucht, die Haltung, die Verwendung oder den Import von Hunden der folgenden Rassen eine Bewilligung eingeholt werden müssen: American Staffordshire Terrier, Bullterrier, Cane Corso Italiano, Dobermann, Dogo Argentino (Argentinische Dogge), Dogo Canario (Kanarische Dogge), Fila Brasileiro, Mastiff, Mastin Español (Spanischer Mastiff), Mastino Napoletano, Rottweiler, Staffordshire Bullterrier, Tosa. Der Bundesrat hat diesen Entwurf zu Gunsten seiner Verordnungen vom 12. April 2006 zurückgewiesen.

### **Die drei Verordnungen des Bundesrats vom 12. April 2006**

Obwohl erwartet wurde, dass der Bundesrat der Motion Folge geben und sich (wie das Volkswirtschaftsdepartement vorgeschlagen hatte) für das Verbot verschiedener Rassen aussprechen würde, entschied sich der Bundesrat für den Weg der Prävention und ignorierte den Willen des Parlaments. Am 12. April 2006 verabschiedete er drei Verordnungen, deren Inkrafttreten er auf den 2. Mai 2006 festlegte.

Die erste enthält eine Änderung der Tierschutzverordnung<sup>1</sup>. Die von der Regierung ergriffenen Massnahmen zielen hauptsächlich darauf ab, Beissunfälle zu verhindern.

Für den Bundesrat, sind *«das Ziel dieser Massnahmen [...] verantwortungsvolle Halter und gut sozialisierte Hunde. Dies beginnt bei der Zucht, die auf geringe Aggressionsbereitschaft ausgerichtet sein muss. Das bedeutet, dass Zucht und Haltung die Sozialverträglichkeit der Hunde zum Ziel haben muss. Der Halter hat zudem die nötigen Vorkehrungen zu treffen, damit sein Hund Menschen und Tiere nicht gefährdet.*

*Bei verhaltensauffälligen Hunden aber sollen die Vollzugsbehörden rasch durchgreifen können. Ärzte, Tierärzte, Zollorgane und Hundeausbildner müssen deshalb Hundebisse bei Menschen oder anderen Tieren, aber auch Anzeichen von übermässiger Aggression den zuständigen kantonalen Stellen melden»<sup>2</sup>.*

Der Bundesrat hat bereits angekündigt, dass diese Massnahmen im Rahmen der zurzeit laufenden Revision der Tierschutzverordnung überprüft würden und dass weitere Massnahmen, etwa im Zusammenhang mit der Ausbildung von Hundehalterinnen und Hundehaltern möglich wären.

Der Bundesrat hat ausserdem das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement damit beauftragt, die Frage einer Verschärfung der Haftpflicht für Hundehalterinnen und -halter zu prüfen, z.B. eine obligatorische Tierhaftpflichtversicherung für alle oder bestimmte Gruppen von Hunden.

<sup>1</sup> Tierschutzverordnung, Änderung vom 12. April 2006

<sup>2</sup> Mitteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 12. April 2006, einzusehen auf: <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/de/4692>

Mit der zweiten Verordnung wurde Artikel 6 Abs. 3 des Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005<sup>3</sup> in Kraft gesetzt. Mit der dritten Verordnung wurden die neuen Artikel 7a und 7c des alten Tierschutzgesetzes (vom 9. März 1978), über die am 21. März 2003 im Rahmen des GenLex-Pakets abgestimmt worden war, in Kraft gesetzt<sup>4</sup>.

### **Die Initiative von Pierre Kohler und der Beschluss der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur vom 28. April 2006**

Am 28. April 2006 hat die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur beschlossen, die Initiative von Nationalrat Pierre Kohler zu unterstützen und hat so auf die vom Bundesrat am 12. April verabschiedeten Massnahmen reagiert. Mit dieser Initiative wird verlangt, dass die betreffende Gesetzgebung dahingehend geändert werde, dass Hunde des Typs Pitbull in der Schweiz verboten werden und der Bundesrat ermächtigt werde, eine Liste mit in der Schweiz verbotenen Hunden zu erstellen.

### **2.2.2 Empfehlungen der Arbeitsgruppe «Gesetzgebung betr. gefährliche Hunde» des Bundesamtes für Veterinärwesen**

Das Bundesamt für Veterinärwesen hat eine Arbeitsgruppe gebildet mit dem Auftrag, Empfehlungen für eine Gesetzgebung im Bereich gefährliche Hunde herauszugeben.

Die Arbeitsgruppe hat im Jahr 2000 Weisungen ausgearbeitet, die zur Aufnahme in die kantonale oder kommunale Gesetzgebung empfohlen werden<sup>5</sup>.

Diese Empfehlungen werden in den weiter unten gemachten Vorschlägen im Wesentlichen berücksichtigt.

### **2.3 Lösungen anderer Kantone**

Angesichts der Untätigkeit des Bundes gegenüber einer Problematik, die offensichtlich auf Bundesebene gelöst werden sollte, haben verschiedene Kantone beschlossen, eigene gesetzliche Richtlinien zu verabschieden. Auf die Massnahmen gewisser Kantone sei hier kurz hingewiesen.

Vor mehr als 10 Jahren wurde in Grossbritannien das Präventionsprogramm für Hundebissunfälle PAB («Prevent a bite», «vermeide einen Biss») entwickelt. Eine australische Studie ergab, dass 91% der Kinder 10 Tage nachdem sie dieses Programm absolviert hatten, sich fremden Hunden gegenüber angemessen verhielten. Das Programm wurde **in der Region Bern, Schaffhausen und Lausanne** eingeführt.

Der Kanton Waadt hat verschiedene Massnahmen getroffen. Dass diese Kampagne sinnvoll ist, lässt sich am Beispiel des **Kantons Neuenburg** aufzeigen. Die dort im Jahre 2001 eingeführte Präventionspolitik scheint Früchte zu tragen, zumal die 120 im Jahr 2001 gemeldeten Fälle im Jahr 2003 auf 86 reduziert werden konnten. Die Anzahl gebissener Kinder ging um einen Drittel zurück und die Bissverletzungen an Gesicht und Kopf um

<sup>3</sup> Verordnung des Bundesrats über die vorzeitige Inkraftsetzung von Artikel 6 Absatz 3 des Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005, vom 12. April 2006.

<sup>4</sup> Verordnung des Bundesrats über die Inkraftsetzung von Bestimmungen der Änderung vom 21. März 2003 des Tierschutzgesetzes, vom 12. April 2006.

<sup>5</sup> Einzusehen auf der Website des Bundesamtes für Veterinärwesen: [www.bvet.admin.ch/tierschutz/00231/00233/00952/index.html?lang=de](http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00231/00233/00952/index.html?lang=de)



mehr als die Hälfte. Nur 10% der gemeldeten Verletzungen gehen auf sog. gefährliche Hunderassen zurück (Pitbull und Rottweiler), während verhältnismässig fast ebenso viele Bisswunden von sog. friedlichen Rassen (Labrador oder Golden Retriever) zugefügt wurden. Der waadtländische Tierschutzverein hat aktiv am Projekt PAM («Prévention des Accidents par Morsure» – Prävention von Bissunfällen) mitgewirkt. Das Programm wurde schulischen Einrichtungen für Kinder von 7 bis 10 Jahren zur Verfügung gestellt<sup>1</sup>.

Der **Kanton Wallis** seinerseits griff zu drastischen Massnahmen:

- In allen Walliser Orten herrscht Leinenzwang
- Am 7. Dezember 2005 hat die Walliser Regierung beschlossen, die Haltung von 12 Hunderassen auf dem Kantonsgebiet zu verbieten. Dieses Verbot ist am 1. Januar 2006 in Kraft getreten. Bei den verbotenen Hunderassen handelt es sich um, den Pitbullterrier, den American Staffordshire Terrier, den Staffordshire Bullterrier, den Bullterrier, den Dobermann, die Argentinische Dogge, den Fila Brasileiro, den Rottweiler, den Mastiff, den Spanischen Mastiff, den Mastino Napoletano und den Tosa. Diese Rassen standen im Kanton Wallis bis anhin auf der Liste der potentiell gefährlichen Hunde und mussten ausserhalb des privaten Bereichs einen Maulkorb tragen und an der Leine geführt werden. Gegen die Verordnung des Walliser Staatsrats wurde eine Beschwerde eingereicht.

Nach dem Drama in Oberglatt, hat der **Kanton Zürich** sofort dringliche Massnahmen ergriffen, die er seither etwas abgeschwächt hat. Hunde von vier gefährlichen Rassen müssen nicht mehr unbedingt einen Maulkorb tragen und an der Leine geführt werden. Seit dem 1. Mai können Besitzer von Pittbullterrier, Staffordshire Terrier, Bullterrier und Staffordshire Bullterrier vom kantonalen Veterinäramt Ausnahmebewilligungen verlangen. Diese Änderung schien der Zürcher Regierung nötig, da Hunde, die zu lange in ihrer Bewegungsfreiheit eingeschränkt werden, aggressiv werden können. Sie wies jedoch darauf hin, dass die Bedingungen, um eine Bewilligung zu erhalten, streng seien, *da der Schutz der Bevölkerung Vorrang haben müsse*. So müssen die Hundebesitzer, die ihre Hunde draussen erneut frei herumlaufen lassen möchten, mindestens 20 Jahre alt und sein und einen festen Wohnsitz haben. Sie dürfen ausserdem keinen Eintrag ins Strafregister haben, müssen über kynologische Kenntnisse verfügen und bescheinigen können, dass ihr Hund nie negativ aufgefallen ist. Die Leinen- und Maulkorbpflicht wurde am vergangenen 16. Dezember direkt nach dem Drama von Oberglatt eingeführt. Der Kanton ist dabei, sein Hundegesetz zu revidieren.

## 2.4 Schlussfolgerungen und Vorschläge

### 2.4.1 Notwendigkeit einer Rechtsgrundlage

#### a) Die Situation in der Schweiz

*Argumentarium der Arbeitsgruppe «Gesetzgebung betr. gefährliche Hunde» des Bundesamtes für Veterinärwesen<sup>2</sup>*

In einer in der Schweiz bei Hausärzten durchgeführten und 1998 veröffentlichten Studie wird die Zahl der Hun-

debisse (ohne Beurteilung des Schweregrades) auf 192 pro 100 000 Einwohner geschätzt<sup>3</sup>.

Gemäss einer 1984 im Kanton Bern durchgeführten Telefonumfrage soll sich die Zahl der Hundebisse auf 1098 pro 100 000 Einwohner belaufen.

Eine Studie von 1996 und 1997 über die Unfallursachen bei Kindern hat jedoch ergeben, dass nur 0,7% der Unfälle auf Hundebisse zurückzuführen sind.

Es wird geschätzt, dass 80% der Beissunfälle von Hunden verursacht werden, die dem Opfer bekannt sind. 60% der Opfer sind Kinder.

Keine wissenschaftliche Studie konnte bisher belegen, dass das Ausmass des Aggressionspotentials eines Hundes von der Rasse abhängig ist; diese Studien zeigen vielmehr, dass das Sozialpotential an die Zuchtlinie gebunden ist. So sollen Hunde also nicht gefährlich sein, weil sie einer Rasse angehören, sondern sie sind es entweder als Individuen oder aus der Situation heraus oder wegen ihrer Zugehörigkeit zu einer bestimmten Zuchtlinie.

Hunde, die Menschen angegriffen haben, stammen aus allen möglichen Rassen und Kreuzungen. Es ist unerlässlich, dass die näheren Umstände eines Unfalles genau abgeklärt werden. So können kleine Hunde im Arm des Halters gegenüber grösseren Hunden aufgrund ihrer hierarchisch erhöhten Stellung Aggressionen auslösen. Versucht der Tierhalter sein Hündchen zu schützen so verschärft er die Lage noch zusätzlich, weil das Hündchen für weitere Aggressionen vorgemerkt ist. So wird oft der grössere Hund als Unruhestifter angesehen.

Die Gefährlichkeit eines Hundes ist natürlich abhängig von seiner Grösse und seinem Gewicht sowie von der Grösse des Hundes im Verhältnis zur Grösse des Opfers. So kann auch ein kleiner Hund für ein Kind gefährlich sein.

Der grösste Teil der gegen Menschen verübten Aggressionen sind in der Physiologie des Hundes begründet; d.h. dass Verhalten des Hundes ist voraussehbar und entspricht seiner Art. Dies bedeutet jedoch nicht, dass aggressives Verhalten toleriert werden kann, im Gegenteil. Die heutige Gesellschaft ist immer weniger bereit, aggressives Verhalten hinzunehmen. Der Hundehalter hat daher die nötigen Vorkehrungen zu treffen, damit sein Hund andere nicht bedroht. Er muss ihn so halten und erziehen, dass er in seiner Umgebung integriert ist.

Andere Risikofaktoren hängen mit krankhaften Verhaltensstörungen zusammen oder damit, dass Hundehalter ungenügende Kenntnisse über das Verhalten der Hunde haben oder Opfer durch ihr furchtsames Verhalten Aggressionen beim Hund auslösen.

Woher kommt also dieses Gefühl der Unsicherheit in der Bevölkerung? Es hängt damit zusammen, dass es Hunde gibt, die zum Angriff auf andere Hunde gezüchtet und ausgebildet werden (Kampfhunde). Artikel 22 Abs. 2 Bst. c des TSchG verbietet Kämpfe zwischen Hunden jedoch<sup>4</sup>. Auch wird in der bei den eidgenössischen Räten

<sup>1</sup> *La Liberté* vom 19. Mai 2004.

<sup>2</sup> Einzusehen auf der Website des Bundesamtes für Veterinärwesen: [www.bvet.admin.ch/tierschutz/00231/00233/00952/index.html?lang=de](http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00231/00233/00952/index.html?lang=de)

<sup>3</sup> Laut der Tageszeitung «*La Liberté*» vom 19. Mai 2004 sollen jährlich über 12 500 Personen, mehrheitlich Kinder, von Hunden gebissen werden; nach einer anderen 2002 veröffentlichten Studie liesse sich diese Zahl versechsfachen, wenn alle Haushaltungsfälle gemeldet würden.

<sup>4</sup> Dieses Verbot wird im neuen TSchG nicht genauso übernommen. Es fällt hingegen unter Artikel 4 Abs. 3, der Handlungen an Tieren, die deren Würde missachten, verbietet.

hängigen Änderung des TSchG ein Zuchtverbot von Tieren mit ausgeprägter Aggressivität empfohlen.

Trotzdem werden Hunde zur Bedrohung von oder zum Angriff auf Menschen gezüchtet: sie werden damit strafrechtlich gesehen zu einer sog. «zweckbedingten Waffe».

Die Medien haben gewissen Hunderassen den Anschein der Unbesiegbarkeit verliehen, wodurch sie bei gewissen Randgruppen in Mode gekommen sind. In diesen Kreisen gehört es zum guten Ton, sich in Begleitung eines Hundes zu befinden, der Aggressivität und Schrecken verbreitet.

Die Bevölkerung ist immer weniger bereit, sich von Hunden beeinträchtigen zu lassen. Spaziergänger, Radfahrer und Jogger wollen sich bei ihren Freizeitbeschäftigungen sicher fühlen und nicht Gefahr laufen, von einem Hund angegriffen zu werden, von den Verschmutzungen durch Hundekot ganz zu schweigen. Der Hund wird in gleichem Masse wie Rollbretter oder Fahrräder auf Gehsteigen als Störfaktor betrachtet. Hier handelt es sich vor allem um eine Problematik im Zusammenhang mit der Ausbildung der Hundehalter aber auch mit dem Zusammenleben von Mensch und Tier. Die Funktion der Hunde in der Gesellschaft, z.B. von Katastrophenhunden, Blindenhunden, Lawinenhunden oder Hunden von Alleinstehenden, darf trotz allem nicht vernachlässigt werden.

### **Die Studie von 2002**

In einer in der Schweiz im Rahmen einer Dissertationsarbeit im Jahr 2002 durchgeführten Studie wurden 667 Bissunfälle, die sich zwischen September 2000 und August 2001 zugetragen hatten und in einer Arztpraxis oder dem Spital behandelt wurden, erfasst. Folgende Feststellungen konnten gemacht werden:

- Bei einem Drittel der Opfer von Bissverletzungen handelte es sich um Kinder.
- Das Risiko eines Kindes, von einem Hund gebissen zu werden, ist zweimal höher als bei einem Erwachsenen.
- Mehr als die Hälfte der gebissenen Personen kannten den Hund schon vor dem Unfall. 24% der Opfer sind von ihrem eigenen Hund gebissen worden, 34% von einem Hund in ihrer Umgebung. Berücksichtigt man nur die schweren Verletzungen, so ist der Anteil an bekannten Hunden noch grösser. Kinder werden öfter von Hunden gebissen, die sie kennen.
- Zu den am häufigsten vertretenen Rassetypen gehören die Schäferhunde (Deutscher Schäfer, Belgischer Schäfer und Hunde, die von ihren Besitzern als Schäfer bezeichnet werden), gefolgt von Labradors, Golden Retriever und Schweizer Sennenhunderassen.
- Bestimmte Rassentypen sind – verglichen mit ihrer Repräsentation in der Schweizer Hundepopulation – übervertreten: es handelt sich hier um Schäferhunde und Rottweiler.

### **Aus dem Angriff vom 1. Dezember 2005 gezogene Lehren**

Am 1. Dezember 2005 wurde ein 6-jähriger Knabe aus Oberglatt (ZH) auf seinem Weg zur Schule von drei Pitbulls angegriffen. Die Rettungskräfte konnten nur noch den Tod des Knaben feststellen.

Dieses Drama hat die Bundesbehörden und die kantonalen Behörden veranlasst, über rasche und effiziente

Präventivmassnahmen nachzudenken. In der Folge hat das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement einen Verordnungsentwurf in die Vernehmlassung gegeben, der ein Verbot, bzw. eine Haltebewilligung für gewisse Rassen vorsah. Obwohl das eidgenössische Parlament die Regierung mit grosser Mehrheit dazu aufgefordert hatte, hart zu bleiben, erachtete es der Bundesrat als richtig, den Entwurf abzuschwächen.

Aus Gründen, die später dargelegt werden, beabsichtigt der Staatsrat, die Verbots- und Bewilligungsmassnahmen zu übernehmen, denen er im Rahmen der Vernehmlassung zugestimmt hatte.

### **b) Stellungnahme des Veterinäramts**

Das Veterinäramt hat in seinem Schreiben vom 30. Oktober 2002 zur Motion Christine Schneuwly/Claudia Cotting Stellung genommen.

Es hält fest, dass es praktisch täglich mit Klagen gegen Besitzer von sog. «gefährlichen» Hunden oder Eingriffen wegen misshandelten Hunden usw. konfrontiert ist.

Es weist darauf hin, dass Kampfhunde zu einer ständig wiederkehrenden Problematik geworden sind.

Es führt die Zielgruppen auf, auf die eine effiziente Prävention ausgerichtet sein sollte.

#### **1. Die Hundehalter**

- erhöhtes Risiko
- Unfälle bei Eingriffen, wenn Hunde miteinander raufen
- oft schwere Verletzungen an den Händen
- der Halter ist oft anwesend, wenn der Hund einen Unbekannten beisst

#### **2. Kinder und ihre Eltern**

- Kinder werden öfter gebissen als Erwachsene
- es handelt sich oft um schlimme Kopfverletzungen
- Kinder werden oft beim Umgang mit Hunden gebissen, da sie ihre Reaktion nicht abschätzen können

#### **3. Züchter**

- Auswahl der Zuchttiere
- Erziehung der Welpen
- Auswahl und Beratung der Käufer

Das Veterinäramt verweist auf die Stellungnahme der Sicherheits- und Justizdirektion vom März 2001, die sie auf eine Intervention des Bundesamts für Veterinärwesen hin verfasst hat und in der sie davon ausging, dass die in der freiburgischen Gesetzgebung vorgesehenen Massnahmen ausreichen, jedoch mit genauen Verpflichtungen zur Unfallverhütung ergänzt werden sollten (Verpflichtung zur Angabe von Charaktereigenschaften des Tieres und seines gewohnten Lebensraums).

Zu den 17 in der Motion enthaltenen Vorschlägen äusserte sich das Amt im Wesentlichen wie folgt:

Es ist der Ansicht, dass die Zuständigkeiten zwischen der Gemeindebehörde, der Kantonspolizei und dem Veterinäramt besser geregelt werden sollten. Es erachtet die Einführung von Massnahmen, wie der Meldepflicht von Aggressionen (Bisswunden, Verletzungen) durch den

Arzt oder Tierarzt mittels eines amtlichen Formulars als unabdingbar. Die Erfassung jedes Hundes erscheint dem Veterinäramt ebenfalls als notwendig und entspricht ausserdem dem Tierseuchengesetz des Bundes. Die Einteilung von Hunden in Risikogruppen findet es jedoch nicht angebracht. Die Erstellung einer Liste von Hunden, die sich «als gefährlich erwiesen haben» erachtet es als gut. Die Bewilligungspflicht für potentiell gefährliche Hunde dürfte jedoch nicht einfach umzusetzen sein. Es dürfte schwierig sein, eine Liste solcher Hunde zu erstellen. Der Kanton Basel, der diese Massnahmen jedoch bereits umgesetzt hat, erachte sie als zufrieden stellend. Gemäss dem Veterinäramt ist die Festlegung eines Mindestalters für die Haltung von Hunden eine gute Sache. Das Amt unterstützt auch die Einführung von Tests, Prüfungen, Kursen usw.

Das Veterinäramt ist hingegen der Ansicht, dass ein genereller Leinenzwang und die Maulkorbtragepflicht in der Öffentlichkeit einer artgerechten Hundehaltung, wie sie im Tierschutzgesetz gefordert wird, widersprechen und führt an, dass solche Massnahmen zu einer Zunahme von Aggressionen im familiären Bereich führen könnten. In gewissen Bereichen des öffentlichen Lebens, wo Mensch und Hund sich auf engem Raum bewegen, sollten die Hunde jedoch an der Leine geführt werden. Innerhalb von Städten sollten jedoch immer Orte vorgesehen werden, in denen sich Hunde frei bewegen können.

#### 2.4.2 Die Wahl der Gesetzesgrundlage

##### a) Vorgehen: Beschränkung auf Hundehaltung

In Anbetracht des Verzugs bei der Revision des TSchG, schien es, wie bereits erwähnt, nicht sinnvoll, eine Totalrevision des Ausführungsgesetzes vorzunehmen. Ebenso sollte eine kantonale Gesetzgebung über die Haustierhaltung gleichzeitig mit dem Ausführungsgesetz zum TSchG verabschiedet werden.

Was die Hundehaltung betrifft, sollten jedoch so schnell wie möglich Massnahmen ergriffen werden.

##### b) Mögliche Lösungen

Folgende drei Lösungen konnten in Betracht gezogen werden:

1. Eine Teilrevision des Ausführungsgesetzes zur Tierschutzgesetzgebung, das mit einem Kapitel 2<sup>bis</sup> «Hundehaltung» zu ergänzen wäre. Der Text würde mit einer Verordnung des Staatsrats vervollständigt.
2. Ein separates Hundehaltungsgesetz, das ebenfalls mit einer Verordnung ergänzt würde.
3. Eine Verordnung des Staatsrats, die nach der Revision des TSchG in das Ausführungsgesetz zur Tierschutzgesetzgebung integriert werden könnte. Zuvor müsste jedoch abgeklärt werden, ob die Regierung über die gesetzlichen Grundlagen für die Verabschiedung eines solchen Textes verfügt.

Die zweite Lösung hat schliesslich überzeugt: Das Thema ist heikel, sowohl was die Untersuchung der Ursachen als auch die Festlegung der Folgen betrifft, und sollte daher separat behandelt und im Parlament diskutiert werden. Würde es ins Ausführungsgesetz zur Tierschutzgesetzgebung aufgenommen, so würde man den Hunden eine Sonderstellung gegenüber den anderen Haustieren, die sich zum Teil auch als gefährlich erwei-

sen können, einräumen. Mit einem solchen Gesetz wird auch den verschiedenen parlamentarischen Vorstössen zum Thema Rechnung getragen.

#### 2.5 Inhalt des Entwurfs

Für welche Form man sich auch entscheidet, der Inhalt des geplanten Textes sollte bereits festgelegt werden.

Bei dem umfangreichen Katalog von Massnahmen, die von den einen vorgeschlagen, von den andern angenommen und von Dritten kritisiert wurden, ist es manchmal schwierig, eine Wahl zu treffen.

Die folgenden Vorschläge im Entwurf wurden angeregt durch:

- Vorschläge in den Motionen Christine Schneuwly/Claudia Cotting, Antje Burri-Escher und Pierre-André Page/Dominique Corminbœuf;
- die Stellungnahme des Veterinäramtes;
- Empfehlungen des Bundesamtes für Veterinärwesen und der von ihm gebildeten Arbeitsgruppen;
- Vorschläge des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements in seinem Verordnungsentwurf vom Januar 2006;
- Verordnungen des Bundesrats vom 12. April 2006;
- Erlasstexte anderer Kantone

#### 2.5.1 Auf den Hund bezogene Massnahmen

##### a) Auf die Rasse bezogene Massnahmen

Im Vorentwurf, der in die Vernehmlassung gegeben worden war, waren keine Massnahmen im Zusammenhang mit der Hunderasse vorgesehen. Als Variante wurde eine Liste von aufgrund ihrer Rasse als gefährlich geltenden Hunden vorgeschlagen. Diese Liste war deshalb lediglich als Variante vorgesehen, weil aus dem Argumentarium der Arbeitsgruppe des Bundesamts für Veterinärwesen vom 21. Dezember 2001<sup>1</sup> hervorging, dass Hunde nicht aufgrund ihrer Rasse gefährlich seien, sondern entweder als Individuen oder aus der Situation heraus oder wegen ihrer Zugehörigkeit zu einer bestimmten Zuchtlinie.

Der Staatsrat gab daher Präventivmassnahmen und auf Problemfälle abzielenden Massnahmen den Vorzug. Diese Massnahmen führen tatsächlich zu positiven und überzeugenden Ergebnissen und dies mit minimalen Mitteln.

Es darf jedoch nicht aus den Augen verloren werden, dass diese Massnahmen erst mittel- bis langfristig zu Ergebnissen führen werden. Das tragische Ereignis vom Dezember 2005 hat jedoch gezeigt, dass es trotz allen Theorien Hundetypen gibt, die gefährlicher sind als alle anderen, nämlich Pitbulls und verwandte Arten. Unter diesen Umständen kann man es sich nicht erlauben abzuwarten, dass die empfohlenen Massnahmen Wirkung zeigen, um das Recht der Bevölkerung auf Sicherheit gegenüber Hunden mittelfristig zu gewährleisten.

Ein Verbot von Hunden des Typs Pitbull dürfte rasch dazu führen, dass diese Hunde vom Kantonsgebiet verschwinden, wodurch kurzfristig die minimalen Sicherheitsziele, die gesetzt werden müssen, erreicht werden. Daher wur-

<sup>1</sup> vgl. Ziff. 2.4.1

den die vom Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement im Januar 2006 vorgeschlagenen Verbote in diesen Entwurf integriert.

Der Staatsrat hat ausserdem beschlossen, einen weiteren Antrag des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements zu übernehmen, nämlich eine Liste von als gefährlich geltenden Hunden zu erstellen und strenge Regeln für deren Haltung festzulegen.

#### **b) Massnahmen im Bezug auf Körpergrösse und Gewicht**

Die Gefährlichkeit eines Hundes hängt zweifellos von seiner Grösse und seinem Gewicht ab. Berücksichtigt man jedoch nur Grösse und Gewicht, würden andere Risikofaktoren vernachlässigt: Impulsivität (Gewicht und Beschleunigung), Morphologie, Grösse des Opfers (ein kleiner Hund kann einem Kind bereits tödliche Bissverletzungen zufügen), Meuteverhalten.

Hinzu kommt, dass die Festlegung von Gewicht und Grösse Probleme bereitet: der Käufer müsste wissen, wie schwer sein Hund wird, bevor er ihn kauft, um den Vorschriften zu genügen. Mischlinge würden ausserdem ein unlösbares Problem darstellen, da es unmöglich ist, die Statur des ausgewachsenen Hundes im Vorhinein zuverlässig festzulegen.

Gezieltere Massnahmen in Form eines Halteverbots in konkreten Situationen scheinen daher effizienter.

#### **c) Massnahmen im Zusammenhang mit dem Geschlecht des Hundes**

Gewisse Studien zeigen, dass männliche, nicht kastrierte Hunde öfters beißen als andere.

Um Massnahmen im Zusammenhang mit dem Geschlecht des Hundes, z.B. die Kastration, breitflächig anzuwenden, sind ergänzende Studien nötig. Ausserdem müssten sie auf Bundesebene angewendet werden, da sie landesweit alle Hunde betreffen müssten. In Anbetracht dessen, dass eine Kastration nur dann wirksam ist, wenn sie vor Eintritt der Pubertät erfolgt, wäre eine rigorose administrative Kontrolle und bedeutende Mittel notwendig, um den Kauf von ausgewachsenen männlichen Hunden zu verhindern.

Die Kastration als gezielte Lösung in konkreten Situationen muss jedoch eine mögliche Lösung bleiben.

#### **d) Massnahmen im Zusammenhang mit «Problemhunden»**

Hunde, die Probleme machen, sind oft bekannt, es wird jedoch nichts dagegen unternommen. Man weiss auch, dass gewisse Opfer von aggressivem Verhalten keine Anzeige einreichen. Ein Hund, der einen Menschen bedroht hat, sollte jedoch geprüft werden, um zu verhindern, dass er tatsächlich angreift. Wir schlagen vor, dass bei streunenden, unführbaren und drohenden Hunden gezielte vorbeugende Massnahmen ergriffen werden und bei schwerwiegenden Fällen Massnahmen in Form einer Meldepflicht eingeführt und Vollmachten an das Veterinäramt übertragen werden.

#### **e) Maulkorb- und Leinenzwang**

Nach einer Studie der Arbeitsgruppe des Bundesamts für Veterinärwesen aus dem Jahr 2000 werden 80% der Beissunfälle von bekannten Hunden verübt<sup>1</sup>.

Auch wenn diese Massnahme einen Teil der Bevölkerung beruhigen würde, so ist ein allgemeiner Maulkorb- und Leinenzwang doch nicht angebracht.

Der Maulkorb- und Leinenzwang würde lediglich einen Rückgang von 20% der Beissunfälle bewirken, selbst wenn er breitflächig eingeführt würde. Ausserdem wäre diese Massnahme mit der Tierschutzgesetzgebung nicht vereinbar, da sie nicht artgerecht ist. Sie könnte sogar dazu führen, dass die Aggressivität des Tiers gesteigert wird. Schliesslich wäre sie für die grosse Mehrheit der problemlosen Hunde unnützlich. Der Maulkorb- und Leinenzwang muss eine gezielte Massnahme für konkrete Situationen bleiben, die die zuständige Behörde nach ihrem Ermessen festlegt.

Der Leinenzwang für Hunde sollte nicht verallgemeinert werden. Dies würde das Aggressionsrisiko erhöhen und entspricht zudem nicht den Bedürfnissen des Hundes. Es sollte unserer Ansicht nach jedoch den Gemeinden überlassen werden, an welchen Orten sie den Leinenzwang einführen wollen.

#### **f) Hundeverbotzonen und Hundefreiräume**

Es gibt bereits Orte (Friedhöfe, Freibäder, Spielplätze), für die die Gemeinden ein generelles Hundeverbot erlassen haben. Es sollte den Gemeinden freigestellt sein, Hundeverbotzonen einzuführen, vorausgesetzt, dass den Hundehaltern auch Hundefreiräume zur Verfügung gestellt werden.

### **2.5.2 Auf den Hundehalter bezogene Massnahmen**

#### **a) Bewilligungspflicht und Halteverbot für bestimmte Hunderassen**

Aus den bereits erwähnten Gründen<sup>2</sup> beabsichtigt der Staatsrat, Hunde des Typs Pitbull zu verbieten, bzw. gewisse Hunderassen der Bewilligungspflicht zu unterstellen. Die Liste der Hunderassen entspricht jener im Verordnungsentwurf des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, der im Januar 2006 in die Vernehmlassung gegeben worden ist<sup>3</sup>.

#### **b) Punktueller Halteverbot**

Wenn ein Hundehalter nachweislich nicht, oder nicht mehr in der Lage ist, die Sicherheit zu gewährleisten und Unfälle zu verhindern oder sich bei der Kontrolle über seinen Hund als nachlässig oder leichtsinnig erweist, so sollte die zuständige Behörde ein vorübergehendes oder definitives Halteverbot aussprechen können. Der erneute Erwerb eines Hundes müsste vom Veterinäramt, das vorgängig prüft, ob der Antragsteller bestimmte Mindestvoraussetzungen für die Haltung des Hundes erfüllt, bewilligt werden.

#### **c) Haltebewilligung**

Eine allgemeine Einführung dieser Massnahme wäre in Anbetracht der Zielsetzung offensichtlich unverhältnismässig: Ihre Umsetzung würde viel gut ausgebildetes Personal, auf die verschiedenen Hundetypen und ihre Charaktereigenschaften ausgerichtete Kurse und eine ständige Kontrolle der Ausbildung erfordern. Ausserdem

<sup>1</sup> Vgl. Ziff. 2.4.1.a.

<sup>2</sup> vgl. Ziff. 3.5.1.a.

<sup>3</sup> vgl. Ziff. 2.4.1.

könnte der Umstand, dass der Hundehalter über die nötigen Fähigkeiten verfügt, nicht verhindern, dass nicht ausgebildete Drittpersonen den Hund vorübergehend in ihrer Obhut haben oder spazieren führen.

Die Halter müssten somit den Nachweis erbringen, dass sie über die nötigen Kenntnisse verfügen, indem sie einen von einem kynologischen Verein organisierten Kurs absolvieren und diesen mit einer kantonalen Prüfung abschliessen. Der mit dieser Massnahme verbundene administrative Aufwand wäre jedoch sehr gross. Ausserdem hängt die Gefährlichkeit eines Hundes, wie bereits erwähnt<sup>1</sup>, nicht unbedingt von seiner Grösse und seinem Gewicht ab. Die im Entwurf vorgesehenen Bewilligungs- und Verbotsmassnahmen für bestimmte Rassen scheinen uns ausreichend.

### **2.5.3 Massnahmen zur Kennzeichnung und Registrierung der Hunde**

#### **a) Massnahmen zur Kennzeichnung**

Dies sind zweifellos die dringendsten und nützlichsten Massnahmen.

Wie bereits ausgeführt, ist im Tierseuchengesetz des Bundes vorgesehen, dass Hunde von nun an gekennzeichnet und in einer Datenbank erfasst werden müssen<sup>2</sup>.

Die Frage stellt sich jedoch nach dem Wie.

In seiner Verordnung vom 23. Juni 2004 hat der Bundesrat dem Mikrochip, auch Transponder genannt, den Vorzug gegeben.

Für sich betrachtet, führt die Kennzeichnungspflicht (mit einem Mikrochip) nicht zu einem Rückgang der Unfälle. In Kombination mit der Erfassung in einer zentralen Datenbank stellt sie jedoch eine ideale Lösung dar um

- den Besitzer schnell zu ermitteln und die «Rückverfolgbarkeit» der Besitzer zu gewährleisten;
- die Überwachung problematischer Hunde zu gewährleisten
- dem Aussetzen von Hunden vorzubeugen
- Statistik zu führen

Was die Wahl zwischen Mikrochip und Tätowierung betrifft, so wurden die Vor- und Nachteile der beiden Lösungen abgewogen.

In Anbetracht der Anforderungen des Bundesrechts geben wir der Kennzeichnung jedes Hundes mit einem Mikrochip den Vorzug.

#### **b) Massnahmen zur Registrierung**

Das Bundesrecht schreibt die Registrierung der Hunde in einer Datenbank vor. Die Kantone sind damit beauftragt<sup>3</sup>.

Es muss festgelegt werden, welches Organ mit der Führung der Datenbank beauftragt wird und welche Daten darin erfasst werden müssen.

#### **Mit der Datenerfassung beauftragtes Organ**

Die Kantone können die bei der Kennzeichnung erhobenen Daten selbst in einer Datenbank erfassen oder eine Institution damit beauftragen<sup>4</sup>.

Das Veterinäramt hat sich für die Verwendung der nationalen Datenbank ausgesprochen. In Anbetracht der Mobilität der Bevölkerung wäre ein ausschliesslich kantonales System nicht sehr effizient und kostspielig. Eine (nationale) zentrale Datenbank würde es dem Veterinäramt ausserdem ermöglichen, den Halter eines gefundenen Hundes schneller ausfindig zu machen<sup>5</sup>. Es gibt bereits eine zentrale Datenbank mit den wichtigsten Mindestdaten. Sie wird geführt von ANIS (ANimal Identity Service AG), einer 1992 gegründeten Aktiengesellschaft, die die endgültige Registrierung gekennzeichnete Tiere gewährleisten will. ANIS leitet die einzige nationale Datenbank der Schweiz und arbeitet eng mit europäischen Gesellschaften zusammen. Sie ist ausserdem Mitglied der europäischen Datenbank «European Pet Network».

Es bleibt dem Staatsrat überlassen, festzulegen, ob er auf eine externe Institution zurückgreifen will oder, falls es sich als vorteilhaft erweisen sollte, eine kantonale Datenbank schaffen will.

#### **Registrierte Daten**

Gemäss Bundesrecht muss eine gewisse Anzahl Daten registriert werden (Rasse, Rassentyp; Abstammung, Tod des Hundes)<sup>6</sup>. Seit kurzem wird auch verlangt, dass der Wechsel des Halters und Adressänderungen des Halters in der Datenbank erfasst werden<sup>7</sup>.

Eine Datenbank ist natürlich nur dann sinnvoll, wenn man jederzeit feststellen kann, wem ein Tier gehört. Hätte der Bundesrat nicht verlangt, dass Halterwechsel, Namens- oder Adressänderungen obligatorisch erfasst werden, wäre die Datenbank nur beschränkt von Nutzen gewesen.

Aus offensichtlichen praktischen Gründen wird die Datenbank auch als Steuerregister für die Erhebung der (kantonalen und kommunalen) Hundesteuer dienen.

#### **Registrierungsverfahren und Datenübermittlung**

Es ist Sache des Staatsrats, das Registrierungsverfahren und die Übermittlung der Daten zu regeln. Es handelt sich hier um vorwiegend praktische Fragen. Ausserdem kann man so von gemachten Erfahrungen profitieren und das System gegebenenfalls anpassen, ohne eine Gesetzesänderung vornehmen zu müssen.

Voraussichtlich wird folgendes Verfahren zur Anwendung kommen:

Der Käufer eines jungen Hundes muss diesen mit einem Mikrochip registrieren lassen. Dazu muss er sich an einen Tierarzt wenden.

Der Tierarzt führt die Kennzeichnungsmassnahmen durch und leitet die Daten anschliessend an die Datenbank weiter.

Wenn der Hund bereits registriert worden ist, aber die Grunddaten ändern (Halte- oder Wohnsitzwechsel, Tod des Tieres), so muss der betreffende Halter die nötigen Anpassungen der Datenbank melden.

Es muss noch festgelegt werden, welche Behörde mit der Nachführung der Daten beauftragt wird. Es scheint sinnvoll, diese Aufgabe den Gemeinden zu übertragen. Schon heute wenden sich die Hundehalter an die Gemeinden,

<sup>1</sup> vgl. Ziff. 3.5.1.b

<sup>2</sup> vgl. Ziff. 3.2.1

<sup>3</sup> Art. 30 TSG; Art. 17 TSV.

<sup>4</sup> Art. 17 Abs. 1 TSV

<sup>5</sup> Vgl. Ziff. 2.5.5.b

<sup>6</sup> Vgl. Ziff. 2.2.1.

<sup>7</sup> Vgl. Ziff. 2.2.1.

die eine Hundesteuer erheben, um ihren Hund für die Erhebung der Hundesteuer zu melden. Diese Neuerung ist ein wertvolles und effizientes Hilfsmittel, sowohl für den Staat, als auch für die Gemeinden.

Auch aufgrund ihrer Nähe zum Bürger und der Tatsache, dass die meisten Gemeinden eine Hundesteuer erheben, eignen sich die Gemeinden am besten, um zu kontrollieren, ob die auf ihrem Gemeindegebiet gehaltenen Hunde registriert worden sind. Die meisten Kantone, die an die Datenbank ANIS angeschlossen sind, gehen im Übrigen nach diesem System vor. Aus diesem Grund sieht das Gesetz vor, dass die Datenbank von den Gemeinden nachgeführt werden muss.

### **Zugang zu und Verwendung der Daten**

Die Datenbank dient verschiedenen Zwecken: Suche nach dem Halter eines gefundenen Hundes, Massnahmen betreffend gefährliche Hunde und Erhebung der Hundesteuer

Es ist daher unabdingbar, dass die verschiedenen für diese Aufgaben zuständigen Behörden, Zugang zu den Daten haben bzw. ihre Daten austauschen können, damit die Datenbank stets auf dem neuesten Stand ist.

### **2.5.4 Vorbeugende Massnahmen**

#### **a) Vorbeugende Massnahmen bei potentiellen Opfern**

Vorbeugende Massnahmen sind unerlässlich, vor allem bei Kindern. Es ist bekannt, dass die Mehrheit der Beissunfälle von bekannten Hunden verursacht wird (in einem Verhältnis von 58% bis 80%)<sup>1</sup>. Man weiss auch, dass ein Grossteil der Opfer Kinder sind. Das heisst, dass vorbeugende Massnahmen bei potentiellen Opfern, vor allem bei Kindern, unbedingt notwendig sind.

Die in bestimmten Kantonen entwickelten Kampagnen sprechen für sich<sup>2</sup>. Man sollte sich daran orientieren.

#### **b) Vorbeugende Massnahmen bei den Ausbildnern**

Das Aggressivitätsproblem beim Hund muss so weit als möglich an den Wurzeln bekämpft werden. Auch wenn man auf eine Haltebewilligung oder einen Ausweis verzichtet, so müssen Dresseure und Ausbildner von Halter und Hund eine angemessene Ausbildung erhalten.

Es bieten sich zwei mögliche Lösungen:

1. Dem Staat den Auftrag zu geben, Ausbildungskurse für Ausbildner, die mit einer Prüfung abgeschlossen werden müssen, zu organisieren. Eine solche Lösung wäre jedoch kostspielig und würde zusätzliches Personal notwendig machen.
2. Der Staat könnte sich darauf beschränken, den Kandidaten durch das Veterinäramt auf seine Kompetenzen prüfen zu lassen und ihm dann eine Bewilligung auszustellen. Dieser Lösung wurde im Entwurf der Vorzug gegeben.

### **2.5.5 Andere Massnahmen**

#### **a) Meldung von Beissunfällen**

Es nützt nichts, Kennzeichnungsinstrumente und eine zentrale Datenbank zu schaffen, wenn gefährliche Hunde der zuständigen Stelle nicht gemeldet werden.

Deshalb müssten die Hundehalter, bzw. Ärzte, Tierärzte, Beamte der öffentlichen Gewalt oder Ausbildner von Hunden, die von einer Bissverletzung Kenntnis haben, alle Hundebisse beim Veterinäramt melden.

Die Gemeinden sollten jedoch die Möglichkeit haben, vorbeugende Massnahmen zu ergreifen, wenn ihnen ein aggressiver Hund, der «noch» niemanden gebissen hat, auf ihrem Gemeindegebiet gemeldet wird. So sollte ihnen die Befugnis erteilt werden, das Opfer und den Hundehalter anzuhören. Anschliessend sollten sie mit dem Hundehalter prüfen, ob besondere Massnahmen gerechtfertigt sind (z.B. Untersuchung durch den Tierarzt, Leinenzwang für gewisse Orte). Wenn die Gemeinde befürchten muss, dass das Verhalten des Hundes eine Gefahr für Personen darstellt, so kann (und muss) sie dies dem Veterinäramt melden. Dieses führt eine Untersuchung durch, bzw. lässt ein Gutachten erstellen und ergreift die Massnahmen, die es als angemessen erachtet. Einige Beispiele dazu finden sich im Gesetzestext.

#### **b) Meldung von streunenden und gefundenen Hunden**

Die Definition des Begriffs «**streunender Hund**» ist heikel.

Gemäss dem Reglement über die Jagd gilt als streunend:

*«a) jeder Hund, der sich ohne seinen Halter mehr als 250 m von dessen Haus entfernt auf freiem Gelände aufhält;*

*b) jeder Hund, der sich im Wald ausserhalb des Blickfeldes seines Halters befindet<sup>3</sup>.»*

Diese Definition könnte übernommen werden, sie scheint jedoch zu streng. Man muss dann davon ausgehen, dass ein Hund streunend ist, wenn er sich langfristig der Kontrolle seiner Halterin oder seines Halters entzieht. Artikel 12 JaR müsste auf jeden Fall dahingehend geändert werden, dass man die Begriffe, die nicht ausschliesslich mit dem Wildschutz zusammenhängen, entfernt. In diesem Zusammenhang sollte die Definition des streunenden Hundes aufgehoben werden.

Die Gemeinde muss versuchen, die Halterin oder den Halter eines streunenden Hundes auf ihrem Gebiet auffindig zu machen. Da gewisse Hundehalter die Angewohnheit haben, ihre Hunde ständig frei herumlaufen zu lassen, sollte sie die Möglichkeit haben, diese zu bestrafen. Falls sie über diese Möglichkeit verfügen möchten, sollten die Gemeinden ein Reglement erlassen.

Bleiben dieses Schritte ohne Ergebnis, so erstattet die Gemeinde dem Veterinäramt Meldung, das seinerseits versuchen muss, den Halter oder Besitzer zu ermitteln. Gegebenenfalls bringt es den Hund im Tierheim unter. Es ist nicht vertretbar, dass Hunde während Wochen herumstreunen und so zu einer ständigen Gefahr für die Bevölkerung werden.

Die Begriffe des **verlorenen** und des **gefundenen Hundes** gehen ihrerseits aus dem Zivilrecht hervor, genauer gesagt aus dem Sachenrecht.

Aus der Sicht des Zivilrechts gilt eine Sache als gefunden, *wenn sie verloren war und sie derjenige, der sie findet, in Besitz nimmt*. Eine Sache gilt als verloren, *wenn*

<sup>1</sup> Vgl. Ziff. 2.4.1

<sup>2</sup> Vgl. Ziff. 2.3

<sup>3</sup> Art. 12 JaR

sie ihrem Halter gegen dessen Willen abhandeln gekommen ist, und sich gegenwärtig in Besitz von niemandem befindet<sup>1</sup>.

So lassen sich die Begriffe «streunender», «verlorener» und «gefundener Hund» besser abgrenzen.

Der Begriff des «streunenden Hundes» hängt von einem faktischen Kriterium ab: der Hund befindet sich nicht mehr unter der Kontrolle seiner Halterin oder seines Halters. Die Begriffe des «verlorenen» und «gefundenen Hundes» beruhen hingegen auf einer rechtlichen Analyse: damit ein Hund als verloren gilt, muss sein Besitzer dessen Besitz verloren haben (im juristischen Sinne). Er gilt als gefundener Hund sobald ihn eine Drittperson in Besitz genommen hat.

Auch wenn sie sehr theoretisch scheinen, so haben diese Unterscheidungen doch ihre Berechtigung. Der kantonale Gesetzgeber muss die Problematik der streunenden Hunde (in der Praxis) regeln und (auf der rechtlichen Ebene) die Bundesgesetzgebung über die gefundenen Tiere anwenden: Das Bundesparlament hat 2002 Artikel 720a des Zivilgesetzbuches verabschiedet, es jedoch unterlassen, diesen Artikel mit den Anforderungen des Tierseuchengesetzes zu koordinieren. In Artikel 720a ZGB ist vorgesehen, dass **wer ein verlorenes Tier findet**, den Eigentümer davon zu benachrichtigen und, wenn er ihn nicht kennt, den Fund anzuzeigen hat. Es ist Sache der Kantone zu bestimmen, wo ein gefundenes Tier angezeigt werden muss.

Gemäss der Kommission des Staatsrats für Rechtsfragen zeigt die Erfahrung, dass die Meldung bei der Polizei beim Fund eines Tieres nicht immer zum gewünschten Sucherfolg führt. *«Nicht in allen Kantonen ist klar geregelt, wo der Fund eines Tieres anzuzeigen ist. Die neue Bestimmung verpflichtet die Kantone, eine Stelle zu bezeichnen, wo Tiere angezeigt werden können, wenn der Tierhalter nicht sofort auffindig gemacht werden kann. Die Kantone können vorsehen, dass verlorene Tiere weiterhin der örtlichen Polizei gemeldet werden. Artikel 720a verpflichtet sie in diesem Falle aber dazu, eine Stelle einzurichten, bei der die eingegangenen Meldungen gesammelt und verarbeitet werden. Im Übrigen ist daran zu erinnern, dass diese Meldestelle nicht unbedingt identisch mit jener Stelle oder jenen Stellen im Kanton sein muss, bei der gefundene Tiere abgegeben werden können»*.<sup>2</sup>

Im Entwurf wird die Meldung gefundener Hunde geregelt, indem das Veterinäramt dazu bestimmt wird, Informationen im Sinne von Artikel 720a des Schweizerischen Zivilgesetzbuches zu sammeln. Da es in dieser Bestimmung um alle gefundenen Tiere geht, sollte eine Vollzugsbestimmung eingeführt werden, in der eine Meldestelle für den ganzen Kanton bezeichnet wird. Aus diesem Grunde wird eine Anpassung des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch vorgeschlagen<sup>3</sup>.

Wird dem Veterinäramt gemeldet, dass ein verlorener Hund gefunden wurde, so versucht es, den Besitzer aus-

findig zu machen. Gelingt ihm dies nicht, so meldet es den Hund der Datenbank, die vom Staatsrat bezeichnet wird.

Die Einführung einer solchen Datenbank ergibt sich nicht aus dem Bundesrecht<sup>4</sup>. Eine Meldung beim Amt wäre jedoch nutzlos, wenn daraufhin keine konkreten Massnahmen zur Auffindung des Besitzers ergriffen würden. Es ist daher sinnvoll, bzw. unabdingbar, auf eine Datenbank zurückgreifen zu können.

Praktisch lassen sich zwei Lösungen in Betracht ziehen:

- die Schaffung einer einfachen kantonalen Datenbank, wie sie bereits von der Kantonspolizei geführt wird;
- der Anschluss an eine zentrale Datenbank für Tiere, wie sie vom Tierschutz des Kantons Zürich vorgeschlagen wird.

Der Staatsrat wird hier eine Wahl treffen müssen.

### c) Obligatorische Haftpflichtversicherung

Diese Massnahme wird vom Bundesamt für Veterinärwesen empfohlen. Im Kanton Genf ist sie im Übrigen schon vor längerer Zeit eingeführt worden.

Es scheint sinnvoll, den Hundhalter zum Abschluss einer Haftpflichtversicherung zu verpflichten, zumal dies auch von Radfahrern, die sicherlich nicht gefährlicher sind als Hunde, verlangt wird.

Die Überprüfung, ob eine Haftpflichtversicherung abgeschlossen worden ist, könnte mit grossem administrativem Aufwand verbunden sein. Dem Staatsrat wird daher die Möglichkeit eingeräumt, eine Kollektivversicherung abzuschliessen, deren Prämie vom Halter bezahlt würde.

Die Einführung einer Versicherung mit einem Bonussystem für besuchte Kurse, eine Massnahme, die von gewissen Vernehmlassungsteilnehmern befürwortet wurde, scheint für einen Kanton allein schwer umsetzbar. Es müsste mit den Versicherungen abgesprochen werden, ob sie mit einem solchen System einverstanden wären. Ein solches Verfahren müsste auf nationaler Ebene eingeleitet werden.

### d) Besteuerung mit Bonussystem

Die ebenfalls im Rahmen der Vernehmlassung vorgeschlagene Idee, den Besuch von Kursen mit einem Steuerbonus zu verbinden ist verlockend.

Der Kanton Wallis hat in seiner Gesetzgebung über die Hundesteuer einen Teilerlass der Steuer vorgesehen für Halter, die bei einem Hundeverein, der der Schweizerischen Kynologischen Gesellschaft angegliedert ist, oder bei einem gleichwertigen Hundeverein einen Sensibilisierungskurs absolviert haben. Der Teilerlass beträgt 20 Franken (10 Franken für die kantonale Steuer und 10 Franken für die Gemeindesteuer) und wird in dem auf den Kurs folgenden Jahr gewährt<sup>5</sup>.

Dieses Vorgehen erfordert jedoch eine Kontrolle durch die Behörden. Ausserdem müsste eine Behörde bezeichnet werden, die die Qualität der Kurse beurteilt. Es müsste festgelegt werden, ob der Halter in regelmässigen

<sup>1</sup> Vgl. Paul-Henri Steinauer, Les droits réels, Tome II, Bern 2002, notes 2085 f. Auch wenn Tiere nicht mehr als Sachen gelten, so gelten für sie dennoch die auf Sachen anwendbaren Vorschriften (Art. 641a des Schweizerischen Zivilgesetzbuches)

<sup>2</sup> BB 2002, S. 4169

<sup>3</sup> Vgl. Art. 58 des Entwurfs

<sup>4</sup> Im Gegensatz zur Datenbank im Rahmen der Kennzeichnung von Hunden, die sich aus Art. 36 TSG, ergibt Vgl. Ziff. 2.5.3.b

<sup>5</sup> Art. 5 des Reglements betreffend die Erhebung der Hundesteuer vom 17. November 2004, SGS 652.100

Abständen Kurse absolvieren muss, und es müsste eine Regelung für ausserhalb des Kantons besuchte Kurse, deren Qualität im Übrigen schwer kontrollierbar wäre, vorgesehen werden.

Der Staatsrat bleibt daher bei seiner ursprünglichen Idee und verzichtet auf diese Lösung.

### e) Verbot gewisser Praktiken

Gewisse Praktiken, die die Aggressivität des Hundes steigern, können nicht toleriert werden. Auch wenn dies schwer zu überprüfen ist, so muss man sie doch verbieten. Diese Massnahme hat zumindest pädagogische Wirkung.

## 3. DIE HUNDESTEUER

### 3.1 Die gegenwärtige Situation

Der Kanton erhebt eine Hundesteuer<sup>1</sup> von 55 Franken pro Jahr. Dazu kommt eine Verwaltungsgebühr von 5 Franken für die rund 16 000 ausgestellten Scheine<sup>2</sup>. Auch die Gemeinden können eine Hundesteuer erheben, müssen dies jedoch in einem Reglement vorsehen<sup>3</sup>.

2005 hat die Kantonssteuer 1 045 125 Franken eingebracht<sup>4</sup>; im Voranschlag für das Rechnungsjahr 2006 hat der Staat Einnahmen von 1 030 000 Franken vorgesehen<sup>5</sup>.

Die Bezahlung der Steuer wird durch einen Schein und eine Kontrollmarke belegt.

Von der Steuerpflicht befreit sind:

- Blindenführerhunde;
- Armeehunde;
- Polizeihunde;
- Lawinhunde;
- Hunde zur Nachsuche von verletzten oder toten Tieren.

### 3.2 Die Notwendigkeit einer Reform

#### 3.2.1 Die Motion Antje Burri-Escher

In ihrer Motion vom 7. Mai 2004 hat Grossrätin Antje Burri-Escher eine Änderung der Gesetzgebung über die Hundesteuer und eine Ausweitung der Steuerbefreiung auf bestimmte Hundekategorien verlangt. Es handelt sich dabei um:

- Hunde aus überlasteten Tierheimen, die von Bürgern aufgenommen werden;
- Hunde, die zu therapeutischen Zwecken erworben werden («Therapiehunde»);
- Hunde, die aus Gründen des Tierschutzes in Heimen untergebracht sind;
- Hunde, die von Artisten oder Schaustellern für berufliche Zwecke dressiert wurden.

<sup>1</sup> Gesetz vom 11. November 1982 betreffend die Hundesteuer (SGF 635.5.1) und Art. 2 und 3 des Beschlusses vom 21. Dezember 1982 betreffend die Hundesteuer (SGF 635.5.11)

<sup>2</sup> Gemäss dem Statistischen Jahrbuch des Kantons Freiburg, Rubrik T16-10, wurden 2002 16 257 Patente ausgestellt.

<sup>3</sup> Art. 23 des Gesetzes vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1)

<sup>4</sup> Verwaltungsrechnung 2005, Position 406.003

<sup>5</sup> Voranschlag 2006, Position 406.003

Diese Vorschläge sind interessant, bevor sie übernommen werden, sollte man sich bei betroffenen Personen und Institutionen (Ärzte, Hundehome) jedoch erkundigen, welche Erfahrungen sie gemacht haben. So liesse sich herausfinden, ob eine Ausweitung der Steuerbefreiung einem tatsächlichen Bedürfnis entspricht.

Wir schlagen daher vor, es dem Staatsrat zu überlassen, festzulegen, ob er weitere Hundegruppen von der Steuer befreien will, sofern es das öffentliche Interesse rechtfertigt.

#### 3.2.2 Überprüfung der kantonalen und kommunalen Besteuerung der Hunde

Der Gesetzgeber, der die geltenden Erlasstexte zur Besteuerung der Hunde durch den Kanton und die Gemeinden festgelegt hat, hat sich zu den Gründen seiner Wahl nicht geäussert.

Die Pflichten, die der Entwurf einerseits und die Aufgabenteilung andererseits dem Staat, bzw. den Gemeinden auferlegten, lassen sich wie folgt in einer Tabelle zusammenfassen.

Aufgaben des Staates		Aufgaben der Gemeinden	
Aufgabe	Gesetzesgrundlage	Aufgabe	Gesetzesgrundlage
Einrichtung und Betreiben einer Datenbank	17	Nachführung der Datenbank	18 Abs. 2
Ausstellung von Haltebewilligungen für bestimmte Rassen	20	Ermittlung der Halter von streunenden Hunden	23 Abs. 1
Kontrolle der Einhaltung des Pitbull-verbots	21	Strafrechtliche Massnahmen bei streunenden Hunden	23 Abs. 2
Schaffung und Betreiben einer Datenbank für gefundene Hunde	22 Abs. 1	Vorbeugende Massnahmen bei gefährlichen Hunden	25
Entgegennahme von Meldungen und Suche nach den Haltern von gefundenen Hunden	22 Abs. 3	Abgrenzung von Hundeverbotzonen	31
Massnahmen betreffend gefundene Hunde	22 Abs. 4	Massnahmen zur Einhaltung der Sauberkeit des öffentlichen Raumes	38
Ermittlung der Halter von streunenden Hunden	24 Abs. 2		
Massnahmen betreffend streunende Hunde	24 Abs. 2		
Entgegennahme von Meldungen zur Nachführung der Liste gefährlicher Hunde	26		
Untersuchung und Gutachten zu gefährlichen Hunden.	27		
Massnahmen im Zusammenhang mit gefährlichen Hunden	28		
Führung einer Liste von gefährlichen Hunden	29		
Massnahmen betreffend Sensibilisierung und Information	30		
Ausstellung von Hundehandspatenten	34		
Anerkennung von Ausbildnern	35		
(ev.) Abschluss einer kollektiven Haftpflichtversicherung	41		
Deckung von Schäden, die von streunenden Hunden verursacht wurden, ev. Abschluss einer Haftpflichtversicherung	43		

In Anbetracht der dem Staat übertragenen Aufgaben ist es absolut gerechtfertigt, dass der Staat weiterhin eine Hundesteuer erhebt.

Die Gemeindesteuer ihrerseits wird ebenfalls nicht in Frage gestellt: Nebst der Tatsache, dass der Entwurf den



Gemeinden für bestimmte Interventionen die Hauptverantwortung überträgt (Art. 18 Abs. 2, 23, 25), muss die Gemeinde auch noch die zahlreichen, unangenehmen von Hunden verursachten «Immissionen» beseitigen. Wir denken hier vor allem an den Hundekot sowie den Bau von Anlagen und Plätzen für Hunde.

### 3.2.3 Die Form

Wir schlagen vor, die beiden Themen «Hundehaltung» und «Hundesteuer» in einem Gesetz zusammenzufassen.

Die beiden Themen hängen zusammen: mit dem Ertrag der Gebühren sollten indirekt die Kosten für die Ausführung der vorgeschlagenen Massnahmen gedeckt werden.

Es scheint auch natürlich, die Fragen im Zusammenhang mit der Hundehaltung in einem Text zu behandeln, ob es sich nun um Verhaltensregeln handelt oder um Steuern, die die Hundehaltung generiert.

## 4. FINANZIERUNG

Mit dem Entwurf wird ein ehrgeiziges Ziel verfolgt. Das allgemeine Ziel, der Schutz von Personen vor aggressiven Hunden, macht die Umsetzung zahlreicher Massnahmen notwendig: Kennzeichnung und Registrierung von Hunden, Meldung gefundener, streunender und gefährlicher Hunde, Schutz- und Präventionsmassnahmen wie die Sensibilisierung der Bevölkerung, Überwachung der Einhaltung der Verpflichtungen von Züchtern und Haltern. Hinzukommt, dass die Deckung der von streunenden Hunden verursachten Schäden, bzw. der Abschluss einer Versicherung, Kosten nach sich ziehen wird, die schwer zu beziffern sind.

Grundsätzlich sollte der Zugriff auf die Datenbank ANIS dem Staat keine zusätzlichen Kosten verursachen. Der erste Halter bezahlt die Registrierungskosten direkt dem Tierarzt, der den Betrag an die Datenbank weiterleitet. Sollte der Staat jedoch verlangen, dass zusätzliche Angaben registriert werden (Begleichung der Steuern, gefährlicher Hund), wird ANIS zusätzliche Kosten verrechnen.

Die Kontrolle der Massnahmen im Zusammenhang mit der Kennzeichnung, der Registrierung und der Meldung von Hunden, die Sensibilisierungskurse an den Schulen und die Interventionen vor Ort werden für das Veterinäramt mit zusätzlicher Arbeit verbunden sein. Die Schaffung einer zusätzlichen Stelle sollte in Betracht gezogen werden. Diese dürfte jedoch nicht ausreichend sein, falls die Bewilligungspflicht und das Verbot gewisser Rassen eingeführt werden. Ausserdem wird man sich mit den Kosten für die Massnahmen im Zusammenhang mit Hunden, «die sich als gefährlich» erwiesen haben konfrontiert sehen. Falls der Staatsrat den Abschluss einer Kollektivhaftpflichtversicherung beschliesst, würden die Kosten dafür vom Hundehalter (in Artikel 41 vorgesehener Fall) und von allen Hundehaltern gemeinsam (in Artikel 43 vorgesehener Fall) getragen.

Es ist jedoch vorgesehen, dass die gesamten, durch die Anwendung des Gesetzes verursachten Kosten von allen Hundehaltern gemeinsam getragen werden.

## 5. ERGEBNIS DES VERNEHMLASSUNGSVERFAHRENS

Im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens gingen zahlreiche Stellungnahmen ein.

Insgesamt wurde der Entwurf äusserst positiv aufgenommen. Die konsultierten Behörden, Körperschaften und Gruppierungen äusserten sich zufrieden darüber, dass die Frage der Hundehaltung und der Sicherheit von Personen gesetzlich geregelt wird.

Im Folgenden werden die verschiedenen Meinungsäusserungen zusammengefasst und inwiefern ihnen Folge gegeben wurde.

5.1 Gewisse Vernehmlassungsteilnehmer verlangten, dass die **Grundsätze des Entwurfs der Bundesverordnung**, die vom Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement im Januar 2006 in die Vernehmlassung gegeben worden war, übernommen werden. Dieser Forderung wurde entsprochen.

5.2 Der Entwurf wurde von gewissen Behörden als **zu locker** und von Tierschutzorganisationen als **zu streng** beurteilt. Der Staatsrat stellt jedoch fest, dass die vorgeschlagenen Massnahmen ausgeglichen und geeignet sind, um sämtliche Schwierigkeiten, die die Hundehaltung im Zusammenhang mit der Sicherheit und der Sauberkeit hervorrufen kann, zu beseitigen. Mit der Haltebewilligung, bzw. dem Halteverbot gewisser Hunderassen erhält der Staat zusätzliche Mittel, um die Wahrung der öffentlichen Ordnung zu gewährleisten.

5.3 Es wurde vorgeschlagen, auf die **Definitionen** im dritten Kapitel des Entwurfs **zu verzichten**. Der Staatsrat erachtet diese Definitionen als äusserst nützlich, zumal sie die Lektüre des Gesetzestextes erleichtern und der Text klarer wird. Er hat sie daher in seinem Entwurf beibehalten.

5.4 Die **Definition des Hundehalters** wurde von gewissen Vernehmlassungsteilnehmern als zu weit empfunden, da sie sowohl die Betreuungspflicht des Hundehalters als auch seine steuerlichen Pflichten umfasst. Erstere betreffen offensichtlich Personen, die ein Tier in ihrer Obhut haben und sei dies auch nur befristet, während letztere den üblichen Halter betreffen. Der Staatsrat schlägt daher vor, zwischen dem Halter «im Allgemeinen» und dem ordentlichen Halter zu unterscheiden. Die im Text enthaltenen Pflichten wurden entsprechend angepasst<sup>1</sup>.

5.5 Der Staatsrat hatte zwei **Definitionen für gefährliche Hunde** vorgeschlagen. Entweder man stuft einen Hund als gefährlich ein, sobald er ein Verhalten an den Tag legt, das einen Eintrag auf der Liste der gefährlichen Hunde rechtfertigt, oder aber man geht davon aus, dass bestimmte Rassen von Natur aus gefährlich sind. Der Staatsrat müsste diese Rassen festlegen und auf eine Liste setzen. Man entschied sich dafür, gewisse Rassen zu verbieten bzw. der Bewilligungspflicht zu unterstellen. Die zweite Variante wird somit gegenstandslos. Rassen, die als gefährlich oder zumindest als Gefahrenquellen eingestuft werden, werden von nun an speziell behandelt. Auf einer Liste gefährlicher Hunde werden ausserdem Hunde jeglicher Rassen erfasst, die in der Praxis ein aggressives Verhalten an den Tag gelegt haben<sup>2</sup>.

5.6 Auch für die **Definition des streunenden Hundes** hatte der Staatsrat zwei Varianten vorgeschlagen.

<sup>1</sup> Vgl. Art. 12 des Entwurfs.

<sup>2</sup> Vgl. Art. 13 und 29 des Entwurfs.

Nach der ersten wird ein Hund dann als streunend erachtet, wenn er sich langfristig der Kontrolle seines Halters entzieht. Gemäss der zweiten Variante wird ein Hund als streunend erachtet, wenn er sich ohne seinen Halter mehr als 250 m von dessen Haus entfernt auf freiem Gelände aufhält oder sich im Wald ausserhalb des Blickfelds seines Halters befindet. Die zweite Variante wurde von zahlreichen Vernehmlassungsteilnehmern als zu streng und als in der Praxis nicht anwendbar betrachtet. Für andere war die erste Variante zu allgemein. Der Staatsrat beabsichtigt jedoch, diese Definition zu übernehmen<sup>1</sup>. Anschliessend muss in Anwendung des gesunden Menschenverstandes zwischen einem streunenden Hund und einem Hund, der sich 250 m von seinem Halter entfernt befindet, jedoch sofort zurückkommt, wenn er von diesem gerufen wird, unterschieden werden.

- 5.7 Das Verfahren und die Zuständigkeiten für die **Registrierung** wurden von gewissen Behörden und Vernehmlassungsteilnehmern als komplex beurteilt. Der Staatsrat schlägt daher vor, den Text zu vereinfachen, indem er die Pflichten im Grundsatz festlegt. Detailfragen werden im Reglement geregelt. So lassen sich gegebenenfalls auch Änderungen, die sich aufgrund gemachter Erfahrungen als nötig erweisen, einfacher anbringen<sup>2</sup>.
- 5.8 Gewisse Stimmen forderten auch, dass der Höchstbetrag für **Bussen, für die Halter von streunenden Hunden oder Hunden, die die Sauberkeit oder die Sicherheit im öffentlichen Raum beeinträchtigen**, auf 1000 Franken anstatt der vorgeschlagenen 500 Franken festgelegt wird. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass ein Höchstbetrag von 500 Franken abschreckend genug ist, dies umso mehr, als die Gemeindebehörde bei jeder erneuten Widerhandlung eine Strafmassnahme ergreifen kann<sup>3</sup>.
- 5.9 Die **den Gemeinden übertragenen Aufgaben zur Prävention im Bereich gefährliche Hunde** wurden von gewissen Gemeinwesen als zu umfangreich erachtet<sup>4</sup>. Dies ist jedoch nicht der Fall: die Gemeinden haben lediglich den Auftrag, das Opfer anzuhören und mit dem Halter zu prüfen, ob besondere Massnahmen ergriffen werden müssen. Aufgrund ihrer Nähe sind sie am besten geeignet, diese Aufgabe wahrzunehmen. Ist das Verhalten des Hundes jedoch so gefährlich, dass die Personensicherheit gefährdet ist, kann die Gemeinde natürlich auch direkt vom Veterinäramt Hilfe anfordern.
- 5.10 Es wurde auch vorgeschlagen, dass **die Opfer von Angriffen von Hunden gesetzlich verpflichtet werden, den Fall der Behörde zu melden**. Der Staatsrat ist gegen eine solche Vorschrift. Es ist schwer vorstellbar, dass ein Opfer bestraft wird, weil es beispielsweise aus Angst vor Repressalien davon abgesehen hat, das Vorkommnis dem Veterinäramt zu melden. Eine Verpflichtung, deren Missachtung nicht bestraft wird, bleibt jedoch unbeachtet. Diese Aufgabe kommt jenen Personen zu, die im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeit von einer Aggression

Kenntnis erhalten, also Ärzten, Tierärzten, Polizeibeamten, Hundeausbildnern<sup>5</sup>.

- 5.11 Des Weiteren wurde der Vorschlag gemacht, die **Massnahmen**, die das Veterinäramt gegenüber einem **gefährlichen Hund** ergreifen kann, auszuweiten: Prüfung der Kenntnisse des Hundehalters, Verhaltenstests für den Hund, Verpflichtung, eine Therapie vorzunehmen. Die im Entwurf vorgeschlagenen Massnahmen reichen nach Ansicht des Staatsrats jedoch vollkommen aus, damit das Veterinäramt die Situation und die Fähigkeiten des Hundehalters einschätzen und beurteilen kann, mit welchen Massnahmen Abhilfe geschafft werden kann<sup>6</sup>.
- 5.12 In seinem Vorentwurf hatte der Staatsrat vorgeschlagen, dass das Veterinäramt auf Anfrage der Direktion für Erziehung **Sensibilisierungskurse** in den Primarschulen organisiert. Diese Neuerung wurde gut aufgenommen. Gewisse Vernehmlassungsteilnehmer sprachen sich dafür aus, dass sie auch auf betagte Personen ausgeweitet werde. Der Text sieht dies jedoch bereits vor. Andere befürchteten, dass so ein bereits stark ausgelastetes Schulprogramm überlastet würde. Hier kann der Staatsrat beruhigen: die besagten Kurse würden nur einmal während der Schulzeit über eine kurze Periode hinweg erteilt. Es scheint unerlässlich, dass die Kinder, die in erster Linie Opfer von Hunden werden, für das Verhalten, dass sie einem aggressiven Tier gegenüber an den Tag legen müssen, sensibilisiert werden<sup>7</sup>.
- 5.13 Gewisse Behörden haben sich vehement für einen **systematischen Leinen- und/oder Maulkorbzwang** eingesetzt. Eine solche Verallgemeinerung dürfte jedoch das Gegenteil des angestrebten Zieles bewirken, da dadurch die Aggressivität des Tieres gesteigert würde<sup>8</sup>. Der Kanton Zürich hat im Übrigen die Massnahmen, die er nach dem Drama in Oberglatt notfallmässig eingeführt hatte und die den Leinen- und Maulkorbzwang für vier Hunderassen vorsahen, gelockert<sup>9</sup>. Der Vorschlag, dass die Gemeinden Zonen festlegen können, in denen Hunde an der Leine geführt werden müssen, bzw. Zonen, die für Hunde verboten sind, scheint verhältnismässig und respektiert die Gemeindeautonomie<sup>10</sup>.
- 5.14 Mehrere Vernehmlassungsteilnehmer haben sich für **eine systematische Prüfung für Hundehalter** oder die Schaffung einer Schule für Hundehalter ausgesprochen. Aus den bereits im Vorentwurf erwähnten Gründen erachtet der Staatsrat diese Massnahmen als wenig effizient und kostspielig<sup>11</sup> und schlägt vor, darauf zu verzichten.
- 5.15 Mehrere Gemeinden haben den Wunsch nach einer gesetzlichen Bestimmung geäussert, die es ihnen erlaubt, die **Sauberkeit im öffentlichen Raum** zu gewährleisten. Zahlreiche Gemeinwesen verfügen bereits über ein Polizeireglement, das diese Frage behandelt. Da der Staatsrat jedoch ein Gesetz vorlegen will, das alle Fragen im Zusammenhang mit der

<sup>1</sup> Vgl. Art. 14 des Entwurfs.

<sup>2</sup> Vgl. Art. 17 und 18 des Entwurfs.

<sup>3</sup> Vgl. Art. 23 und 38 des Entwurfs.

<sup>4</sup> Vgl. Art. 25 und 26 des Entwurfs.

<sup>5</sup> Vgl. Art. 26 Abs. 1 des Entwurfs.

<sup>6</sup> Vgl. Art. 28 Abs. 1 des Entwurfs.

<sup>7</sup> Vgl. Art. 30 des Entwurfs.

<sup>8</sup> Vgl. Ziff. 2.5.1.e.

<sup>9</sup> Vgl. Ziff. 2.3.

<sup>10</sup> Vgl. Art. 31 des Entwurfs.

<sup>11</sup> Vgl. Ziff. 2.5.2.c.

Hundehaltung beantwortet, sah er sich veranlasst, eine klare rechtliche Grundlage in seinen Entwurf aufzunehmen. Aus denselben Gründen wollte er auch den Einfluss von Hunden auf die Landwirtschaft regeln<sup>1</sup>.

- 5.16 Der Schaffung einer **obligatorischen Haftpflichtversicherung** fand praktisch uneingeschränkte Zustimmung. Es wurde jedoch vorgeschlagen, die im Vorentwurf vorgeschlagenen Beträge (100 000 Franken für Personenschäden und 10 000 Franken für Sachschäden) auf 1 Million Franken zu erhöhen. Die Finanzdirektion hat den Markt ausgelotet und sich an mehrere Versicherungsunternehmen gewandt, um sich zu erkundigen, ob sie bereit wären, einen Vertrag abzuschliessen, der die Haftpflicht für streunende Hunde, deren Halter nicht ermittelt werden kann, bzw. für nicht versicherte Hunde abdeckt. Die Prämie pro Hund wäre in der Grössenordnung von 3 bis 5 Franken. Wenn eine allgemeine Deckung ausgehandelt werden müsste, wäre die Prämie vom Risiko abhängig aber auch von der Versicherungsdeckung. In diesem Zusammenhang muss dafür gesorgt werden, dass die Prämien nicht unverhältnismässige Ausgaben verursachen, zumal eine solche Versicherung gegenwärtig fehlt. Aus diesen Gründen möchte der Staatsrat, dass es ihm überlassen wird, in einem Reglement die Versicherungsdeckung festzulegen, die ihm am günstigsten erscheint. Diese Lösung hätte ausserdem den Vorteil, dass der Staatsrat die Versicherungsdeckung anpassen könnte, wenn die Prämien zu hoch werden. Ebenso könnte er auch den Selbstbehalt festlegen, der eine Anhäufung der Bagatellfälle verhindern soll. Was die Deckung von Schäden betrifft, die von streunenden oder nicht versicherten Hunden verursacht werden, so möchte der Staatsrat darauf hinweisen, dass diese Massnahme subsidiären Charakter hat. Er schlägt daher vor, dass nur Personenschäden, nicht aber Sachschäden entschädigt werden. Es sei auch daran erinnert, dass die Prämien der Kollektivversicherung von den Hundehaltern getragen werden (vgl. Art. 46 Abs. 3).

- 5.17 Niemand hat die Legitimität der **Hundesteuer** in Frage gestellt. Es wurde der Vorschlag gemacht, die Hundesteuer für die Kosten, die aufgrund der neuen Massnahmen im Gesetz entstehen, zu verwenden. Der Staatsrat ist gegen eine solche Zuweisung der Hundesteuer, zumal die Kosten für die Aufgaben von einem Jahr zum nächsten und von einer Gemeinde zur andern variieren können. Ausserdem werden die Massnahmen im Zusammenhang mit der Kontrolle, der Bewilligung und dem Verbot in einer ersten Phase höhere Kosten generieren, die sich jedoch nach und nach stabilisieren werden.

Gewisse Gemeinden möchten, dass das Verfahren für das Einkassieren der Steuer genauer ausgeführt wird. Nach Ansicht des Staatsrats ist diese Frage nicht von solcher Bedeutung, dass sie in einem Gesetzestext geregelt werden müsste. Es ist vorzuziehen, sie im Ausführungsreglement zu behandeln. So liesse sich ein Verfahren, dass sich als unangemessen erweist, auch einfacher abändern.

## 6. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS AUF DIE AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN STAAT UND GEMEINDEN

Ein Entwurf, in dem es um einen Bereich geht, der bis anhin noch nicht geregelt war, überträgt dem Staat und den Gemeinden neue Aufgaben, die in obiger Tabelle aufgeführt sind<sup>2</sup>.

## 7. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT, VEREINBARKEIT MIT DEM BUNDESRECHT UND MIT DEM EUROPARECHT

### 7.1 Verfassungsmässigkeit

Der Entwurf entspricht der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, die in ihrem Artikel 76 Abs. 1 vorsieht, dass der Staat und die Gemeinden die öffentliche Ordnung und die Sicherheit unter Wahrung der Grundrechte gewährleisten.

### 7.2 Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht

Mit dem Entwurf wird namentlich der Vollzug des Bundesrechts über den Tierschutz und die Tierseuchen gewährleistet, insofern als es die Hunde betrifft. Die Vereinbarkeit mit den Anforderungen des Bundesrechts ist gegeben.

Was die gefährlichen Hunde betrifft, so hat es der Bundesrat am 12. April 2006 den Kantonen überlassen, die nötigen Bestimmungen zu verabschieden.

### 7.3 Vereinbarkeit mit dem Europarecht

Das Europäische Gemeinschaftsrecht enthält keine Erlasse, die den gefährlichen Hunden gewidmet sind.

Hingegen hat die Europäische Union Massnahmen über die Verbringung von Heimtieren (Hunde, Katzen, Frettchen) zu anderen als Handelszwecken verabschiedet, um die Veterinärbedingungen zwischen den Mitgliedstaaten zu vereinheitlichen und die Gesundheit von Mensch und Tier bei solchen Transporten, namentlich im Hinblick auf die Tollwut, zu gewährleisten. Seit dem 3. Juli 2004 müssen Fleisch fressende Heimtiere (Hunde, Katzen, Frettchen) die neuen Veterinärbedingungen erfüllen, um in die EU verbracht werden zu können. Zu diesen gehören auch die Kennzeichnung mit einer Tätowierung oder einem Mikrochip. Ab 2011 ist der Mikrochip in allen Ländern der europäischen Union obligatorisch.

Der Entwurf regelt die Veterinärbedingungen für die Verbringung und den Verkehr von Hunden nicht. Insofern als er jedoch vorsieht, dass jedes Tier gekennzeichnet sein muss, richtet er sich nach den Anforderungen der EU.

## B. BESONDERER TEIL Kommentar

### Artikel 1

Gegenstand dieses Gesetzes ist nebst den Massnahmen gegen Angriffe von Hunden auch die vom Bundesgesetz

<sup>1</sup> Vgl. Ziff. 38 und 39 des Entwurfs.

<sup>2</sup> Vgl. Ziff. 3.2.2.

geforderte Regelung des Kennzeichnungsverfahrens für Hunde und die Pflichten der Hundehalter. Da der Staatsrat beabsichtigt, alle Fragen im Zusammenhang mit der Hundehaltung zu regeln, behandelt das Gesetz auch die Hundesteuer.

### Artikel 2

Hauptzweck dieses Gesetzes ist es, die Bevölkerung vor Angriffen von Hunden zu schützen. Dazu führt das Gesetz angemessene Massnahmen ein, wie z.B. die Kennzeichnung, die Registrierung und die Meldung sowie Pflichten für Züchter und Halter.

Eine weitere Zielsetzung dieses Gesetzes besteht darin, die Haltebedingungen für Hunde zu regeln, sei dies im Rahmen der Zucht oder der Ausbildung der Hunde.

Die Behörden sollten auch über eine gesetzliche Grundlage verfügen, um die Sicherheit und die Sauberkeit im öffentlichen Raum zu gewährleisten.

Auch die Auswirkungen von Hunden auf die Landwirtschaft und insbesondere die Nutztiere darf nicht banalisiert werden: *Neospora caninum* ist ein mikroskopisch kleiner Parasit der Familie der Kokzidien. Er wird durch Hundekot auf das Rindvieh übertragen, was folgende Auswirkungen hat:

- Latente, lebenslange Infizierung, meistens ohne Symptome. 80 bis 100% der normal ausgetragenen Kälber von infizierten Kühen sind ihrerseits infiziert und bleiben dies lebenslang.
- Spontane Aborte (10 bis 20% der Aborte von Kühen landesweit) meistens ohne Vorzeichen ab dem 3 bis zum 5 oder 6 Trächtighkeitsmonat. Die Kühe erholen sich meistens schnell; 5% verwerfen mehr als einmal.
- Bei bis zu zwei Monate alten Kälbern können Symptome sichtbar werden wie verschiedene Nervenerkrankungen, Schwäche, Sterblichkeit. Verlangsamtes Wachstum und später geringere Milchproduktion möglich.

### Artikel 3–8

In diesem Kapitel werden die Zuständigkeiten der Behörden definiert, die für den Vollzug des Gesetzes verantwortlich sind. Aufgrund der verschiedenen Aufgaben, sind zahlreiche Behörden betroffen:

- der Staatsrat;
- die für das Veterinärwesen zuständige Direktion (heute: die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft);
- die für die Gemeinden zuständige Direktion (heute: die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft);
- die für die Finanzen zuständige Direktion (heute: die Finanzdirektion);
- das für das Veterinärwesen zuständige Amt (heute: das Veterinäramt);
- die Gemeinden.

Aufgrund seiner Fachkompetenz, der Kenntnisse des Gebiets und seiner Erfahrungen scheint das für das Veterinärwesen zuständige Amt am besten für den Vollzug geeignet. Die Besteuerung bleibt im Kompetenzbereich der Direktion, die für die Finanzen zuständig ist. Auch den

Gemeinden werden bestimmte Aufgaben übertragen. Die für das Veterinärwesen zuständige Direktion verfügt über eine Allgemein- und Restzuständigkeit, d.h. sie nimmt alle Aufgaben wahr, die nicht ausdrücklich einer anderen Behörde übertragen sind.

### Artikel 9–15

Zum besseren Verständnis des Gesetzes sind ein paar Definitionen nötig.

Um zu bestimmen, wer **Halter** eines Hundes ist, überprüft man, wer den Hund vorübergehend oder auf Dauer betreut. Der Besitz des Tieres rückt in den Hintergrund, da der Hund oft von mehreren Personen betreut wird. Der tatsächliche Halter des Hundes trägt ab jetzt die Verantwortung bei Unfällen. Gewisse Pflichten muss jedoch nur der ordentliche Halter erfüllen. Es handelt sich hier um die Registrierung (Art. 17 und 18), den Abschluss einer Haftpflichtversicherung (Art. 40), steuerliche Pflichten (Art. 46). Daher die spezifische Definition.

Die schwierigste Definition ist zweifellos jene des **gefährlichen Hundes**.

In seinem Vorentwurf hatte der Staatsrat zwei Varianten vorgeschlagen: Entweder man erstellt eine Liste von Hunden, die sich tatsächlich als gefährlich erwiesen haben, d.h. Hunde, die schon jemanden gebissen haben, oder wegen denen aufgrund eines Verdachts auf Aggressivität Meldung erstattet wurde, oder man fügt dieser Kategorie eine Liste von Hunden hinzu, die aufgrund von abstrakten Kriterien als gefährlich eingestuft wurden.

Im ersten Fall wird ein Hund als gefährlich erachtet, sobald ihn das zuständige Amt aufgrund einer Meldung auf eine Liste gesetzt hat. Im zweiten Fall hätte der Staatsrat eine Liste von Hunden, die von Natur aus als gefährlich eingestuft werden, erlassen müssen. Zu dieser wären noch Hunde mit Schutzausbildung und natürlich auch Hunde, die bereits Personen oder Tiere angegriffen haben hinzugekommen.

Da nun beschlossen wurde, die Haltung von gewissen «potenziell gefährlichen» Rassen einem Verbot, bzw. der Bewilligungspflicht zu unterstellen (Art. 20 und 21), wird die zweite Variante gegenstandslos. Als gefährlich werden somit Hunde erachtet, deren Verhalten ihnen eine Eintragung auf der in Artikel 29 vorgesehenen Liste (Hunde, die sich «als gefährlich erwiesen haben») eingebracht hat.

Wann gilt ein Hund als **streunend**?

Da sie zu streng und schwer anwendbar ist, hat der Staatsrat beschlossen, die Definition aus dem Jagdreglement nicht zu übernehmen<sup>1</sup>. Er schlägt daher ein umfassenderes, abstrakteres Kriterium vor: es genügt, dass sich der Hund langfristig der Kontrolle seiner Halterin oder seines Halters entzieht. Die Praxis und der gesunde Menschenverstand bestimmen, wann davon ausgegangen werden kann, dass ein Hund sich langfristig der Kontrolle seines Halters entzieht.

Die Definition des verlorenen und gefundene Hundes (Art. 15) lässt sich dadurch rechtfertigen, dass die Kantone verpflichtet wurden, eine Dienststelle mit der Erfassung von entsprechenden Informationen zu beauftragen (vgl. Art. 22)<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> vgl. Ziff. 2.1, 2.5.5.b und 5.6.

<sup>2</sup> vgl. Ziff. 2.5.5.b

## Artikel 16

Das Bundesrecht verlangt von nun an, dass jeder Hund gekennzeichnet wird<sup>1</sup>. Artikel 16 sorgt dafür.

Um den Text verständlicher zu gestalten, hätte man die Anforderungen des Bundes auch vollumfänglich übernehmen können.

Um jedoch zu verhindern, dass eine Änderung des Bundesgesetzes auch eine Änderung des kantonalen Gesetzes nötig macht, schlagen wir vor, dem Staatsrat die Zuständigkeit für die Festlegung der Kennzeichnungsmodalitäten zu übertragen.

## Artikel 17–19

Auch die Registrierungspflicht der Hunde ergibt sich aus dem Bundesrecht<sup>2</sup>.

Der Staatsrat wird dafür zuständig sein, das Registrierungsverfahren und insbesondere die Betreibermodalitäten der Datenbank im Einzelnen festzulegen.

Die Tierärzte, die die Kennzeichnung vornehmen, bzw. die Gemeinden sind gehalten, zweckdienliche Angaben an die Datenbank weiterzuleiten. In erster Linie sind für die Mitteilung dieser Angaben jedoch die Halter zuständig. Die Nachführung wird von den Gemeinden vorgenommen. Aufgrund der Nähe ist es für sie einfacher zu überprüfen, ob alle Halter erfasst sind, vor allem, da die meisten von ihnen eine Hundesteuer erheben.

Es ist äusserst wichtig, dass die mit der Kennzeichnung, der Nachführung der Daten und der Ausführung des Gesetzes beauftragten Organe Zugang zu den Daten haben und ihre eigenen Informationen austauschen können. Dies umso mehr, als die Datenbank auch als Steuerregister dienen wird. Die notwendige gesetzliche Grundlage für diese Nutzung und den Austausch ist somit geschaffen (Art. 19).

## Artikel 20

Es wurde ein Liste mit Hunden erstellt, bei der man sich nach den Gesetzgebungen verschiedener Kantone richtete. Die Haltung dieser Hunde untersteht besonderen Bedingungen zu den Wesensmerkmalen des Hundes und der Fähigkeit des Halters, sich um den Hund zu kümmern. Es könnte gegebenenfalls kynologischen Gesellschaften übertragen werden, die Überprüfung dieser Fähigkeit vorzunehmen. Nach Ablauf der Übergangsfrist können Bewilligungen nur für Hunde erteilt werden, die über einen von einem Schweizer Rassehunde-Klub anerkannten Stammbaum verfügen. Der Rassehunde-Klub muss seinerseits vom Veterinäramt anerkannt sein. Dieses Bewilligungsverfahren macht eine vorgängige Untersuchung erforderlich und ermöglicht es, die nötigen Massnahmen anzuordnen. Die Bewilligungen sind Verfügungsverfügungen, die mit Beschwerde angefochten werden können.

## Artikel 21

In gewissen Kreisen wird der Pitbull auch heute noch für den Kampf gezüchtet (Gameness) oder aber er ist ein Statussymbol geworden für Personen, die ihn auf unverantwortliche Weise halten. Es handelt sich um eine von der

Fédération Cynologique Internationale (FCI) nicht anerkannte Rasse. Seine Zucht ist somit schwer kontrollierbar, was ein Verbot dieser Hundart weitgehend rechtfertigt. Das Verbot gilt auch für Hunde aus Kreuzungen mit Pitbulls oder mit einem Hund nach Artikel 20, da bei Mischlingen in der Regel erhöhte Aggressivität erwartet werden kann. Ausserdem könnte das Pitbullverbot wenn nötig leicht umgangen werden. Die Einführung solcher Hunde in den Kanton ist strikt verboten, auch wenn es sich nur um einen vorübergehenden Aufenthalt handelt. Die einzige Ausnahme bildet die befristete Verbringung von Hunden, die aus einer Kreuzung mit einem Hund stammen, der Bewilligungspflicht nach Art. 20 untersteht. Für Hunde, die zu diesen Rassen gehören und über einen Stammbaum verfügen, gelten die Bedingungen nach Artikel 20.

## Artikel 22

Artikel 720a des Schweizerischen Zivilgesetzbuches verpflichtet die Kantone dazu, eine Stelle damit zu beauftragen, Meldungen betreffend verlorene Tiere entgegenzunehmen<sup>3</sup>.

Es liegt nahe, dass das Amt, das auch für die Ausführung der Massnahmen im Zusammenhang mit der Hundekontrolle zuständig ist (insbesondere der Erfassung streunender Hunde und der Suche nach ihren Haltern), auch mit der Wahrnehmung der in Artikel 720a ZGB vorgesehenen Aufgabe beauftragt wird.

Bei der Meldung eines verlorenen Tieres führt das Veterinäramt die erforderlichen Recherchen durch, um seinen Besitzer zu finden. Gelingt ihm dies nicht, so meldet es den Fund der Datenbank, deren Form vom Staatsrat festgelegt werden wird. Er kann entweder auf das vom Zürcher Tierschutz vorgeschlagene System zurückgreifen oder selbst eine (kleine) kantonale Datenbank errichten.

## Artikel 23 und 24

Die Plage der streunenden Hunde muss ausgemerzt werden.

Die Suche nach ihren Haltern erfolgt in zwei Phasen:

In einer ersten Phase unternimmt die Gemeinde die üblichen Schritte. Wenn sie mit einer Person zu tun hat, die ihren Hund oft streunen lässt, sollte sie diese bestrafen können. Zu diesem Zweck verabschiedet sie ein Reglement.

Die Gemeinden müssen die dafür zuständige Stelle aus ihren Kreisen bestimmen. Aus diesem Grunde wird im Entwurf darauf verzichtet «den Gemeinderat» oder ein anderes Organ zu bezeichnen.

Führen diese Schritte nicht zum Ziel, so ist das Veterinäramt in einer zweiten Phase dafür zuständig, Meldungen entgegenzunehmen und entsprechende Massnahmen zu treffen. Zu diesem Zweck verfügt es über weitreichende Kompetenzen: es kann den Hund in einem Tierheim platzieren oder auch die Tötung des Hundes anordnen, sollte sich dieser als gefährlich erweisen. Artikel 24 bildet auch die Gesetzesgrundlage für die Deckung der für die staatlichen Stellen entstehenden Kosten.

<sup>1</sup> vgl. Ziff. 2.5.3.a

<sup>2</sup> vgl. Ziff. 2.5.3.b

<sup>3</sup> vgl. Ziff. 2.5.5.b

### **Artikel 25**

Es kann vorkommen, dass bei einem Hund ein Verdacht auf aggressives Verhalten besteht, auch wenn er (noch) niemanden gebissen hat.

In einem solchen Falle sind die Gemeinden selbst am besten in der Lage, angemessene Präventivmassnahmen zu ergreifen: sie können sich mit dem Opfer, demgegenüber sich der Hund aggressiv verhalten hat, unterhalten und auch mit dem Hundehalter sprechen und zusammen mit ihm effiziente Massnahmen beschliessen (z.B. den Besuche eines Hundeausbildungskurses oder eine Untersuchung des Hundes durch den Tierarzt).

Wenn der Hundehalter die Zusammenarbeit verweigert und die Gemeinde befürchten muss, dass Personen gefährdet werden könnten, so kann sie dies dem Veterinäramt melden. Das Veterinäramt nimmt, wie im Falle einer Bissverletzung, eine Untersuchung vor, bzw. erstellt ein Gutachten des Hundes und ergreift wenn nötig die erforderlichen Schutzmassnahmen.

### **Artikel 26**

Ein Hund, der jemanden gebissen hat oder bei dem ein Verdacht auf aggressives Verhalten vorliegt, sollte dem Veterinäramt gemeldet werden, das dann entsprechende Massnahmen ergreifen kann.

Die Liste der Gemeinwesen und Personen, die Meldung erstatten müssen, ist vollständig: Es handelt sich hier nicht nur um die Besitzer und Halter des Hundes, sondern auch um die Gemeinde, um Ärzte, Tierärzte und Polizeibeamte, die Zeuge einer Bissverletzung oder von gefährlichem Verhalten eines Hundes geworden sind. Der Bevölkerung und Opfern von Hundebissen steht es natürlich frei, ebenfalls Meldung zu erstatten.

Diese Bestimmung geht weiter als die Verordnung des Bundesrats vom 12. April 2006, die vorschreibt, dass nur Fälle, in denen ein Hund Tiere oder Menschen erheblich verletzt hat oder Anzeichen eines übermässigen Aggressionsverhaltens aufweist gemeldet werden müssen. Das Bundesrecht schreibt den Kantonen lediglich vor, im Falle einer Meldung die «erforderlichen Massnahmen» anzuordnen<sup>1</sup>.

### **Artikel 27–29**

Die Kennzeichnung und die Registrierung von Hunden sowie die Meldung von gefährlichen Hunden sind zwar notwendige Präventivmassnahmen, sie reichen jedoch nicht aus.

Sie müssen durch angemessene Schutzmassnahmen ergänzt werden.

Als Erstes muss das Veterinäramt eine Untersuchung durchführen, bzw. ein Gutachten über einen Hund erstellen, der jemanden verletzt hat.

Dann verfügt das Amt über die Kompetenz, sämtliche Massnahmen zu ergreifen, die ihm für den Fall, über den es zu entscheiden hat, angemessen erscheinen. Die Liste der vorgeschlagenen Massnahmen ist nicht vollständig. Es sei hier vor allem auf die Möglichkeit hingewiesen, jemandem zu verbieten, einen Hund zu halten. Mit der weiten Definition in Artikel 12 lässt sich auch vermeiden,

dass die betreffende Person in Versuchung gerät, das Verbot zu umgehen, indem sie über eine Drittperson einen Hund erwerben lässt.

### **Artikel 30**

Die Erfahrung zeigt, dass Kinder für Hundebisse besonders anfällig sind.

Um sie zu sensibilisieren, veranstaltet das Veterinäramt – entweder selbst oder über Institutionen – auf Anfrage der betreffenden Direktion Kurse in den Primarschulen.

Das Amt sorgt auch dafür, dass die Bevölkerung, vor allem betagte Personen, Informationen zu denselben Themen erhalten.

### **Artikel 31**

Gegenwärtig sind Hundezonen und Hundeverbotzonen noch in keiner Gesetzesgrundlage festgelegt, obwohl dies einem Bedürfnis entspricht. Artikel 31 schafft hier Abhilfe.

Ebenso können Gemeinden für gewisse Zonen vorschreiben können, dass Hunde an der Leine geführt werden müssen.

Die Zuständigkeit in diesem Bereich wird den Gemeinden übertragen. Eine Gemeinde darf ein Leinenobligatorium jedoch nicht für das ganze Gemeindegebiet vorsehen. Dies würde gegen die Anforderungen der Gesetzgebung über den Tierschutz verstossen und Hunde noch aggressiver machen, hätte also die gegenteilige Wirkung.

### **Artikel 32**

Personen, die mit Hunden handeln oder beim Kauf vermitteln, können zu einer effizienten Prävention beitragen. Aus diesem Grunde wird von ihnen verlangt zu prüfen, unter welchen Bedingungen der Hund gehalten wird und ob der potentielle Käufer auf den ersten Blick über die nötigen Fähigkeiten verfügt. Man kann natürlich nicht verlangen, dass sie weitergehende Nachforschungen anstellen. Sollten sie jedoch feststellen, dass die Veräusserung des Hundes negative Konsequenzen für das Tier oder die Sicherheit der Bevölkerung haben könnte, so müssen sie sich weigern, es zu verkaufen. Es handelt sich hier nicht um eine übermässige Verantwortung.

Es ist ausserdem äusserst wichtig, den Handel mit in schlechten Bedingungen gehaltenen Tieren aufzudecken. Eine schlechte Haltung – z.B. in einem Keller ohne Licht – kann zu Aggressivität führen.

### **Artikel 33**

Die Erziehung eines Hundes beginnt bei seinem ersten Besitzer. Dabei handelt es sich oft um den Züchter. Das Gesetz erinnert den Züchter daran, dass er sich an die Gesetzgebung über den Tierschutz zu halten hat.

Die Zielsetzungen der Selektion und der Zucht, wie sie in der Verordnung des Bundesrats vom 12. April 2006 vorgeschrieben sind, sind im Gesetz verankert<sup>2</sup>. Das Veterinäramt kann die nötigen Kontrollen bei der Zucht durchführen oder durchführen lassen.

<sup>1</sup> Art. 34a und 34b TSchV; vgl. Ziff. 2.2.1.

<sup>2</sup> Art. 30a TSchV; vgl. Ziff. 2.2.1.

### Artikel 34

In dieser Bestimmung geht es um Personen, die mit Hunden handeln. Sie basiert auf der Bundesgesetzgebung zu diesem Thema.

*Erste Feststellung: Für den Handel mit Kleintieren bedarf man eines kantonalen Patents<sup>1</sup>.*

Gegenwärtig ist die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft für die Ausstellung von «Hundehandelspatenten» zuständig. Dies ergibt sich aus Artikel 6 des Beschlusses vom 21. Dezember 1982 betreffend die Hundesteuer<sup>2</sup>. Im Entwurf wird die Zuständigkeit für die Ausstellung dieses Patents endgültig geregelt und der Direktion übertragen. Das AGTschG wird entsprechend geändert.

*Zweite Feststellung: Eine Ausnahme bilden die Inhaber eines Viehhandelspatents.*

Ein Viehhandelspatent dient als Bewilligung, Viehhandel im Sinne von Artikel 34 Abs. 1 TSV zu betreiben<sup>3</sup>.

*Dritte Feststellung: Die in der Tierschutzgesetzgebung verwendete Terminologie des «Handels» muss mit der Handelstätigkeit, um die es im Vorentwurf geht, übereinstimmen.*

Es ist wichtig, dass die Begriffe in den Gesetzgebungen zu einander nahe stehenden Bereichen gleich definiert sind (vgl. Art. 10).

### Artikel 35

Hundeerzieher wird man nicht von einem Tag auf den anderen. Das Vertrauen der Hundebesitzer will verdient sein und lässt sich durch eine solide Grundausbildung erwerben. Das Veterinäramt ist damit beauftragt, eine Liste anerkannter Erzieher zu führen, bei denen gewährleistet ist, dass sie über eine angemessene Ausbildung verfügen.

### Artikel 36

Artikel 36 Abs. 1 hat didaktische Bedeutung. Er weist darauf hin, dass der Hundehalter die Anforderungen des Tierschutzes erfüllen muss.

Die Pflichten des Halters beschränken sich jedoch nicht nur darauf. Er muss auch die Sicherheit von Personen gewährleisten, indem er sein Tier jederzeit unter Kontrolle hat. Andernfalls muss er den Hund an die Leine nehmen oder verhindern, dass er die unmittelbare Umgebung seiner Wohnung verlässt.

### Artikel 37

Mit dieser Bestimmung werden Praktiken verboten, die einzig zum Zweck haben, die Aggressivität eines Hundes zu steigern. Diese Bestimmung zielt nicht auf das Aner-

ziehen von Reaktionen bei Wachhunden ab, sondern das Bestreben, dem Hund absichtlich ein ausschliesslich aggressives Verhalten anzuerziehen.

### Artikel 38

Hundeexkremente sind lästig für Fussgänger und können Futter (auch schon in kleinen Mengen) für den Verzehr unbrauchbar machen. Ausserdem ist deren Beseitigung mit hohen Kosten verbunden. Mehrere Gemeinden haben den Wunsch nach einer gesetzlichen Grundlage geäussert, die es ihnen ermöglicht, in Reglementen die erforderlichen Bestimmungen zur Gewährleistung der Sauberkeit und der Sicherheit im öffentlichen Raum zu erlassen und Widerhandlungen strafrechtlich zu verfolgen.

### Artikel 39

Die Auswirkungen von Hunden auf die landwirtschaftliche Tätigkeit wurden weiter oben beschrieben. Die Hundehalter müssen für diese verkannte Problematik sensibilisiert werden und Verantwortungsbewusstsein entwickeln.

### Artikel 40–44

Aus den oben erwähnten Gründen sollte jeder Hundebesitzer oder -halter eine Haftpflichtversicherung abschliessen. Damit kontrolliert werden kann, ob eine solche Versicherung abgeschlossen worden ist, ist vorgesehen, dass die Kontrollmarke, die belegt, dass die Hundesteuer bezahlt wurde, nur gegen einen Versicherungsnachweis ausgehändigt wird, es sei denn, der Staat hat eine Kollektivhaftpflichtversicherung abgeschlossen (daher der Vorbehalt in Artikel 41).

Wenn ein streunender Hund, dessen Halter nicht auffindig gemacht werden konnte, einen Schaden verursacht, ist es richtig, dass das Opfer entschädigt wird<sup>4</sup>. Es ist vorgesehen, dass der Staat den Schaden abdeckt, wie das auch bei Wildschäden der Fall ist<sup>5</sup>. Dem Staat werden somit die Rechte des Opfers gegenüber dem Hundehalter übertragen. Zur Deckung des Risikos kann er eine Haftpflichtversicherung abschliessen. In diesem Falle scheint es nur natürlich, dass alle Hundehalter gemeinsam für die Kosten dieser Versicherungspolice aufkommen, wie das z.B. auch Fahrzeughalter für Schäden durch unbekannte oder nicht versicherte Fahrzeuge tun (über den Garantiefonds, der von allen Haftpflichtversicherern gemeinsam finanziert wird)<sup>6</sup>. Der Staat schreitet jedoch nur subsidiär ein, d.h. wenn die Leistungen der Sozialversicherungen (namentlich die Unfallversicherung) nicht genügen. Der Staatsrat muss die Befugnis erhalten, entscheiden zu können, ob der Abschluss solcher Policen angebracht ist, bzw. die Deckung vorschreiben können, damit man in einem angemessenen finanziellen Rahmen bleibt.

### Artikel 45

Die Widerhandlung gegen eine Bestimmung des Gesetzes wird als Übertretung betrachtet und mit Haft oder Busse bestraft.

<sup>1</sup> Artikel 8 Abs. 1 TschG schreibt vor, dass der gewerbmässige Handel mit Tieren einer kantonalen Bewilligung bedarf und gemäss Artikel 45 TschV ist eine Bewilligung für den gewerbmässigen Handel auch für Kleintiermärkte nötig. Gemäss Artikel 8 des Ausführungsgesetzes vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (SGF 725.1; AGTschG), erteilt das Veterinäramt Bewilligungen für den Handel mit Tieren, inklusive Hunde (Art. 9 AGTschG).

<sup>2</sup> SGF 635.5.11, Art. 6 ist wie folgt formuliert «Hundezüchter oder -händler, welche im Besitze eines Kleinviehhandelspatentes sind, erwerben einen einzigen Schein, welches auch immer die Anzahl der gehaltenen Hunde ist».

<sup>3</sup> Für den Viehhandel im Sinne von Artikel 34 Abs. 2 TSV ist jedoch keine Bewilligung nötig.

<sup>4</sup> Es kann nicht über das Opferhilfegesetz des Bundes entschädigt werden

<sup>5</sup> Vgl. Art. 33 und 34 JaG

<sup>6</sup> Vgl. Art. 76 des Strassenverkehrsgesetzes vom 19. Dezember 1958 (SR 741.01; SVG)

#### **Artikel 46–50**

Der Staat erhebt schon seit mehreren Jahren eine Hundesteuer und wird dies auch weiterhin tun. Diese Steuer darf jedoch nicht mehr als 200 Franken betragen. Mit einem höheren Betrag würde man riskieren, Personen aus ärmeren Verhältnissen vom Recht, einen Hund zu halten, auszuschliessen, zumal zur kantonalen Steuer oft noch eine Gemeindesteuer hinzukommt.

Die Entrichtung der Steuer ist nicht an den Besitz des Hundes gebunden; wenn die Person, die den Hund für gewöhnlich hält, im Kanton wohnhaft ist, muss sie die Steuer bezahlen.

Die Fälle von Steuerbefreiung entsprechen jenen im geltenden Gesetz. Vorbehalten bleiben andere Fälle, die der Staatsrat vorsehen kann, z.B. für Hunde, die aus einem Tierheim aufgenommen werden, Therapiehunde usw. In diesen Fällen hängt die Steuerbefreiung davon ab, ob ein öffentliches Interesse besteht, d.h. ob sie unabdingbar sind für die Gesundheit oder ob sie von kulturellem Interesse sind.

Händler, die ihr Patent gemäss Artikel 34 erworben haben, zahlen nur eine Pauschalsteuer, die nach den Modalitäten in der Interkantonalen Übereinkunft über den Viehhandel berechnet wird (also aufgrund des durchschnittlichen Tierverkehrs). Dazu kommt eine Verwaltungsgebühr (Art. 47).

#### **Artikel 51–54**

Die Gemeinden haben bereits das Recht, eine Hundesteuer zu erheben<sup>1</sup>. In Anbetracht der ihnen übertragenen Aufgaben, die in obiger Tabelle beschrieben sind, wird der Grundsatz dieser Steuer nicht in Frage gestellt. Die für die kantonale Steuer vorgesehenen Fälle der Steuerbefreiung gelten auch für die Gemeindesteuer. Die Ge-

meinden können jedoch keine degressive oder progressive Steuer entsprechend der Anzahl Hunde eines Halters vorsehen. Ein solches System wäre gegen das Prinzip der Gleichbehandlung.

#### **Artikel 57**

Die Übergangsfristen werden entsprechend der Dringlichkeit gestaffelt, um einer Anpassungszeit Rechnung zu tragen. Wenn Hunde nicht gemeldet sind, so müssen die zuständigen Behörden die in Artikel 45 vorgesehenen strafrechtlichen Normen anwenden.

#### **Artikel 58 und 59**

Aus den erwähnten Gründen<sup>2</sup> müssen die entsprechenden Bestimmungen des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch geändert werden.

Mit diesem Entwurf sollen alle Fragen im Zusammenhang mit der Hundehaltung durch Privatpersonen geregelt werden. Auch die Verhaltensregeln werden darin beschrieben. Artikel 14 des Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch, der gewissen Verhaltensweisen Einhalt gebietet, ist somit teilweise gegenstandslos geworden und wird daher entsprechend geändert<sup>3</sup>.

### **C. SCHLUSSFOLGERUNG**

Wir laden Sie ein, diesen Entwurf eines Gesetzes über die Hundehaltung anzunehmen.

<sup>1</sup> Vgl. Art. 23 des Gesetzes vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1)

<sup>2</sup> Vgl. Ziff. 2.5.5.b.

<sup>3</sup> Dieses Gesetz wird gerade einer Totalrevision unterzogen. Gegenwärtig übernimmt der Vorentwurf den Text von Artikel 14 nicht, er sieht vor, dass mit Busse bestraft wird, wer nicht die geeigneten Massnahmen trifft, damit die Bewohner nicht durch Schreie von in seiner Obhut stehenden Tieren belästigt werden.



## Loi

du

### sur la détention des chiens (LDCh)

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 9 mars 1978 sur la protection des animaux (LPA);

Vu la loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur les épizooties (LFE);

Vu le message du Conseil d'Etat du 27 juin 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### CHAPITRE PREMIER

##### Dispositions générales

###### Art. 1 Objet

La présente loi a pour objet:

- a) d'instaurer des mesures contre les agressions canines;
- b) de définir la procédure d'identification des chiens;
- c) de déterminer les obligations liées à l'élevage, au commerce et à la détention de chiens;
- d) de régler l'imposition des chiens dont les détenteurs ou detentrices sont domiciliés dans le canton;
- e) d'exécuter la législation fédérale sur la protection des animaux et la législation fédérale sur les épizooties dans la mesure où elles concernent les chiens.

## Gesetz

vom

### über die Hundehaltung (HHG)

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Tierschutzgesetz des Bundes vom 9. März 1978 (TSchG);

gestützt auf das Tierseuchengesetz vom 1. Juli 1966 (LFE);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 27. Juni 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### 1. KAPITEL

##### Allgemeine Bestimmungen

###### Art. 1 Gegenstand

Dieses Gesetz regelt:

- a) Massnahmen gegen Angriffe von Hunden;
- b) das Kennzeichnungsverfahren für Hunde;
- c) die Pflichten im Zusammenhang mit der Zucht, dem Handel und der Haltung von Hunden;
- d) die Besteuerung der Hunde, deren Halterinnen und Halter im Kantonsgebiet wohnhaft sind;
- e) die Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Tierschutz und der Bundesgesetzgebung über die Tierseuchen, soweit sie die Hunde betreffen.

## **Art. 2** Buts

La présente loi a pour buts:

- a) de protéger les personnes des agressions canines par des mesures préventives et répressives;
- b) de régir les conditions d'élevage, d'éducation et de détention des chiens, en vue de garantir le bien-être de ces derniers;
- c) d'assurer la sécurité et la salubrité publiques, de même que le respect de l'environnement, des cultures agricoles, des animaux de rente, des animaux de compagnie, de la faune et de la flore sauvages ainsi que des biens.

## **CHAPITRE II**

### **Organisation**

#### **Art. 3** Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat adopte les dispositions d'exécution de la présente loi et remplit les autres tâches qui lui sont expressément attribuées par la loi.

#### **Art. 4** Direction en charge des affaires vétérinaires

La Direction en charge des affaires vétérinaires (ci-après: la Direction) exerce la surveillance de la présente loi et toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à une autre autorité ou unité administrative.

#### **Art. 5** Direction en charge des communes

La Direction en charge des communes approuve les règlements communaux sur les chiens.

#### **Art. 6** Direction en charge des finances

La Direction en charge des finances est chargée de l'imposition des chiens sur le plan cantonal.

#### **Art. 7** Service vétérinaire

<sup>1</sup> Le service en charge des affaires vétérinaires (ci-après: le Service) est l'unité administrative chargée des questions relatives à la détention des chiens.

## **Art. 2** Zweck

Dieses Gesetz bezweckt:

- a) Personen durch vorbeugende und repressive Massnahmen vor Angriffen von Hunden zu schützen;
- b) die Bedingungen für die Zucht, die Erziehung und die Haltung von Hunden im Hinblick auf deren Wohlergehen zu regeln;
- c) die Sicherheit und die Sauberkeit in der Öffentlichkeit, die Rücksicht auf die Umwelt, die landwirtschaftlichen Kulturen, die Nutztiere, die Haustiere, auf freilebende Tiere und Pflanzen und die Güter zu gewährleisten.

## **2. KAPITEL**

### **Organisation**

#### **Art. 3** Staatsrat

Der Staatsrat erlässt die Vollzugsbestimmungen zu diesem Gesetz und nimmt die übrigen Aufgaben wahr, die ihm vom Gesetz ausdrücklich übertragen werden.

#### **Art. 4** Die für das Veterinärwesen zuständige Direktion

Die für das Veterinärwesen zuständige Direktion (die Direktion) übt die Aufsicht über dieses Gesetz und alle Befugnisse aus, die nicht einer anderen Behörde oder Verwaltungseinheit übertragen sind.

#### **Art. 5** Die für die Gemeinden zuständige Direktion

Die für die Gemeinden zuständige Direktion genehmigt die Gemeindereglemente über die Hunde.

#### **Art. 6** Die für die Finanzen zuständige Direktion

Die für die Finanzen zuständige Direktion ist für die Besteuerung der Hunde auf kantonaler Ebene zuständig.

#### **Art. 7** Veterinäramt

<sup>1</sup> Das für das Veterinärwesen zuständige Amt (das Amt) ist die Verwaltungseinheit, die für Fragen im Zusammenhang mit der Hundehaltung zuständig ist.

<sup>2</sup> Il exécute les tâches qui lui sont conférées par la présente loi ou qui lui sont déléguées. Il est notamment à la disposition des personnes qui détiennent des chiens, des victimes et des communes pour prodiguer des conseils; il recueille les plaintes et les signalements de morsures ou de suspicion d'agressivité et prend les mesures de protection prévues par la présente loi.

<sup>3</sup> Le Service est l'autorité désignée pour recueillir les annonces de chiens trouvés au sens de l'article 720a du code civil suisse.

#### **Art. 8** Communes

Les communes sont notamment chargées de prendre les mesures de prévention contre les chiens dangereux. Elles sont également responsables de la salubrité publique sur leur territoire.

### **CHAPITRE III**

#### **Définitions**

#### **Art. 9** Elevage

Est considérée comme élevage toute production de chiens, que cette production soit ou non volontaire, qu'elle ait ou non un but lucratif, qu'elle soit le fait de particuliers ou d'éleveurs et éleveuses professionnels.

#### **Art. 10** Commerce

Par commerce, il faut entendre les achats, ventes et échanges professionnels ainsi que le courtage de chiens. Font exception les institutions reconnues d'utilité publique chargées du placement de chiens.

#### **Art. 11** Educateur et éducatrice

Est considérée comme éducateur ou éducatrice toute personne qui, à quelque titre que ce soit, prodigue aux détenteurs et détentrices de chiens conseils ou assistance en matière d'éducation et de comportement.

#### **Art. 12** Détenteur et détentrice

<sup>1</sup> Est considérée comme détenteur ou détentrice toute personne chargée, temporairement ou durablement, de la garde d'un chien.

<sup>2</sup> Est considéré comme détenteur ou détentrice habituel-le la personne qui possède effectivement et durablement le pouvoir de disposer et la garde du chien.

<sup>2</sup> Es führt die Aufgaben aus, die ihm durch dieses Gesetz übertragen oder an es delegiert werden. Es steht namentlich Hundehalterinnen und -halter sowie Opfern und Gemeinden für Beratungen zur Verfügung. Es nimmt Beschwerden und Meldungen über Bissverletzungen oder über möglicherweise aggressive Hunde entgegen und ergreift die im Gesetz vorgesehenen Schutzmassnahmen.

<sup>3</sup> Das Amt nimmt die Meldungen über gefundene Tiere im Sinne von Artikel 720a des Schweizerischen Zivilgesetzbuches entgegen.

#### **Art. 8** Gemeinden

Die Gemeinden sind namentlich damit beauftragt, die vorbeugenden Massnahmen gegen gefährliche Hunde zu ergreifen. Auf ihrem Gebiet sind sie ausserdem für die Sauberkeit im öffentlichen Raum verantwortlich.

### **3. KAPITEL**

#### **Begriffe**

#### **Art. 9** Zucht

Als Zucht gilt jegliches Erzeugen von Hunden, ob dies mit Absicht geschieht oder nicht, gewinnorientiert ist oder nicht oder durch Privatpersonen oder professionelle Züchterinnen oder Züchter erfolgt.

#### **Art. 10** Handel

Als Handel gilt der gewerbsmässige An- und Verkauf, der gewerbsmässige Tausch und die Vermittlung von Hunden. Eine Ausnahme bilden die als gemeinnützig anerkannten Institutionen, die mit der Platzierung von Hunden beauftragt sind.

#### **Art. 11** Ausbilderinnen und Ausbilder

Als Hundeausbilderinnen oder -ausbilder gelten Personen, die Hundehalterinnen und -halter im Bereich Erziehung und Verhalten unterstützen und beraten.

#### **Art. 12** Halterinnen und Halter

<sup>1</sup> Als Halterinnen und Halter gelten Personen, die einen Hund vorübergehend oder ständig in ihrer Obhut haben.

<sup>2</sup> Als ordentliche Halterin oder ordentlicher Halter gilt die Person, die tatsächlich und ständig die Verfügungsgewalt und die Obhut über den Hund innehat.

#### **Art. 13** Chien dangereux

Est considéré comme dangereux le chien qui figure ou doit figurer sur la liste des chiens dangereux au sens de l'article 29.

#### **Art. 14** Chien errant

Est considéré comme chien errant le chien qui échappe durablement à la maîtrise de la personne qui le détient.

#### **Art. 15** Chien perdu et trouvé

<sup>1</sup> Est considéré comme perdu le chien dont le ou la propriétaire a été dessaisi-e sans sa volonté et qui n'est actuellement en la possession de personne.

<sup>2</sup> Est considéré comme trouvé le chien perdu qui est en la possession de la personne qui l'a trouvé.

### **CHAPITRE IV**

#### **Police des chiens**

##### **1. Identification et enregistrement**

#### **Art. 16** Identification

<sup>1</sup> Tout chien doit être identifié au moyen d'une puce électronique au plus tard trois mois après sa naissance et dans tous les cas avant d'être cédé par le détenteur ou la détentrice chez qui il est né.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat détermine les données qui doivent être relevées ainsi que la procédure d'identification.

<sup>3</sup> L'exploitant ou l'exploitante de la banque de données destinée à l'enregistrement des chiens délivre la pièce d'identité du chien au détenteur ou à la détentrice habituel-le de l'animal.

#### **Art. 17** Enregistrement

##### a) Banque de données

<sup>1</sup> Une banque de données recense les chiens dont les détenteurs ou détentrices habituels sont domiciliés dans le canton. Le Conseil d'Etat peut créer une banque de données cantonale ou confier cette tâche à une institution.

<sup>2</sup> La banque de données sert également de registre fiscal en vue de la perception des impôts cantonal et communal sur les chiens.

#### **Art. 13** Gefährliche Hunde

Als gefährlich gelten Hunde, die auf der Liste der gefährlichen Hunde im Sinne von Artikel 29 stehen oder stehen müssen.

#### **Art. 14** Streunende Hunde

Als streunend gelten Hunde, die sich langfristig der Kontrolle ihrer Halterin oder ihres Halters entziehen.

#### **Art. 15** Verlorene und gefundene Hunde

<sup>1</sup> Als verloren gelten Hunde, die ihren Halterinnen oder Haltern gegen deren Willen abhanden gekommen sind und die sich gegenwärtig in niemandes Besitz befinden.

<sup>2</sup> Als gefunden gilt ein verlorener Hund, wenn er im Besitz der Person ist, die ihn gefunden hat.

### **4. KAPITEL**

#### **Hundekontrolle**

##### **1. Kennzeichnung und Registrierung**

#### **Art. 16** Kennzeichnung

<sup>1</sup> Jeder Hund muss mit einem Mikrochip gekennzeichnet werden. Dies muss spätestens 3 Monate nach seiner Geburt, auf jeden Fall aber bevor er von der Halterin oder vom Halter, bei der er geboren wurde, weggegeben wird, geschehen.

<sup>2</sup> Der Staatsrat legt das Kennzeichnungsverfahren und die Daten, die erhoben werden müssen, fest.

<sup>3</sup> Die Betreiberin oder der Betreiber der mit der Registrierung der Hunde beauftragten Datenbank gibt der ordentlichen Halterin oder dem ordentlichen Halter des Tieres den Hunderausweis ab.

#### **Art. 17** Registrierung

##### a) Datenbank

<sup>1</sup> Alle Hunde, deren ordentliche Halterin oder ordentlicher Halter im Kanton wohnhaft ist, werden in einer Datenbank erfasst. Der Staatsrat kann eine kantonale Datenbank errichten oder diese Aufgabe einer Institution übertragen.

<sup>2</sup> Die Datenbank dient auch als Steuerregister für die Erhebung der kantonalen und der kommunalen Hundesteuer.

**Art. 18** b) Contenu des données et procédure d'enregistrement

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat détermine le contenu de la banque de données et la procédure d'enregistrement ainsi que les personnes ou autorités chargées de l'enregistrement.

<sup>2</sup> Les communes sont chargées de la tenue à jour de la banque de données.

**Art. 19** c) Accès aux données

<sup>1</sup> La Direction, la Direction en charge des finances, le Service, la Police cantonale et les communes sont autorisées à accéder à ces données et à les utiliser. Elles échangent leurs propres données de façon que la banque de données soit tenue constamment à jour.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat règle l'accès aux données et leur utilisation.

## 2. Autorisation et interdiction de détention

**Art. 20** Autorisation de détention

<sup>1</sup> Quiconque souhaite élever, détenir, utiliser ou importer un chien d'une des races déterminées par le Conseil d'Etat doit en demander l'autorisation. Une autorisation n'est pas requise lorsqu'un tel chien est introduit sur le territoire du canton pour un séjour temporaire.

<sup>2</sup> La demande doit être déposée auprès du Service au moins trente jours avant la survenance d'un des cas visés à l'alinéa 1 ou la naissance du chien.

<sup>3</sup> Le Service délivre une autorisation si:

- a) la personne qui en fait la demande est âgée de 20 ans au moins, apporte la preuve qu'elle a les connaissances nécessaires concernant la détention des chiens et la manière de les traiter et jouit d'une bonne réputation;
- b) le certificat d'ascendance du chien est reconnu par un club suisse de race reconnu par le Service.

<sup>4</sup> Le Service peut assortir l'autorisation de charges concernant la formation du requérant ou de la requérante et l'éducation du chien et fixer des exigences relatives à la détention.

<sup>5</sup> Le Service peut accorder des dérogations à l'alinéa 3 let. b si un chien est importé à l'occasion d'un déménagement.

**Art. 18** b) Inhalt der Daten und Registrierungsverfahren

<sup>1</sup> Der Staatsrat legt den Inhalt der Datenbank und das Registrierungsverfahren sowie die Personen oder Behörden, die mit der Registrierung beauftragt sind, fest.

<sup>2</sup> Die Gemeinden sind mit der Nachführung der Datenbank beauftragt.

**Art. 19** c) Zugriff auf die Daten

<sup>1</sup> Die Direktion, die für die Finanzen zuständige Direktion, das Amt, die Kantonspolizei und die Gemeinden sind berechtigt, die Daten einzusehen und zu verwenden. Sie tauschen ihre Daten miteinander aus, damit die Datenbank immer auf dem neuesten Stand ist.

<sup>2</sup> Der Staatsrat regelt den Zugriff auf die Daten und deren Verwendung.

## 2. Haltebewilligung und -verbot

**Art. 20** Haltebewilligung

<sup>1</sup> Wer einen Hund einer vom Staatsrat bezeichneten Rasse züchten, halten, verwenden oder einführen will, benötigt eine Bewilligung. Davon ausgenommen ist das vorübergehende Verbringen in das Kantonsgebiet.

<sup>2</sup> Das Gesuch muss beim Amt mindestens 30 Tage vor der Aufnahme einer Tätigkeit nach Absatz 1 oder der Geburt des Hundes eingereicht werden.

<sup>3</sup> Das Amt erteilt die Bewilligung, wenn:

- a) die Gesuchstellerin oder der Gesuchsteller mindestens 20 Jahre alt ist, den Nachweis erbringt, dass sie oder er die erforderlichen Kenntnisse über die Haltung dieser Hunde und den Umgang mit ihnen hat und über einen einwandfreien Leumund verfügt;
- b) der Abstammungsausweis des Hundes von einem vom Amt anerkannten schweizerischen Rassehunde-Klub anerkannt ist.

<sup>4</sup> Das Amt kann an die Bewilligung Auflagen an die Ausbildung der Hundehalterin oder des -halters und an die Erziehung des Hundes knüpfen und Anforderungen an die Haltung festlegen.

<sup>5</sup> Das Amt kann Abweichungen von Absatz 3 Bst. b genehmigen, wenn ein Hund im Rahmen einer Übersiedlung in den Kanton eingeführt wird.

### **Art. 21** Interdiction de détention

<sup>1</sup> Il est interdit d'élever, de détenir, d'utiliser, de céder, de transmettre, d'introduire sur le territoire du canton et de commercialiser les chiens des groupes suivants:

- a) les chiens de type pitbull;
- b) les chiens issus de croisement avec des chiens de type pitbull;
- c) les chiens issus de croisement avec des chiens figurant dans la liste arrêtée par le Conseil d'Etat en application de l'article 20 al. 1.

<sup>2</sup> Il est permis d'introduire sur le territoire du canton les chiens visés à l'alinéa 1 let. c pour un séjour temporaire.

### **3. Signalement et mesures de protection**

#### **Art. 22** Chien trouvé

<sup>1</sup> La personne qui trouve un chien perdu doit en informer le détenteur ou la détentrice ou, à défaut, le Service. Si la police recueille des informations relatives à un chien perdu, elle en informe sans délai le Service.

<sup>2</sup> Le Service en recherche le détenteur ou la détentrice. Au besoin, il annonce la perte ou la découverte du chien à l'exploitant ou l'exploitante de la banque de données désignée à cet effet par le Conseil d'Etat.

<sup>3</sup> Le Service peut ordonner la mise en fourrière; si la saisie ou la mise en fourrière présente un sérieux danger pour les personnes ou se révèle impossible, il peut ordonner que le chien soit abattu.

<sup>4</sup> Les frais d'intervention du Service et de la force publique ainsi que les frais de saisie et de mise en fourrière sont mis à la charge du détenteur ou de la détentrice du chien.

#### **Art. 23** Chiens errants

- a) Mesures de la commune

<sup>1</sup> Lorsqu'elle apprend qu'un chien erre sur son territoire, la commune entreprend d'en identifier le détenteur ou la détentrice. Si elle n'y parvient pas, elle signale le chien errant au Service.

### **Art. 21** Verbot bestimmter Hunde

<sup>1</sup> Das Züchten, Halten, Verwenden und Abgeben, das Weitergeben und das Verbringen von Hunden in das Kantonsgebiet sowie der Handel mit Hunden der folgenden Gruppen ist verboten:

- a) Hunde des Typs Pitbull;
- b) Hunde aus der Kreuzung mit Hunden des Typs Pitbull;
- c) Hunde aus Kreuzungen mit Hunden der Rassen nach der vom Staatsrat in Anwendung von Artikel 20 Abs. 1 erlassenen Liste.

<sup>2</sup> Das vorübergehende Verbringen von Hunden nach Absatz 1 Bst. c in das Kantonsgebiet ist erlaubt.

### **3. Meldung und Schutzmassnahmen**

#### **Art. 22** Gefundene Hunde

<sup>1</sup> Wer einen verlorenen Hund findet, muss die Halterin oder den Halter oder wenn nötig das Amt benachrichtigen. Wenn die Polizei Informationen zu einem verlorenen Hund erhält, informiert sie unverzüglich das Amt.

<sup>2</sup> Das Amt sucht nach der Hundehalterin oder dem Hundehalter. Falls nötig meldet es den Verlust oder das Auffinden des Hundes der Betreiberin oder dem Betreiber der Datenbank, die vom Staatsrat zu diesem Zweck bezeichnet wurde.

<sup>3</sup> Das Amt kann die Unterbringung im Tierheim anordnen; stellt das Einfangen oder die Platzierung im Tierheim eine ernsthafte Gefahr für die betroffenen Personen dar oder erweist sich dies als unmöglich, so kann es die Tötung des Hundes anordnen.

<sup>4</sup> Die Hundehalterin oder der Hundehalter trägt die Kosten für das Eingreifen des Amtes oder der öffentlichen Gewalt, das Einfangen und die Platzierung im Tierheim.

#### **Art. 23** Streunende Hunde

- a) Massnahmen der Gemeinde

<sup>1</sup> Erfährt die Gemeinde von einem streunenden Hund auf ihrem Gebiet, so versucht sie dessen Halterin oder Halter zu ermitteln. Gelingt ihr dies nicht, so meldet sie den streunenden Hund dem Amt.

<sup>2</sup> La commune peut adopter un règlement autorisant le conseil communal à prendre, à l'encontre du détenteur ou de la détentrice d'un chien errant, les sanctions pénales suivantes, conformément à l'article 86 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes:

- a) avertissement;
- b) amende jusqu'à 500 francs.

**Art. 24** b) Mesures du Service

<sup>1</sup> Lorsqu'un chien errant lui est signalé par la commune, le Service le fait saisir et en recherche le détenteur ou la détentrice. Le cas échéant, il ordonne la mise en fourrière; si la saisie ou la mise en fourrière présente un sérieux danger pour les personnes ou se révèle impossible, le Service peut ordonner que le chien soit abattu.

<sup>2</sup> Le Service peut requérir l'aide de la police.

<sup>3</sup> Le détenteur ou la détentrice du chien supporte les frais d'intervention du Service et de la force publique ainsi que les frais de saisie et de la mise en fourrière.

**Art. 25** Chiens dangereux

a) Mesures de prévention

<sup>1</sup> Lorsqu'elle apprend qu'un chien dont le détenteur ou la détentrice est domicilié-e sur son territoire a adopté un comportement agressif, la commune prend les mesures de prévention nécessaires.

<sup>2</sup> Elle peut, notamment:

- a) entendre la ou les personnes victimes du comportement du chien;
- b) entendre le détenteur ou la détentrice et examiner avec cette personne s'il y a lieu de prendre des mesures particulières;
- c) avertir le détenteur ou la détentrice que, en cas de récidive, le chien sera signalé au Service;
- d) si le comportement du chien laisse craindre la mise en danger de personnes, le signaler immédiatement au Service, qui procède conformément aux articles 27 et suivants.

<sup>2</sup> Die Gemeinde kann ein Reglement erlassen, das den Gemeinderat ermächtigt, gegenüber der Halterin oder dem Halter eines streunenden Hundes gemäss Artikel 86 des Gesetzes über die Gemeinden folgende strafrechtlichen Massnahmen zu ergreifen:

- a) Verwarnung;
- b) Busse bis 500 Franken.

**Art. 24** b) Massnahmen des Amts

<sup>1</sup> Wird dem Amt von der Gemeinde ein streunender Hund gemeldet, so lässt es den streunenden Hund einfangen und sucht nach dessen Halterin oder Halter. Gegebenenfalls ordnet es die Platzierung im Tierheim an. Stellt das Einfangen oder die Platzierung im Tierheim eine ernsthafte Gefahr für die betroffenen Personen dar oder erweist sich dies als unmöglich, so kann es die Tötung des Hundes anordnen.

<sup>2</sup> Das Amt kann die Hilfe der Polizei anfordern.

<sup>3</sup> Die Hundehalterin oder der Hundehalter trägt die Kosten für das Eingreifen des Amts oder der öffentlichen Gewalt sowie die Kosten für das Einfangen und die Platzierung im Tierheim.

**Art. 25** Gefährliche Hunde

a) Vorbeugende Massnahmen

<sup>1</sup> Erfährt die Gemeinde von einem Hund mit aggressivem Verhalten, dessen Halterin oder Halter auf dem Gemeindegebiet wohnhaft ist, so ergreift sie die nötigen vorbeugenden Massnahmen.

<sup>2</sup> Sie kann namentlich:

- a) die Personen anhören, die Opfer des Verhaltens des Hundes geworden sind;
- b) die Halterinnen und Halter anhören und mit ihnen überprüfen, ob besondere Massnahmen getroffen werden müssen;
- c) die Halterin oder den Halter darüber in Kenntnis setzen, dass der Hund im Wiederholungsfalle dem Amt gemeldet wird;
- d) dem Amt unverzüglich Meldung erstatten, wenn das Verhalten des Hundes befürchten lässt, dass Menschen gefährdet sind; das Amt geht nach Artikel 27 ff. vor.

**Art. 26** b) Signalement

<sup>1</sup> La commune concernée, les médecins, les vétérinaires et les agents et agentes de la force publique, les éducateurs et éducatrices canins sont tenus de signaler au Service tout chien:

- a) ayant blessé une personne;
- b) ayant gravement blessé un animal;
- c) présentant des signes d'un comportement d'agression supérieur à la norme.

<sup>2</sup> Le Service recueille également les plaintes de la population ainsi que des victimes d'agressions canines.

**Art. 27** c) Enquête et expertise

<sup>1</sup> A réception d'un signalement, le Service fait une enquête. Il contrôle ou fait contrôler le chien et les conditions dans lesquelles celui-ci est détenu.

<sup>2</sup> Tout chien ayant blessé une personne par morsure fait l'objet d'une expertise. Le Service peut également soumettre à expertise un chien suspect d'agressivité.

<sup>3</sup> La personne qui détient le chien est tenue de donner au Service les renseignements relatifs à l'origine du chien faisant l'objet d'une enquête ou d'une expertise.

<sup>4</sup> Elle supporte en principe les frais d'enquête ou d'expertise.

**Art. 28** d) Mesures du Service

<sup>1</sup> Le Service prend les mesures appropriées aux circonstances. Il peut notamment:

- a) ordonner, également pendant l'enquête, le séquestre et le placement en fourrière d'un chien dangereux;
- b) exiger un examen de dépistage des troubles comportementaux du chien;
- c) contraindre un détenteur ou une détenteuse à suivre des cours d'éducation;
- d) désigner la ou les personnes qui peuvent emmener le chien hors du lieu de détention;
- e) ordonner le port de la muselière ou de la laisse pour toute sortie;
- f) interdire de dresser le chien à la défense et de l'utiliser à cette fin;

**Art. 26** b) Meldung

<sup>1</sup> Die betreffende Gemeinde, die Ärztinnen und Ärzte, die Tierärztinnen und Tierärzte, die Beamtinnen und Beamten der öffentlichen Gewalt sowie die Hundeausbildnerinnen und -ausbildner melden dem Amt jeden Hund, der:

- a) eine Person verletzt hat;
- b) ein Tier erheblich verletzt hat;
- c) Anzeichen eines überdurchschnittlichen Aggressionsverhaltens zeigt.

<sup>2</sup> Das Amt nimmt auch Klagen der Bevölkerung sowie von Personen entgegen, die Opfer von aggressiven Hunden geworden sind.

**Art. 27** c) Untersuchung und Gutachten

<sup>1</sup> Erhält das Amt eine Meldung, so führt es eine Untersuchung durch. Es überprüft den Hund und die Bedingungen, in denen er gehalten wird, oder lässt den Hund und die Haltebedingungen überprüfen.

<sup>2</sup> Über jeden Hund, der einer Person eine Bissverletzung zugefügt hat, wird vom Amt ein Gutachten erstellt. Das Amt kann auch Hunde, bei denen der Verdacht auf Aggressivität besteht, einem Gutachten unterziehen.

<sup>3</sup> Die Hundehalterinnen und -halter sind verpflichtet, dem Amt über die Herkunft des Hundes, über den eine Untersuchung durchgeführt oder ein Gutachten erstellt wird, Auskunft zu geben.

<sup>4</sup> In der Regel tragen die Hundehalterinnen und -halter die Kosten der Untersuchung oder des Gutachtens.

**Art. 28** d) Massnahmen des Amts

<sup>1</sup> Das Amt ergreift den Umständen entsprechende Massnahmen. Es kann namentlich:

- a) auch während der Untersuchung die Beschlagnahmung eines gefährlichen Hundes und dessen Platzierung in einem Hundeheim anordnen;
- b) eine Überprüfung des Hundes auf Verhaltensstörungen anordnen;
- c) die Halterin oder den Halter dazu verpflichten, einen Hundeerziehungskurs zu besuchen;
- d) die Personen bezeichnen, die den Hund ausführen dürfen;
- e) anordnen, dass der Hund im Freien einen Maulkorb tragen muss oder an der Leine geführt werden muss;
- f) verbieten, den Hund zum Schutzdienst auszubilden oder zu verwenden;



- g) ordonner le déplacement temporaire du chien dans un foyer ou un refuge pour animaux ou dans un autre lieu approprié à sa détention;
- h) prononcer une interdiction de détention, de commerce ou d'élevage;
- i) ordonner la stérilisation ou la castration du chien;
- j) ordonner l'euthanasie du chien.

<sup>2</sup> Le Service peut requérir l'aide de la police.

<sup>3</sup> Les frais d'exécution des mesures prises par le Service sont mis à la charge du détenteur ou de la détentrice du chien.

#### **Art. 29** Liste des chiens dangereux

<sup>1</sup> Le Service tient à jour une liste des chiens ayant fait l'objet d'un signalement au sens de l'article 26.

<sup>2</sup> Le détenteur ou la détentrice d'un chien dangereux annonce au Service, dans les dix jours, toute naissance issue du chien en question.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat règle l'accès aux données contenues dans la liste ainsi que leur utilisation.

### **4. Mesures de prévention**

#### **Art. 30** Sensibilisation et information

<sup>1</sup> Le Service organise, à la demande de la Direction en charge de l'instruction publique, des cours de sensibilisation dans les écoles primaires sur les thèmes suivants:

- a) signes d'un comportement agressif chez le chien;
- b) comportement à adopter en présence d'un chien et en cas d'agression;
- c) prévention des agressions.

<sup>2</sup> Il peut déléguer l'organisation de ces cours à des institutions.

<sup>3</sup> Le Service encourage en outre l'information des détenteurs et détentrices de chiens ainsi que de la population, et plus particulièrement des personnes âgées et des enfants, sur les mêmes thèmes.

#### **Art. 31** Espaces interdits aux chiens et tenue en laisse

<sup>1</sup> Les communes peuvent, par un règlement, délimiter des espaces interdits aux chiens ainsi que des zones dans lesquelles les chiens doivent être tenus en laisse. Elles pourvoient à leur signalisation.

- g) anordnen, dass der Hund in ein Tierheim oder eine andere geeignete Tierhaltung gebracht wird;
- h) ein Haltungs-, Handels- oder Zuchtverbot aussprechen;
- i) die Sterilisation oder Kastration des Hundes anordnen;
- j) die Tötung des Hundes anordnen.

<sup>2</sup> Das Amt kann die Hilfe der Polizei anfordern.

<sup>3</sup> Die Kosten für den Vollzug der vom Amt ergriffenen Massnahmen gehen zu Lasten der Hundehalterin oder des -halters.

#### **Art. 29** Liste gefährlicher Hunde

<sup>1</sup> Das Amt führt eine Liste von Hunden, für die eine Meldung nach Artikel 26 vorliegt.

<sup>2</sup> Die Halterin oder der Halter eines gefährlichen Hundes meldet dem Amt jeden Wurf dieses Hundes innert 10 Tagen.

<sup>3</sup> Der Staatsrat regelt den Zugriff auf die Daten dieser Liste und ihre Verwendung.

### **4. Vorbeugende Massnahmen**

#### **Art. 30** Sensibilisierung und Information

<sup>1</sup> Das Amt organisiert auf Anfrage der für die Erziehung zuständigen Direktion Sensibilisierungskurse in den Primarschulen zu folgenden Themen:

- a) Zeichen von Aggressivität beim Hund;
- b) Verhalten gegenüber einem aggressiven Hund;
- c) Aggressivität vorbeugen.

<sup>2</sup> Es kann die Organisation dieser Kurse Institutionen übertragen.

<sup>3</sup> Das Amt fördert ausserdem die Information der Hundehalterinnen und -halter sowie der Bevölkerung, insbesondere älterer Personen und Kinder, zu diesen Themen.

#### **Art. 31** Hundeverbotzonen und Zonen mit Leinenzwang

<sup>1</sup> Die Gemeinden können in einem Reglement Hundeverbotzonen sowie Zonen mit Leinenzwang festlegen. Sie sorgen für die Signalisierung.

<sup>2</sup> Ces restrictions ne sont pas applicables aux chiens utilisés lors des interventions de la police, de la douane, de l'armée ainsi que des agents ou agentes de sécurité autorisés à utiliser un chien conformément au concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité.

<sup>3</sup> Une commune ne peut rendre le port de la laisse obligatoire sur tout son territoire.

<sup>4</sup> La législation sur la chasse est réservée.

## **5. Obligations liées à l'élevage, au commerce et à l'éducation de chiens**

**Art. 32** Obligations des éleveurs et des éleveuses, des commerçants et des commerçantes  
a) Devoir d'information

Les éleveurs et éleveuses de chiens ainsi que les commerçants et commerçantes informent la personne qui acquiert un chien des besoins de celui-ci et des conditions dans lesquelles il doit être détenu; ils vérifient si cette personne a la capacité de détenir un chien. A défaut, ils doivent refuser d'aliéner l'animal.

**Art. 33** b) Elevage et socialisation

<sup>1</sup> La sélection, l'élevage des chiots et l'éducation des chiens doivent viser à obtenir des animaux au caractère équilibré, pouvant être bien socialisés et dont les dispositions agressives envers les êtres humains et les animaux sont faibles. Les dispositions agressives ne doivent pas être accentuées chez les descendants. Les chiots doivent être suffisamment socialisés aux êtres humains et aux autres chiens et doivent être habitués à leur environnement.

<sup>2</sup> Les éleveurs et éleveuses de chiens ainsi que les commerçants et commerçantes se conforment en outre aux prescriptions de la législation fédérale sur la protection des animaux.

<sup>3</sup> Le Service peut contrôler l'élevage ou le faire contrôler par un club suisse de race reconnu.

**Art. 34** c) Patente de commerce de chiens

Les commerçants et commerçantes doivent demander à la Direction la délivrance d'une patente.

<sup>2</sup> Diese Einschränkungen gelten nicht für Hunde, die für Einsätze der Polizei, des Zolls, der Armee sowie von Sicherheitsbeamtinnen und -beamten, die über eine Bewilligung zum Einsatz von Hunden nach dem Konkordat vom 18. Oktober 1996 über die Sicherheitsunternehmen verfügen, verwendet werden.

<sup>3</sup> Eine Gemeinde darf den Leinenzwang nicht für das ganze Gemeindegebiet vorschreiben.

<sup>4</sup> Die Gesetzgebung über die Jagd bleibt vorbehalten.

## **5. Pflichten im Zusammenhang mit der Zucht, dem Handel und der Erziehung von Hunden**

**Art. 32** Pflichten der Züchterinnen und Züchter und Händlerinnen und Händler  
a) Informationspflicht

Personen, die Hunde züchten oder mit ihnen handeln, informieren die Käuferin oder den Käufer des Hundes über dessen Bedürfnisse und die Haltungsbedingungen. Sie stellen sicher, dass die Käuferin oder der Käufer fähig ist, einen Hund zu halten. Gegebenenfalls müssen sie sich weigern, den Hund zu veräußern.

**Art. 33** b) Zucht und Sozialisierung

<sup>1</sup> Die Selektion und die Aufzucht der Welpen sowie die Erziehung der Hunde sind darauf auszurichten, Hunde mit ausgeglichenem Charakter und guter Sozialisierbarkeit sowie geringer Aggressionsbereitschaft gegenüber Menschen und Tieren zu erhalten. Die Aggressionsbereitschaft darf bei den Nachkommen nicht gesteigert werden. Welpen müssen ausreichend mit Menschen und mit Hunden sozialisiert und an ihre Umwelt gewöhnt werden.

<sup>2</sup> Wer Hunde züchtet oder mit ihnen handelt, muss sich ausserdem nach den Vorschriften der Tierschutzgesetzgebung des Bundes richten.

<sup>3</sup> Das Amt kann die Zucht kontrollieren oder durch einen anerkannten schweizerischen Rassehunde-Klub kontrollieren lassen.

**Art. 34** c) Hundehandelspatent

Händlerinnen und Händler müssen bei der Direktion ein Patent beantragen.

**Art. 35** Formation des éducateurs et éducatrices

<sup>1</sup> Tout éducateur ou éducatrice doit justifier auprès du Service d'une formation reconnue par le canton; le Conseil d'Etat définit les critères de reconnaissance.

<sup>2</sup> Le Service tient à jour une liste des éducateurs et éducatrices.

**6. Obligations du détenteur ou de la détentrice**

**Art. 36** En général

<sup>1</sup> La personne qui détient un chien veille à satisfaire aux besoins de son animal, conformément aux prescriptions de la législation fédérale sur la protection des animaux. Elle est soumise aux obligations prévues par l'article 33.

<sup>2</sup> Elle éduque son animal de façon à assurer la protection des personnes et doit en tout temps l'avoir sous contrôle.

**Art. 37** Interdiction de certaines pratiques

<sup>1</sup> Il est interdit:

- a) de provoquer un comportement agressif du chien;
- b) d'entraîner un chien à se suspendre par la gueule à un arbre ou à un autre support;
- c) d'incommoder des passants et des passantes avec un chien.

<sup>2</sup> L'interdiction prévue à l'alinéa 1 let. a n'est pas applicable aux chiens utilisés, lors des entraînements et des interventions, par la police, la douane, l'armée ainsi que les agents ou agentes de sécurité autorisés à utiliser un chien conformément au concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité.

**Art. 38** Salubrité publique

<sup>1</sup> Le détenteur ou la détentrice empêche son chien de salir le domaine public et de souiller les cultures et les pâturages. Il lui incombe de ramasser les déjections de son animal.

<sup>2</sup> Les communes peuvent adopter un règlement destiné à assurer la salubrité publique autorisant notamment le conseil communal à prendre, à l'encontre du détenteur ou de la détentrice, les sanctions pénales suivantes, conformément à l'article 86 de la loi sur les communes:

**Art. 35** Ausbildung der Ausbilderinnen und Ausbilder

<sup>1</sup> Jede Ausbilderin und jeder Ausbilder muss dem Amt gegenüber eine vom Kanton anerkannte Ausbildung vorweisen können; der Staatsrat legt die Kriterien für die Anerkennung fest.

<sup>2</sup> Das Amt führt eine Liste der Ausbilderinnen und Ausbilder.

**6. Pflichten von Halterinnen und Haltern**

**Art. 36** Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Die Halterinnen und Halter achten darauf, den Bedürfnissen ihres Hundes nach den Vorschriften der Tierschutzgesetzgebung des Bundes gerecht zu werden. Sie unterstehen den Verpflichtungen nach Artikel 33.

<sup>2</sup> Die Halterinnen und Halter erziehen ihren Hund so, dass der Schutz der Personen gewährleistet ist. Sie müssen ihren Hund jederzeit unter Kontrolle haben.

**Art. 37** Verbot bestimmter Praktiken

<sup>1</sup> Es ist verboten:

- a) aggressives Verhalten beim Hund zu provozieren;
- b) einem Hund beizubringen, sich mit dem Maul an einen Ast oder einen anderen Träger zu hängen;
- c) Passantinnen und Passanten mit einem Hund zu belästigen.

<sup>2</sup> Das Verbot nach Absatz 1 Bst. a gilt nicht für Hunde, die für Trainings und Einsätze der Polizei, des Zolls, der Armee sowie von Sicherheitsbeamtinnen und -beamten, die über eine Bewilligung zum Einsatz von Hunden nach dem Konkordat vom 18. Oktober 1996 über die Sicherheitsunternehmen verfügen, verwendet werden.

**Art. 38** Sauberkeit im öffentlichen Raum

<sup>1</sup> Hundehalterinnen und Hundehalter müssen verhindern, dass ihr Hund den öffentlichen Raum sowie Kulturen und Weiden verschmutzt. Sie müssen die Exkremente ihres Hundes entfernen.

<sup>2</sup> Die Gemeinden können zur Gewährleistung der Sauberkeit im öffentlichen Raum ein Reglement erlassen, in dem sie den Gemeinderat insbesondere ermächtigen, gegenüber Hundehalterinnen und -haltern gemäss Artikel 86 des Gesetzes über die Gemeinden folgende strafrechtliche Massnahmen zu ergreifen:

- a) avertissement;
- b) amende jusqu'à 500 francs.

**Art. 39** Impact sur les cultures, les animaux de rente, les animaux de compagnie, la faune et l'environnement

<sup>1</sup> Le détenteur ou la détentrice veille à ce que son chien ne porte pas préjudice aux exploitations agricoles, aux animaux de rente, aux animaux de compagnie ou à la faune et à la flore sauvages.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat détermine la procédure d'annonce de dégâts aux cultures, aux animaux de rente ou à la faune et à la flore sauvages. Il édicte également les restrictions auxquelles sont soumis les détenteurs ou détentrices de chiens dans les cultures et les espaces naturels.

<sup>3</sup> La législation sur la chasse est réservée.

## CHAPITRE V

### Assurance responsabilité civile

**Art. 40** Principe

Le détenteur ou la détentrice habituel-le du chien doit être au bénéfice d'une assurance responsabilité civile qui couvre les prétentions des personnes lésées pour les préjudices causés par son chien. Le Conseil d'Etat détermine la couverture minimale d'assurance. L'article 41 est réservé.

**Art. 41** Assurance responsabilité civile collective

Le Conseil d'Etat peut conclure une assurance collective couvrant la responsabilité civile des détenteurs et détentrices de chiens. Chaque personne détenant un chien y sera obligatoirement assurée, même si elle a conclu une assurance responsabilité civile individuelle.

**Art. 42** Marque de contrôle

Si aucune assurance collective n'est conclue, le signe distinctif ou le justificatif prévu par l'article 49 n'est délivré que sur présentation d'une attestation d'assurance indiquant que le détenteur ou la détentrice est assuré-e pour la durée de validité de la marque et que la prime d'assurance a été acquittée.

- a) Verwarnung;
- b) Busse bis 500 Franken.

**Art. 39** Einwirkung auf Kulturen, Nutztiere, Haustiere, Wild und Umwelt

<sup>1</sup> Die Halterinnen und Halter sorgen dafür, dass ihr Hund landwirtschaftlichen Betrieben, Nutztieren, Haustieren sowie freilebenden Tieren und Pflanzen keinen Schaden zufügt.

<sup>2</sup> Der Staatsrat legt das Verfahren für die Meldung von Schäden an Kulturen, Nutztieren sowie freilebenden Tieren und Pflanzen fest. Er erlässt auch die Einschränkungen, denen Hundehalterinnen und Hundehalter in Kulturen und Naturräumen unterstehen.

<sup>3</sup> Die Gesetzgebung über die Jagd bleibt vorbehalten.

## 5. KAPITEL

### Haftpflichtversicherung

**Art. 40** Grundsatz

Die ordentliche Halterin oder der ordentliche Halter des Hundes muss eine Haftpflichtversicherung haben, die die Ansprüche der oder des Geschädigten aufgrund von Schäden, die durch seinen Hund verursacht wurden, deckt. Der Staatsrat legt die Mindestdeckung durch die Versicherung fest. Artikel 41 bleibt vorbehalten.

**Art. 41** Kollektivhaftpflichtversicherung

Der Staatsrat kann eine Kollektivhaftpflichtversicherung für Hundehalterinnen und -halter abschliessen. Alle Hundehalterinnen und -halter sind obligatorisch bei der Kollektivhaftpflichtversicherung versichert, auch wenn sie eine individuelle Haftpflichtversicherung abgeschlossen haben.

**Art. 42** Kontrollmarke

Wenn keine Kollektivversicherung abgeschlossen wurde, wird das in Artikel 49 vorgesehene Kennzeichen nur gegen einen Versicherungsnachweis ausgestellt, der bestätigt, dass die Halterin oder der Halter des Hundes für die Gültigkeitsdauer der Marke versichert ist und die Versicherungsprämie bezahlt hat.

#### **Art. 43** Chiens errants et chiens non assurés

<sup>1</sup> Dans les limites des montants d'assurance arrêtés par le Conseil d'Etat, l'Etat couvre les dommages résultant de lésions corporelles provoquées dans le canton par des chiens errants dont le détenteur ou la détentrice n'a pu être identifié-e ou n'est pas assuré-e. Le Conseil d'Etat peut également prévoir une franchise.

<sup>2</sup> L'Etat ne supporte les préjudices subis que dans la mesure où les personnes lésées ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance suffisante (garantie subsidiaire).

<sup>3</sup> L'Etat dispose d'une action récursoire contre le détenteur ou la détentrice.

<sup>4</sup> Le Conseil d'Etat est autorisé à contracter une assurance responsabilité civile dont la prime est répartie entre tous les détenteurs et détentrices de chiens soumis à l'impôt cantonal.

#### **Art. 44** Entreprise d'assurance

L'assurance responsabilité civile doit être conclue auprès d'entreprises d'assurance autorisées à pratiquer en Suisse, conformément à la législation fédérale concernant la surveillance des entreprises privées en matière d'assurance.

### **CHAPITRE VI**

#### **Sanctions pénales**

#### **Art. 45**

<sup>1</sup> Est passible des arrêts et de l'amende la personne qui contrevient intentionnellement aux dispositions des articles 16, 20 al. 1 et 2, 21 al. 1, 22 al. 1, 26 al. 1, 27 al. 3, 32, 35 al. 1, 36, 37 al. 1, 39 al. 1 et 40.

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément au code de procédure pénale.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat est autorisé à prévoir la répression d'infractions aux dispositions d'exécution de la présente loi.

#### **Art. 43** Streunende oder nicht versicherte Hunde

<sup>1</sup> Der Kanton deckt im Rahmen der vom Staatsrat festgelegten Beträge Personenschäden, die innerhalb des Kantons durch streunende Hunde entstanden sind, deren Halterin oder Halter nicht ermittelt werden konnte oder nicht versichert ist. Der Staatsrat kann auch einen Selbstbehalt vorsehen.

<sup>2</sup> Der Staat kommt nur insofern für erlittene Schäden auf, als die geschädigten Personen nicht über eine genügende Versicherungsdeckung verfügen (Eventualgarantie).

<sup>3</sup> Der Staat kann auf die Halterin oder den Halter Rückgriff nehmen.

<sup>4</sup> Der Staatsrat ist berechtigt, eine Haftpflichtversicherung abzuschliessen, deren Prämie auf alle im Kanton steuerpflichtigen Hundehalterinnen und -halter verteilt wird.

#### **Art. 44** Versicherungsunternehmen

Die Haftpflichtversicherung muss bei Versicherungsunternehmen, die gemäss der Versicherungsaufsichtsgesetzgebung des Bundes zum Betrieb der Haftpflichtversicherung in der Schweiz zugelassen sind, abgeschlossen werden.

### **6. KAPITEL**

#### **Strafbestimmungen**

#### **Art. 45**

<sup>1</sup> Wer absichtlich gegen die Bestimmungen in den Artikeln 16, 20 Abs. 1 und 2, 21 Abs. 1, 22 Abs. 1, 26 Abs. 1, 27 Abs. 3, 32, 35 Abs. 1, 36, 37 Abs. 1, 39 Abs. 1 und 40 verstösst, wird mit Haft oder Busse bestraft.

<sup>2</sup> Übertretungen werden nach der Strafprozessordnung verfolgt und beurteilt.

<sup>3</sup> Der Staatsrat kann vorsehen, dass Übertretungen der Vollzugsbestimmungen dieses Gesetzes strafrechtlich verfolgt werden.

## CHAPITRE VII

### Redevances

#### 1. Impôt cantonal

##### Art. 46 Principe

<sup>1</sup> Le détenteur ou la détentrice habituel-le de chien domicilié-e sur le territoire du canton doit s'acquitter d'un impôt cantonal annuel par animal, dont le montant est fixé par le Conseil d'Etat. Toutefois, cet impôt ne peut excéder 200 francs.

<sup>2</sup> Le détenteur ou la détentrice habituel-le doit annoncer son chien auprès de sa commune de domicile, en présentant la pièce d'identité du chien.

<sup>3</sup> L'Etat facture un émolument, lequel peut inclure la prime d'assurance responsabilité civile conclue en application des articles 41 et 43.

##### Art. 47 Commerçants et commerçantes

<sup>1</sup> Les personnes au bénéfice d'une patente pour commerce de chiens s'acquittent d'un impôt cantonal unique, quel que soit le nombre de chiens détenus.

<sup>2</sup> L'impôt est calculé selon les modalités fixées dans la convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail.

##### Art. 48 Exonération

<sup>1</sup> Les chiens d'aveugles, de l'armée, de la police, des gardes-faune, les chiens d'avalanches et de recherches d'animaux blessés ou morts sont exonérés de l'impôt.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat peut prévoir d'autres cas d'exonération justifiés par l'intérêt public.

##### Art. 49 Signe distinctif ou justificatif

L'acquiescement de l'impôt est constaté par un signe distinctif ou par un justificatif.

##### Art. 50 Sanctions pénales

Toute infraction à l'imposition des chiens est passible, outre le paiement de l'impôt éludé, d'une amende d'un montant maximal de 400 francs par chien.

## 7. KAPITEL

### Gebühren

#### 1. Kantonale Steuer

##### Art. 46 Grundsatz

<sup>1</sup> Die auf dem Gebiet des Kantons Freiburg wohnhaften ordentlichen Hundehalterinnen und -halter müssen pro Hund eine kantonale Steuer entrichten, die vom Staatsrat festgelegt wird. Diese Steuer darf 200 Franken jedoch nicht übersteigen.

<sup>2</sup> Die ordentlichen Halterinnen und Halter müssen ihren Hund bei der Wohnsitzgemeinde melden und den Hunderausweis vorweisen.

<sup>3</sup> Der Staat verrechnet eine Gebühr, in der die Prämie für die nach Artikel 41 und 43 abgeschlossene Haftpflichtversicherung enthalten sein kann.

##### Art. 47 Händlerinnen und Händler

<sup>1</sup> Personen mit einem Hundehandelspatent entrichten eine einmalige kantonale Steuer pro Jahr, unabhängig von der Anzahl Hunde, die sie halten.

<sup>2</sup> Die Steuer wird nach den in der Interkantonalen Übereinkunft vom 13. September 1943 über den Viehhandel festgelegten Modalitäten berechnet.

##### Art. 48 Steuerbefreiung

<sup>1</sup> Blindenführer-, Armee-, Polizei- und Lawinenhunde sowie die Hunde der Wildhüter-Fischereiaufseher und die Hunde für die Nachsuche von verletzten oder toten Tieren sind von der Steuer befreit.

<sup>2</sup> Der Staatsrat kann weitere Fälle vorsehen, in denen eine Befreiung von der Hundesteuer durch das öffentliche Interesse gerechtfertigt ist.

##### Art. 49 Kennzeichen oder Beleg

Die Entrichtung der Steuer wird durch ein Kennzeichen oder einen Beleg festgestellt.

##### Art. 50 Strafrechtliche Massnahmen

Bei Widerhandlung gegen die Besteuerung der Hunde wird zusätzlich zur Steuer eine Busse von bis zu 400 Franken pro Hund erhoben.

## 2. Impôt communal

### Art. 51 Principe

<sup>1</sup> Les communes sont autorisées à prélever un impôt sur les chiens dont le détenteur ou la détentrice habituel-le est domicilié-e sur leur territoire.

<sup>2</sup> L'impôt ne peut dépasser 200 francs par an et par animal. Il ne peut être ni progressif, ni dégressif.

### Art. 52 Commerçants et commerçantes

<sup>1</sup> Les personnes au bénéfice d'une patente pour commerce de chiens s'acquittent d'un impôt communal unique, quel que soit le nombre de chiens détenus.

<sup>2</sup> L'impôt est calculé selon les modalités fixées dans la convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail. Pour le surplus, le Conseil d'Etat arrête les modalités de calcul de l'impôt.

### Art. 53 Exonération

Les cas d'exonération prévus à l'article 48 sont applicables à l'impôt communal.

### Art. 54 Droit applicable

Pour le surplus, les dispositions de la loi sur les impôts communaux sont applicables.

## CHAPITRE VIII

### Voies de droit

#### Art. 55 En général

<sup>1</sup> Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

<sup>2</sup> Le recours contre une mesure prise en application des articles 22 al. 3, 24 al. 1, 25, 27 al. 1, 28 al. 1 let. a à h n'a pas d'effet suspensif.

#### Art. 56 En matière fiscale

<sup>1</sup> Les décisions fixant l'impôt cantonal peuvent, dans les trente jours, faire l'objet d'une réclamation auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée.

## 2. Gemeindesteuer

### Art. 51 Grundsatz

<sup>1</sup> Die Gemeinden sind berechtigt, von den auf ihrem Gebiet wohnhaften ordentlichen Hundehalterinnen und -haltern eine Hundesteuer zu erheben.

<sup>2</sup> Diese Steuer darf 200 Franken pro Tier und Jahr nicht übersteigen. Sie darf weder progressiv noch degressiv sein.

### Art. 52 Händlerinnen und Händler

<sup>1</sup> Personen mit einem Hundehandelspatent entrichten einmal jährlich eine Gemeindesteuer, unabhängig von der Anzahl Hunde, die sie halten.

<sup>2</sup> Die Steuer wird nach den in der Interkantonalen Übereinkunft vom 13. September 1943 über den Viehhandel festgelegten Modalitäten berechnet. Im Übrigen legt der Staatsrat die Berechnungsmodalitäten der Steuer fest.

### Art. 53 Steuerbefreiung

Die in Artikel 48 vorgesehenen Fälle der Steuerbefreiung gelten auch für die Gemeindesteuer.

### Art. 54 Anwendbares Recht

Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeindesteuern.

## 8. KAPITEL

### Rechtsmittel

#### Art. 55 Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Die in Anwendung dieses Gesetzes erlassenen Verfügungen können gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege mit Beschwerde angefochten werden.

<sup>2</sup> Eine Beschwerde gegen eine Massnahme, die in Anwendung von Artikel 22 Abs. 3, 24 Abs. 1, 25, 27 Abs. 1 und 28 Abs. 1 Bst. a–h getroffen wurde, hat keine aufschiebende Wirkung.

#### Art. 56 Im Steuerbereich

<sup>1</sup> Gegen Verfügungen, die die kantonale Steuer festsetzen, kann innert 30 Tagen bei der Behörde, die die angefochtene Verfügung getroffen hat, Einsprache erhoben werden.

<sup>2</sup> Les décisions sur réclamation sont sujettes à recours au Tribunal administratif.

<sup>3</sup> La contestation des décisions fixant l'impôt communal est régie par la loi sur les impôts communaux.

## CHAPITRE IX

### Dispositions finales

#### Art. 57 Droit transitoire

<sup>1</sup> Les personnes qui possèdent un chien visé à l'article 21 al. 1 let. a et b déclarent leur animal au Service dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi. Le Service prend, dans les trois mois, les mesures prévues à l'article 28. De tels chiens doivent dans tous les cas être castrés et stérilisés et munis d'une puce électronique.

<sup>2</sup> Les personnes qui possèdent un chien visé à l'article 21 al. 1 let. c ou figurant dans la liste arrêtée par le Conseil d'Etat en application de l'article 20 al. 1 déclarent leur animal au Service dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi. Le Service mène les enquêtes nécessaires et décide, dans les six mois, si une autorisation de détention peut être délivrée et quelles mesures doivent être prises selon l'article 28.

#### Art. 58 Modifications

##### a) Loi d'application du code civil

La loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1) est modifiée comme il suit:

##### *Art. 312 al. 2 (nouveau)*

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour recueillir les annonces d'animaux trouvés est le Service en charge des affaires vétérinaires.

##### Art. 59 b) Loi d'application du code pénal

La loi du 9 mai 1974 d'application du code pénal (RSF 31.1) est modifiée comme il suit:

##### *Art. 14 ch. 3 et 4*

*Abrogés*

<sup>2</sup> Die Einspracheentscheide sind mit Beschwerde an das Verwaltungsgericht anfechtbar.

<sup>3</sup> Verfügungen, die die Gemeindesteuer festsetzen, können gemäss dem Gesetz über die Gemeindesteuer angefochten werden.

## 9. KAPITEL

### Schlussbestimmungen

#### Art. 57 Übergangsrecht

<sup>1</sup> Halterinnen und Halter, die einen Hund nach Artikel 21 Abs. 1 Bst. a und b besitzen, melden ihren Hund innert 3 Monaten nach Inkrafttreten dieses Gesetzes dem Amt. Dieses ergreift innerhalb von 3 Monaten die in Artikel 28 vorgesehenen Massnahmen. Solche Hunde müssen auf jeden Fall kastriert oder sterilisiert und mit einem Mikrochip versehen werden.

<sup>2</sup> Halterinnen und Halter eines Hundes nach Artikel 21 Abs. 1 Bst. c oder eines Hundes, der auf der vom Staatsrat nach Artikel 20 Abs. 1 erlassenen Liste steht, melden ihren Hund innert 3 Monaten nach Inkrafttreten dieses Gesetzes dem Amt. Dieses führt die nötigen Untersuchungen durch und entscheidet innerhalb von 6 Monaten, ob eine Haltebewilligung erteilt werden kann oder welche Massnahmen nach Artikel 28 ergriffen werden müssen.

#### Art. 58 Änderung bisherigen Rechts

##### a) Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1) wird wie folgt geändert:

##### *Art. 312 Abs. 2 (neu)*

<sup>2</sup> Zuständige Behörde für die Meldung gefundener Tiere ist das für das Veterinärwesen zuständige Amt.

##### Art. 59 b) Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 9. Mai 1974 zum Strafgesetzbuch (SGF 31.1) wird wie folgt geändert:

##### *Art. 14 Ziff. 3 und 4*

*Aufgehoben*



**Art. 60** c) Loi d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux

La loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux (RSF 725.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 8 al. 1, 2<sup>e</sup> phr. (nouvelle)**

<sup>1</sup> (...). La patente de commerce de chiens est régie par la loi sur la détention des chiens.

**Art. 61** Abrogation

La loi du 11 novembre 1982 relative à l'impôt sur les chiens (RSF 635.5.1) est abrogée.

**Art. 62** Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 60** c) Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz

Das Ausführungsgesetz vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (SGF 725.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 8 Abs. 1, 2. Satz (neu)**

<sup>1</sup> (...). Das Hundehandelspatent ist im Gesetz über die Hundehaltung geregelt.

**Art. 61** Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 11. November 1982 betreffend die Hundesteuer (SGF 635.5.1) wird aufgehoben.

**Art. 62** Inkrafttreten

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.